

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE PARIS

ÉTUDE DE LA LOI DU 17 JUILLET 1905

SUR LE

REPOS HEBDOMADAIRE

EN BELGIQUE

ET DE SON APPLICATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 2 Mai 1911, à 2 h. 1/2

PAR

J. PUYSEGUR

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { MM. SOUCHON, professeur
 GIDE, professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE PARIS

ÉTUDE DE LA LOI DU 17 JUILLET 1905

SUR LE

REPOS HEBDOMADAIRE EN BELGIQUE

ET DE SON APPLICATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 2 Mai 1911, à 2 h. 1/2

PAR

J. PUYSÉGUR



Président : M. JAY, professeur

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
GIDE, professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LOI DU 17 JUILLET 1905

SUR LE

REPOS HEBDOMADAIRE

EN BELGIQUE

INTRODUCTION

La nécessité du repos hebdomadaire, en ce qui concerne les ouvriers et les employés, n'a plus besoin d'être démontrée aujourd'hui.

Les raisons que l'on a fait valoir, à cet égard, sont d'ordre physiologique, social, familial, moral et intellectuel.

Sous la poussée des arguments interventionnistes qui ont fini par prévaloir et avec l'appui, le plus souvent incontestable, de l'opinion publique, cette revendication du programme ouvrier a reçu, dans maints pays, sinon toujours complète, du moins très ample satisfaction.

Après les démonstrations péremptoires si souvent

faites, [et l'on sait avec quelle éloquence] de cette nécessité presque évidente (1), nous estimons qu'il serait oiseux de notre part d'insister à nouveau sur ce point.

La majorité des pays d'Europe, en fait ou en droit, soit sous l'empire de la coutume et des sentiments religieux, soit sous le couvert des préoccupations de protection légale, soit encore cumulativement, mais par exception, pour ces deux motifs, reconnaissent et appliquent le principe du repos hebdomadaire.

De plus, nous constatons presque partout, que le repos hebdomadaire c'est le repos du dimanche.

Les divers Parlements qui ont légiféré sur cette matière, ont tous été, logiquement et nécessairement amenés, à cette conviction, que pour assurer aux salariés le repos du septième jour, il fallait instituer le repos collectif ; c'est-à-dire, en principe, fixer pour tous les travailleurs le temps de repos, à un jour déterminé et invariable ; l'obéissance aux mœurs et

1. V. sur ce point Raoul Jay, *la Protection légale des travailleurs*, 1910, 2^e édit, et du même auteur une brochure publiée par *l'action populaire* : *le Repos du dimanche et la nouvelle loi française*, Revues, p. 3 à 9. — Voir Henri Lorain, *Note sur la législation protectrice des travailleurs dans le XX^e siècle*, 1891, p. 345. — Voir aussi, une curieuse citation d'Alphonse Daudet rapportée dans la brochure de Marx Turman, *le repos hebdomadaire*, Paris, 1905. — Voir Le discours de M. Denis au Conseil supérieur du travail belge, session 1901-1902, p. 268 et suiv ; les paroles de Leroux et la fameuse citation de Macaulay, *Discours sur le Bill, de 10 heures*. — Proudhon. — *De la célébration du dimanche*.

aux traditions, règle fondamentale d'une législation bien établie, commandait au législateur, dans la plupart des pays, de fixer ce repos collectif au dimanche.

Partout aussi, on a dû reconnaître que l'initiative privée, sous toutes ses formes, action ouvrière ou patronale, appel aux ligues de consommateurs, était radicalement impuissante à assurer aux intéressés le droit au repos du dimanche et que l'intervention de la loi, dans ce cas encore, comme dans beaucoup d'autres était nécessaire et serait « seule en état de défendre contre la concurrence les libertés nécessaires au travailleur (1) ».

D'ores et déjà, en jetant un rapide coup d'œil sur les différentes législations des États civilisés, il serait possible d'établir que le principe du droit au repos hebdomadaire, tend à devenir une règle universelle ; et certainement, dans un avenir prochain, cette règle sera consacrée par la loi dans tous les pays.

C'est surtout, pendant ces dix dernières années, que ce principe a pris dans les sociétés modernes une extension la plus considérable. Sortant du domaine théorique, où la question générale de la réglementation du travail s'est débattue pendant longtemps, il est entré avec elle victorieusement, comme

1. Sur la nécessité d'une loi pour assurer l'observation du repos hebdomadaire voir la brochure déjà citée de M. Raoul Guy, p. 9 et suiv.

nous allons le voir dans la voie des réalisations pratiques (1).

En Allemagne, c'est dans le code industriel « la Gewerbeordnung » que nous trouvons des dispositions visant le repos hebdomadaire.

En Angleterre, le repos du dimanche est consacré par les mœurs et par une législation qui remonte à plusieurs siècles (notamment la loi de Charles I^{er} de 1677.)

Cependant un avant projet sur le repos du dimanche dans le commerce (*sunday bill*) tendant à moderniser la prohibition et à graduer les pénalités, a été élaboré en 1906-1907, par une commission mixte, composée de la Chambre des communes et de la Chambre des Lords; son adoption réclamée par l'opinion, ne saurait tarder beaucoup.

Les possessions Anglaises.— Le Canada (loi du 13 juillet 1906), l'Australie et la Nouvelle-Zélande, Victoria (loi du 23 décembre 1907), L'Australie occidentale (loi du 16 décembre 1899 relative au travail du dimanche dans les mines). La Tasmanie (loi du 14 décembre 1908) le Transwaal, (loi du 22 août 1908, loi du 30 septembre 1905); toutes ces colonies anglaises ont édicté des dispositions visant le repos hebdomadaire.

1. Sur les législations étrangères en matière de repos hebd. Voir Pic. *Traité de législ. indust.* Paris, 1909, 3^e édition et la brochure déjà citée de Max Turman. p. 40 et suiv.

En Autriche, les dispositions relatives au repos hebdomadaire sont inscrites dans la loi du 16 janvier 1895 sur le repos du dimanche dans l'industrie, et dans la loi du 18 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans le commerce.

En Hongrie, le travail du dimanche est autorisé sauf le repos nécessaire pour l'accomplissement des devoirs religieux (ordonnance du 13 juin 1903 concernant le repos du dimanche).

En Bosnie et Herzégovine, l'ordonnance, en date du 20 février 1907, détermine un jour de repos par semaine pour les ouvriers employés dans les exploitations industrielles.

La Bulgarie, par la loi du 26 mars, 10 avril 1905, reconnaît aux enfants et aux femmes un jour de repos par semaine.

Au Danemark, la loi du 22 avril 1904, sur le repos public aux jours de fête de l'Église nationale et au jour de la Constitution interdit le travail, sauf exceptions, le dimanche et les jours fériés, aux enfants et jeunes gens, ouvriers et ouvrières adultes.

En Espagne, la loi du 3 mars 1904, sur le repos du dimanche formule également l'interdiction du travail du dimanche avec quelques exceptions dictées par les nécessités techniques de l'industrie.

Aux États-Unis, où la législation varie suivant les États, un très grand nombre d'entre eux proscrivent le travail du dimanche. Presque tous

les États imposent législativement le repos du dimanche à tous les salariés de l'industrie et du commerce sous réserve de tempéraments reconnus indispensables (usines à feu continu, industries de l'alimentation, etc.) : Caroline-du-Sud (loi du 6 mars 1899), Alaska (loi du 3 mars 1899, chap. 429), Delaware (loi du 23 février 1899, ch. 264), Massachusetts (loi du 28 juin 1908), Idaho (loi du 22 mars 1907), Virginie (loi du 2 mars 1904).

Les États de l'Amérique du Sud, ont reconnu aussi la nécessité du repos du dimanche.

La République Argentine, par la loi du 6 septembre 1905 sur le repos du dimanche à Buenos-Ayres.

La province de Cordoba possède également depuis le 7 octobre 1907 une loi sur le repos du dimanche dont les dispositions sont identiques à celles de la loi de la capitale.

Les provinces de Jujuy, de Santa-Fé, d'Entre-Rios, et de Tucuman ont légiféré sur le même objet, respectivement le 23 août 1899, le 3 juillet 1906, le 31 octobre 1905, le 25 juillet 1907.

Le Paraguay, par la loi du 7 novembre 1902 concernant la fermeture des établissements commerciaux et industriels pendant les jours fériés.

Le Chili, par la loi du 26 août 1907 sur le repos dominical obligatoire.

En Italie, la loi du 7 juillet 1907 établit le

repos hebdomadaire et le repos des jours fériés dans l'industrie et le commerce.

En Norvège, par les deux lois, du 27 juin 1892 et du 29 avril 1906 est interdit, en principe, le travail du dimanche.

Aux Pays-Bas, dans la loi du travail (*arbeitswet*) du 5 mars 1889, le travail du dimanche est interdit, sauf exceptions à toutes les personnes protégées, femmes et enfants.

Au Portugal, le décret royal du 7 août 1907, concerne le repos du dimanche. Le 7 janvier 1911, nous avons vu que le gouvernement républicain avait l'intention de reviser la législation du Portugal et décidait que : « le ministre de l'Intérieur allait mettre en vigueur les réformes suivantes, conçues dans un esprit démocratique. Elles seront soumises à l'Assemblée constituante qui les modifiera s'il est nécessaire ». Au premier plan des réformes nous trouvons : 1° le repos hebdomadaire (V. journal *le Temps*, 7 janvier 1911).

En Roumanie, la loi du 28 février 1897, sur le repos dominical édicte en principe au profit de tous les salaires, même adultes, de l'industrie et du commerce, l'interdiction du travail du dimanche.

En Russie, la question du repos hebdomadaire est régie, par des mesures diverses (lois, règlements, ordonnances, décrets, arrêtés).

Dans certaines grandes villes, les magasins sont astreints à une fermeture partielle le dimanche.

En Suède, le labeur du dimanche est interdit et le code pénal punit d'une amende celui qui ouvre boutique ce jour-là.

D'après la loi suédoise du 17 octobre 1900 qui a remplacé l'arrêté royal du 18 novembre 1881 le repos du dimanche est obligatoire pour tous.

La Suisse, la première, adoptait, en 1877, une loi qui introduisait le repos du dimanche dans la législation fédérale de la République helvétique (Loi du 3 mars 1877, sur les fabriques).

En 1905, une nouvelle loi fédérale, celle du 1^{er} avril 1905, apportait de nouvelles dispositions sur le repos du dimanche.

La plupart des cantons industriels ont édicté aussi des lois et règlements concernant le repos hebdomadaire destinés à compléter la loi fédérale.

Canton de Bâle-ville (loi du 17 juillet 1904) accorde le repos du dimanche à toutes les catégories de salariés.

Canton de Bâle-campagne (loi du 20 mars 1905) sur les jours de repos public.

Canton de Berne (loi du 19 mars 1905, concernant le repos dominical). Ordonnance du gouvernement du 17 avril 1907 sur le repos du dimanche.

Canton de Zurich. Loi du 12 mai 1907 sur les jours fériés légaux.

Canton de Vaud (loi du 28 novembre 1901) sur le repos du dimanche, rejetée par un referendum du 13 novembre 1902.

Enfin, *en France*, la loi du 13 juillet 1906, établit aussi l'obligation du repos hebdomadaire en faveur des ouvriers et des employés, et fixe en principe au dimanche le jour de repos légal :

Loi doublement intéressante, d'abord, parce qu'elle est le résultat d'un mouvement convergent des syndicats d'ouvriers et d'employés (d'employés surtout) et des groupes sociaux chrétiens, en faveur du repos du dimanche, mouvement quasi universel, et qui a abouti à la promulgation presque simultanée de lois sur le repos du dimanche, dans la majorité des États civilisés ; intéressante ensuite, parce que, brisant un moule traditionnel, reconnu trop étroit, elle unit dans une même protection, les salariés du commerce et ceux de l'industrie (V. pic. p. 587).

La loi française sur le repos hebdomadaire, postérieure en date à la loi belge, s'est largement inspirée de celle-ci, et comme elle, dès le début, s'est heurtée dans l'application à des difficultés inévitables, inhérentes à toute réglementation légale dont la portée est manifestement trop extensive en raison du nombre restreint des fonctionnaires chargés d'en assurer l'exécution.

La Belgique, cette « terre d'expériences qui s'est placée peu à peu à l'avant-garde dans la marche des

idées sociales » (1) ne pouvait se désintéresser d'une question si importante qui avait retenu l'attention de tous les Parlements.

Effectivement, le 17 juillet 1905, le législateur belge votait une loi qui institue dans le royaume de Belgique, le repos dominical dans les entreprises industrielles et commerciales.

Cette loi a une importance considérable parce qu'elle marque le premier pas dans la voie de l'interventionnisme en faveur des adultes.

Jusqu'en 1905, le travail des ouvriers adultes, était demeuré affranchi de toute réglementation. Confiant dans la puissance de l'association et considérant à tort ou à raison qu'entre ouvriers adultes et chefs d'industrie, la durée de la journée de travail doit se régler par voie d'accords, librement débattus, le Parlement belge s'était jusqu'alors refusé, bien qu'il en eût été plusieurs fois sollicité à intervenir légalement (sauf en ce qui concerne les travaux publics, minimum de salaire arrêté du 2 juillet 1896) (2).

Avant d'aborder l'étude proprement dite de notre sujet, nous avons pensé qu'il serait intéressant d'examiner les précédents historiques de la loi de 1905. Cet examen nous permettra d'apprendre dans quelle

1. Henri Charriaux. *La Belgique moderne, terre d'expériences* Paris, Flammarion 1910, p. 1.

2. Voir Pic. *Traité élém. de légis. ouvrière*, p. 561.

mesure, et comment fut conçu et appliqué dans la pratique, ce principe du repos dominical, admis en théorie antérieurement à toute disposition légale pour toute la masse des travailleurs, établi par la coutume, avant la loi, pour certaines catégories de salariés, enfin reconnu légalement pour les personnes protégées par la loi du 13 décembre 1889.

Ces considérations rétrospectives, en nous rattachant à notre objet d'étude, nous amèneront à l'application du principe du repos dominical par la loi. L'intervention du législateur, dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, se justifie-t-elle pleinement ?

Jusqu'à présent nous croyons pouvoir répondre affirmativement à cette question, en réservant toutefois les observations, que nous aurons à formuler dans notre conclusion.

Bien que nous ne considérions pas cette loi comme une législation définitive, et bien qu'il puisse se produire dans un avenir plus ou moins lointain un mouvement de réaction contre la tendance si accentuée aujourd'hui de réglementation légale du travail, quoiqu'il advienne cependant, nous pouvons être certains en répétant les paroles de Proudhon :

Que les classes travailleuses sont trop intéressées, au maintien de la fériation dominicale pour qu'elle périclité jamais.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

SECTION I

LA LOI DE 1889 ET L'ENQUÊTE DE 1895

La question du travail du dimanche fut, de tout temps, en Belgique, l'objet des préoccupations constantes de l'opinion ; mais le problème du repos dominical ne fut véritablement posé qu'en 1843, par la commission extra-parlementaire chargée de traduire en un projet de loi les conditions de l'enquête de 1843 sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants. Cette commission élaborait un projet dont l'article 8 était ainsi conçu :

Jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis, les jeunes ouvriers ne pourront être employés, les dimanches et jours de fête reconnus par la loi.

Ce premier projet ne put aboutir, les chambres

de commerce ayant trouvé qu'il ne tenait pas suffisamment compte des nécessités soi-disant inéluctables du travail industriel,

Le 20 juillet 1859, le ministre de l'Intérieur, M. Ch. Rogier, libéral convaincu, et l'un des principaux auteurs de la constitution, déposa un projet de loi sur le travail des femmes et des enfants, assurant aux personnes protégées le repos du dimanche. L'article 3 contenait la disposition suivante :

Les dimanches et jours de fête reconnus par la loi, il est interdit d'employer au travail d'un établissement industriel : les femmes et les filles de tout âge, et les ouvriers et apprentis de moins de dix-huit ans.

Le projet ministériel, malgré les mesures libérales qu'il contenait, avait le grave défaut de n'assurer qu'une protection trop restrictive et par là insuffisante, puisqu'il laissait, en dehors du bénéfice de ses dispositions, tous les hommes adultes, et qu'il ne s'adressait qu'aux femmes, aux filles et aux mineurs de dix-huit ans.

Aussi, dans le but de sauvegarder la liberté de l'ouvrier, M. Sainctelette déposa, en 1889, une proposition disposant que nul ne peut être contraint de travailler plus de six jours par semaine et que tout contrat par lequel un ouvrier s'engage, une fois pour toutes, à travailler contrairement à cette disposition, est non avenu et de nul effet.

Mais ce n'est que le 13 décembre 1889 que la Belgique vit la première loi établissant et sanctionnant, pour certains travailleurs et dans certaines industries, le droit au repos d'un jour complet sur sept, ou dans les industries continues par leur nature, d'un jour sur quatorze, avec le temps nécessaire pour vaquer une fois par semaine aux actes de leur culte.

L'article 7 de cette loi était ainsi libellé :

Les enfants et adolescents de moins de seize ans, les filles et les femmes de moins de vingt et un ans ne peuvent être employés au travail plus de six jours par semaine.

Il y avait là (1) un commencement de protection à l'égard des faibles, femmes et enfants ; c'était le

1. Loi belge du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

Art. 7 (abrogé par la loi du 17 juillet 1905, art. 22).

Les enfants et les adolescents de moins de seize ans, ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de seize ans et de moins de vingt et un ans ne peuvent être employés au travail plus de six jours par semaine.

Néanmoins, en ce qui concerne les industries dans lesquelles le travail, à raison de sa nature, ne souffre ni interruption ni retard, le roi pourra autoriser l'emploi des enfants de plus de quatorze ans ainsi que des filles ou des femmes âgées de moins de vingt et un ans, pendant sept jours par semaine, soit habituellement, soit pour un certain temps, soit conditionnellement.

Les arrêtés pris en vertu de l'alinéa précédent leur assureront, dans tous les cas, le temps nécessaire pour vaquer, une fois par semaine, aux actes de leur culte, ainsi qu'un jour complet de repos sur quatorze.

En cas de force majeure, les inspecteurs, les bourgmestres et

premier jalon d'une législation protectrice du travail qui ne devait pas tarder à s'élargir et à s'étendre à l'ensemble de la classe ouvrière. Cette loi, sans doute, était insuffisante, puisqu'elle laissait complètement en dehors de la protection légale les adultes, mais cependant elle donna de bons résultats, car elle fut strictement appliquée. On lit, en effet, dans le rapport de l'administration centrale pour l'année 1896.

« Les rapports des inspecteurs, en 1896, ne font que confirmer les résultats de la grande enquête spéciale effectuée en 1895, qui a démontré que très rarement, dans l'industrie, les ouvriers sont privés du repos hebdomadaire auquel ils ont droit. Cette observation qui s'applique aux ouvriers de tout âge et de tout sexe, est encore bien plus vraie, quand il s'agit de personnes protégées par la loi de 1889. Douze personnes seulement appartenant à cette catégorie ont été signalées par les inspecteurs, comme ayant été privées du repos du septième jour et procès-verbal a été dressé dans chaque cas » (1).

les gouverneurs pourront, en ce qui concerne toutes les industries, autoriser l'emploi des enfants, des adolescents de moins de seize ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de seize ans et de moins de vingt et un ans, un septième jour. Ils donneront avis de cette autorisation au ministre ayant, dans ses attributions, la police de l'industrie.

L'autorisation pourra être donnée en cas de force majeure, pour plusieurs semaines consécutives par le ministre, sur le rapport de l'inspecteur, mais seulement en ce qui concerne les filles ou les femmes âgées de plus de seize ans et de moins de vingt et un ans et pour six semaines au plus.

1. *Bulletin de l'office du travail*, année 1896.

Néanmoins, même dans ces limites restreintes, la loi de 1889 n'était pas d'une application sans réserve ; le champ des exceptions était très largement ouvert. (Voir les alinéas 2, 3, 4, 5, de l'art. 7).

Par ces dispositions restrictives, le législateur de 1889 avait voulu rassurer les industriels belges et concilier les intérêts de l'industrie et ceux des travailleurs protégés ; c'est en somme au détriment de ces derniers qu'il l'avait fait.

D'autre part, nous l'avons vu, la loi de 1889 ne touchait nullement les adultes. Dans quelle proportion ceux-ci jouissaient-ils du repos du dimanche ? Dans quelle mesure exacte les personnes protégées étaient-elles soumises aux exceptions prévues par la loi.

Ce fut l'objet d'une vaste enquête prescrite en juillet 1895, par M. Nyssens, premier titulaire du portefeuille du ministère du Travail qui venait d'être créé deux mois auparavant.

L'enquête avait pour but de faire connaître la situation de l'industrie et du commerce relativement à la pratique du repos du dimanche.

Les résultats de cette enquête qui a porté sur une partie considérable des ouvriers occupés dans l'industrie et des employés de magasin, ont été publiés par l'office du travail belge de 1896 à 1900 ; ils sont contenus dans cinq volumes (1).

1. Royaume de Belgique, ministère de l'Industrie et du Travail, office du Travail. *Travail du Dimanche*, t. I. Belgique, Établisse-

De plus, des délégués spéciaux ont été chargés par le ministre de faire un rapport sur la législation du repos dominical et ses résultats en Allemagne, en Autriche, en Suisse et en Angleterre.

D'après les constatations de cette enquête, en Belgique, sur 119.477 ouvriers occupés dans 1.459 établissements repartis en 268 industries différentes :

Soixante-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-dix-huit ouvriers ne travaillent pas le dimanche soit 64,12 o/o.

Le nombre des établissements où on ne travaille jamais le dimanche est de 513 soit 35,16 o/o.

D'autre part, les ouvriers industriels qui travaillent le dimanche sont au nombre de 41.679, soit le tiers de la population enquêtée. Ces ouvriers étaient astreints peu ou prou à ce travail du dimanche savoir :

1° Treize mille six cent cinquante et un, soit 32,75 o/o (1) tous les dimanches sans exception ;

2° Quatorze mille sept cent douze, soit 35,30 o/o,

ments industriels ; tableaux statistiques, t. II. Établissements industriels ; monographies, t. III. Mines, minières et carrières ; tableaux statistiques et monographies, t. IV. Pays Etrangers : Allemagne, Autriche, Suisse, Angleterre. Rapports présentés à M. le ministre de l'Industrie et du Travail, in-8° Bruxelles, 1896 et 1897. Office de publicité et Société belge de librairie, t. V. Commerce.

1. Les pourcentages des n° 1, 2, 3, sont établis, en prenant pour base le chiffre des ouvriers, travaillant le dimanche, c'est-à-dire, 41.679 ouvriers.

un dimanche sur deux : ce sont les ouvriers qui achèvent pendant les premières heures du dimanche le poste de nuit du samedi, dans les établissements où le travail de nuit se trouve organisé.

3° Treize mille trois cent seize, soit 31,95 o/o qui travaillent certains dimanches seulement.

Parmi ces 41.679 ouvriers, 37,166 ou plus de 89 o/o travaillaient à la production. C'est le travail de production qui nécessite la participation la plus étendue au travail du dimanche de la part du personnel de l'usine où il se présente.

Au contraire, pour les autres espèces de travaux, réparation, nettoyage, entretien, gardiennage, transport ou expédition, le nombre des établissements augmente à mesure que descend la proportion du personnel nécessaire le dimanche.

Mais, dans les industries, ressortissant au groupe des mines, minières et carrières ce sont les travaux de réparations, de nettoyage ou d'entretien qui l'emportent dans près de la moitié des établissements, avec emploi de moins du quart de leur personnel.

Les cas de travail de production sont beaucoup moins nombreux, à l'inverse de ce qui a été remarqué pour les établissements industriels proprement dits. Les travaux de gardiennage de transport ou d'expédition ne se présentent que dans un cinquième environ des établissements et nécessitent la présence d'une fraction très réduite du personnel.

En résumé, dans l'industrie en général, le travail de production présente donc ces trois caractères d'être ; 1° le plus fréquent ; 2° celui qui exige le concours du plus grand nombre d'ouvriers ; 3° celui qui nécessite les plus longues durées de travail.

En ce qui concerne le commerce, les résultats de l'enquête dénotent une situation moins favorable que dans l'industrie.

En effet, sur 4.929 employés, relevés pour 444 magasins, 1885 seulement n'étaient pas obligés de travailler le dimanche.

Dans 377 magasins, sur 444, il y a travail régulier le dimanche ; dans 3, on trouve à la fois du travail régulier et du travail irrégulier ; dans 9, du travail irrégulier seulement et dans 55, pas de travail.

Les ouvriers occupés le dimanche sont dans la proportion de 65 o/o, soit 3.044.

Sur ces 3.044 employés occupés le dimanche :

2.301 travaillent tous les dimanches

356 — 1 dimanche sur 2

107 — 1 dimanche sur 3

73 — un certain nombre de dimanches

32 — quelques dimanches par an

175 — 1 dimanche par an

Parmi les 2.301 travaillant tous les dimanches plus d'un millier sont occupés pendant dix à douze heures.

Ces chiffres méritent de retenir notre attention.

Ils démontrent clairement qu'avant l'intervention de la loi, dans la grande et la moyenne industrie (l'enquête s'est étendue spécialement à ces deux catégories), la majeure partie des ouvriers, les deux tiers environ, jouissaient du repos dominical. Cette constatation sera confirmée, à plusieurs reprises, dans les rapports de l'Inspection parus après 1905. Il est très probable que, dans la petite industrie, la situation des ouvriers, au point de vue du repos dominical était loin d'être aussi favorable.

En ce qui concerne le commerce, la conclusion qui se dégage des résultats de l'enquête, est l'inverse de celle que nous avons formulée pour l'industrie : les employés occupés au travail du dimanche sont sensiblement plus nombreux que ceux qui bénéficient du repos ; la proportion est environ des 3/5.

Il faut remarquer, en outre, d'après les instructions envoyées, en octobre 1895, aux gouverneurs des provinces, que le ministre Nyssens, se bornait à indiquer comme objet d'enquête, les grands magasins.

Il est évident qu'il eût été plus instructif de faire porter les recherches spécialement sur les petits magasins. C'est là surtout que l'on aurait trouvé les plus grands abus et constaté l'inobservation à peu près complète du repos dominical (1).

1. Voir les résultats très détaillés de cette enquête, outre le *Bulletin de l'office du travail*, la thèse de M. Descos du Colom-

Pour apporter une amélioration à cette situation déplorable, à plusieurs points de vue, des initiatives privées se firent jour, des congrès internationaux, se réunirent, dont les résultats, sans être décisifs, méritent cependant d'être signalés.

SECTION II

L'INITIATIVE PRIVÉE ET LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

§ 1. — *La propagande de l'association pour le repos du dimanche et ses résultats*

En dehors de toute intervention parlementaire, la question du repos hebdomadaire semble avoir été posée pour la première fois en 1873 dans un congrès de la Fédération des sociétés catholiques ouvrières tenu à Louvain. Le rapporteur d'alors, M. Lagasse de Locht s'exprimait en ces termes :

bier. *Le Repos hebdomadaire dans la législation belge*. Grenoble, 1903, p. 18 à 44 et dans la thèse de M. L. Henriot, *Étude sommaire de la législation belge du repos hebdomadaire*. Paris, 1907, p. 18 et suiv. — Voir la *Réforme sociale*, 1^{er} et 16 mars 1898. Deux articles de M. Armand Julin, *Le travail du dimanche en Belgique d'après l'enquête de l'office du travail belge*.

Voir le Rapport de M. Claeys-Bouüaert, *Doc. Parl.*, Sénat, 1904, p. 142 et le discours de M. Hoyoïs, *Ann. parl.*, Chambre des Représ. 1905, p. 726.

Nous avons besoin d'étaler au large cette triste réalité : le repos du septième jour est violé forcément ; c'est un mal et un mal très grand pour beaucoup de nos concitoyens ; il est de la dernière urgence que nous commencions à borner nos exigences de telle sorte que l'administration puisse enfin apporter à ce mal le remède désiré et nécessaire.

Et M. Lagasse invitait ensuite l'assemblée à émettre les deux vœux suivants :

1° Vœu que la presse tout entière s'empare de la cause du repos dominical et la fasse passer dans les esprits et dans les cœurs, à l'aide de ses puissants moyens ;

2° Vœu en faveur de l'établissement de ligues entre toutes les personnes voulant sincèrement coopérer au succès de la cause (1).

Ce dernier vœu ne devait trouver sa réalisation complète qu'une vingtaine d'années plus tard par la fondation de « l'association belge pour le repos du dimanche. »

Celle-ci, fondée à Bruxelles, en 1892, se donna pour programme d'assurer aux travailleurs le repos du dimanche, en faisant simplement de la propagande en faveur de l'initiative privée, sans faire appel à l'intervention de l'État. Un manifeste fut lancé, qui indiquait d'un geste large le champ ouvert à l'acti-

1. Conseil supérieur du travail. Annexes, note III, p. 96.

vité de l'association et se terminait par ces mots empreints d'un généreux optimisme : « Elle y réussira certainement. »

L'action de l'association s'étendit bientôt à tout le royaume par la création de sections à Anvers, Liège, Namur et Gand.

L'association fit preuve, dans son active propagande, d'une persévérance et d'une énergie remarquable, dignes de tous éloges ; et, comme le dira plus tard M. Verhaegen, l'on peut être assuré que :

Si l'initiative privée eut suffi pour conquérir le repos du septième jour à ceux qui ne l'ont pas et qui le demandent, elle eût certainement réussi (1).

Mais nous l'avons déjà dit, et nous sommes encore dans la pénible obligation de le redire, l'initiative privée, dans ce domaine est insuffisante, on devrait même ajouter qu'elle est inopérante et de nature à désespérer les meilleurs volontés. Malgré ses efforts accumulés, l'association pour le repos du dimanche aboutit en somme à un insuccès manifeste.

Déjà, en 1894, la section d'Anvers, fondée en décembre 1892, témoignait ses difficultés éprouvées dans la réalisation du but poursuivi.

1. V. rapport présenté au Conseil supérieur du travail belge, au nom de la commission spéciale, session de 1901-1902.

Le 19 décembre 1894 elle déclarait, dans un rapport, avoir rencontré beaucoup de résistance pour maintenir la fermeture de certains magasins le dimanche après-midi et elle enregistrait de nombreuses défections (1).

Dans le rapport de 1895, on voit apparaître le désir d'une loi sur le repos du dimanche et la section d'Anvers, adresse à la Chambre des Représentants une pétition couverte de plus de 3.000 signatures pour obtenir le vote de cette loi.

Tous les rapports des années suivantes constatent l'impuissance de l'initiative privée et réclament l'intervention législative. « En dehors d'une loi largement conçue et dans laquelle on tiendrait compte des nécessités de l'industrie et du commerce, lisons-nous dans le rapport de 1898, on n'aboutira jamais à rien de pratique et de durable (2). »

A Liège, la confiance en l'initiative privée et l'illusion de sa réussite durèrent plus longtemps. Cependant le 12 septembre 1898, le comité du repos du dimanche envoyait cette circulaire à tous ses membres :

La deuxième période, c'est-à-dire la fermeture des magasins à six heures, depuis le 18 septembre jusqu'au 15 janvier, commence dimanche prochain conformément à votre enga-

1. Conseil supérieur du travail. Annexe, note 3, p. 98.

2. V. Conseil supérieur du travail. Annexe, note 3, p. 100.

gement signé. Une seule opposition à cette mesure a été déclarée, celle de la maison X... qui a pris la résolution de ne fermer qu'à 9 heures du 1^{er} octobre au 15 novembre suivant, pour cette année seulement. Devant cette opposition qui entrave momentanément l'accord unanime qui régnait entre tous et dont nous n'avons qu'à nous féliciter nous sommes désolés de devoir décliner notre mandat (1).

Il avait donc suffi d'une seule maison pour faire échouer une réforme si impatiemment attendue. Aussi M. Mousset membre du Conseil supérieur du travail parlant de la situation de la province de Liège, conclut-il en ces termes :

D'un côté, les partisans peu nombreux de l'initiative privée qui croient encore pouvoir réussir, quoique jusqu'à présent ils n'aient rien obtenu et qu'ils soient continuellement exposés à voir sombrer leurs dernières illusions ; d'un autre côté, la grande masse des travailleurs et des employés des maisons de commerce, désillusionnés, eux convaincus que l'initiative privée a fait ses preuves et réclamant avec insistance le repos du dimanche par la loi (2).

Le comité d'action de Gand fut un peu plus persévérant ; en 1897, une véritable organisation de propagande et de direction se formait dans la ville, et entretenait un état d'esprit très favorable à la réforme

1. V. Conseil supérieur. Annexes, note 3, p. 107.

2. V. Conseil supérieur du travail. Annexes, n. III, p. 107.

qui fut très près d'aboutir. Cependant en 1899, dans le rapport de cette section, nous trouvons les déclarations suivantes, faisant encore une fois appel à l'intervention de la loi :

L'association générale des employés de Gand, a organisé un concours pour trouver les moyens les plus pratiques afin d'obtenir le repos hebdomadaire. Tous ceux qui ont répondu à la question posée se prononcent énergiquement en faveur de la mesure du repos du dimanche. L'idée maîtresse qui se dégage de tous ces travaux est celle-ci ; le repos désiré ne sera obtenu définitivement que par une mesure législative (2).

En 1896, la section de Namur organisait un referendum parmi les négociants de la ville et leur posait entre autres, ces deux questions :

1^o Désirez-vous le repos du dimanche ?

2^o Émettez-vous le vœu de voir réglementer par une loi la fermeture des magasins le dimanche ?

Sur 379 personnes qui prirent part à l'enquête, 70 seulement se déclarèrent opposées au repos du dimanche et 26 s'abstinrent ; 134 commerçants étaient partisans de la réglementation légale et de la fermeture complète le dimanche ; 68 acceptaient la réglementation et la fermeture entre midi et

2. Conseil supérieur du travail. Annexes, n. III. p. 109.

4 heures, 14 seulement étaient adversaires des mesures légales.

Enfin en 1901, la section de Namur se voyait obligée de faire la confession suivante :

Nous n'avons pas réussi dans nos diverses tentatives, nous sommes de guerre las. Tant que la loi n'aura pas passé son niveau égalitaire sur les égoïsmes et intérêts déchaînés, l'asservissement des ouvriers et des employés, par leurs patrons, continuera le dimanche. La persuasion est impuissante : on peut préparer les esprits, mais seule la sanction de la loi peut les convaincre (1).

Il en fut de même à Bruxelles ; les années 1894 et 1900 marquent les deux dates extrêmes, pendant lesquelles l'effort de propagande fut poursuivi, mais en vain. Ici, comme partout ailleurs, ceux qui déclaraient hautement ne pas vouloir recourir à la réglementation légale en furent réduits à reconnaître que toutes leurs tentatives avaient été inutiles et qu'aucun résultat durable ne pouvait être obtenu sans le secours de la loi.

Malgré ces échecs retentissants, les partisans de l'initiative privée ne perdaient pas encore courage, et lors de la réunion générale de l'association pour le repos du dimanche, le 20 décembre 1899, M. Clermont, vice-président disait :

1. Conseil supérieur du travail. Annexes, n. III, p. 115.

En Belgique, la population ne supporte par la contrainte et est essentiellement partisan de la liberté. Dans ces conditions il est à craindre qu'une réglementation officielle ne soulève un tolle général et produise un effet tout opposé à celui qu'on attend ; ce serait peut-être la ruine de notre cause. (1).

Mais, moins de deux ans après, il fallait abandonner tout espoir et, en avril 1901, le comité central de l'association pour le repos du dimanche, après avoir eu à enregistrer les nombreux insuccès des sections. et constaté le découragement qui se manifestait de plus en plus, convaincu de l'impuissance totale de l'initiative privée, est entré à son tour dans la voie de l'intervention légale et a lancé un manifeste qui se termine par cet éloquent appel à tous les travailleurs.

Commerçants petits patrons, petits industriels, ouvriers et employés, tous à l'œuvre pour conquérir le repos du dimanche ; que le législateur sanctionne vos légitimes espérances ! le champ réservé à votre libre et généreuse initiative sera toujours très vaste. Enrolez-vous en masse dans l'association belge pour le repos du dimanche. Faites en sorte, par vos démarches, par votre activité, par l'accord que vous établirez entre gens de la même profession, que la première année du xx^e siècle ne se passe pas, sans que soit

1. Cité par M. R. Jay, dans sa brochure, p. 10 .

a boli pour vous l'odieux esclavage du travail du dimanche (1).

En même temps, M. Verhaegen résumait ainsi l'expérience faite en Belgique par l'association pour le repos du dimanche :

Peusympathique d'abord à l'intervention de la loi et pleine de confiance dans la liberté, l'association pour le repos du dimanche a finalement démontré tant par ses efforts que par son insuccès l'insuffisance de l'initiative privée pour supprimer le travail dans des entreprises où ni l'utilité publique, ni la nature du travail, ni des circonstances particulières, n'exigent son maintien. Et elle a, du même coup démontré la nécessité de l'intervention de la loi (2).

Ainsi, tous les efforts étaient venus se briser contre l'opposition d'une faible minorité ; toutes les tentatives pour obtenir par la persuasion un accord unanime avaient échoué, et l'association elle-même convaincue par la triste réalité des faits, se prononçait en faveur de la réglementation légale.

§ 2. — *Les Congrès internationaux
de 1897 et 1900.*

L'association pour le repos du dimanche n'avait pas borné ses efforts simplement à l'organisation

1. Conseil supérieur du travail, sixième session, 1901-1902.

2. Rapport présenté au Conseil supérieur du travail au nom de la commission spéciale. Session de 1901-1902, p. 68.

de la propagande dont nous venons de rappeler les effets négatifs. Elle avait pris l'initiative de la réunion de deux congrès internationaux qui se tinrent l'un à Bruxelles, en 1897, l'autre à Paris en 1900, et dont nous devons indiquer rapidement les résultats (1).

Les travaux du congrès de 1897 se répartissent en cinq sections différentes ; industrie, commerce, industries du transport, services publics, droits et devoirs de l'État.

La section de l'industrie s'occupa spécialement de l'industrie verrière qui, étant à feu continu est une de celles où le repos hebdomadaire est le plus difficile à observer.

Dans un intéressant rapport, M. Lefebvre industriel à Charleroi montra, qu'avec le système des bassins, substitué au système des fours à pots, il n'y aurait pas d'inconvénients pour la fabrication à suspendre le travail pendant huit et même seize et vingt-quatre heures.

Divers essais de ce genre ont été tentés, en Belgique (à Chênée, tout près de Liège, au sud-est), en Allemagne (à Sarrebrück), en France (à Albi) et ont donné de bons résultats. Le même procédé fut préconisé au congrès de Paris par M. Delastre. Ceci permet de conclure avec M. Cheysson :

Il y a, quand on le veut bien, des aménagements spéciaux

1. V. Descos du Colombier, *op. cit.*, p. 45 et suiv.

du travail, des combinaisons d'équipes qui peuvent libérer sinon la totalité, du moins la grande majorité du personnel et assurer à tous la liberté d'un grand nombre de dimanches (1).

Les rapporteurs de la section du commerce se prononcèrent dans le même sens et firent entendre une réclamation très nette en faveur de l'établissement du repos hebdomadaire pour les employés de commerce. Tous aussi furent unanimes à demander l'intervention de la loi. M. Lefebvre notamment, président de la société mutuelle des employés de Bruxelles, déclare que « l'initiative privée était absolument inefficace et que le repos dominical devait être réglé par le législateur ».

En ce qui concerne les employés des services publics de transport, dont la situation est particulièrement délicate à régler, le congrès de 1897 se termina par le vote du vœu suivant présenté par M. Delus :

Le Congrès international, considérant que le personnel des services publics de transport ne doit pas être absolument privé des bienfaits du repos du dimanche, charge son bureau de faire directement ou indirectement des démarches auprès de qui de droit, afin que le repos du dimanche soit accordé,

1. Assemblée générale de la Ligue du repos du dimanche, 9 mars 1898.

autant que possible, au personnel des services publics de transport, et qu'à défaut d'un nombre suffisant de dimanches un certain nombre de jours de repos, leur soit accordé dans les jours ouvrables.

D'ores et déjà, il paraît inutile d'insister davantage sur l'opinion des principaux intéressés.

Tous les travailleurs de tous corps et de tous métiers, ont été unanimes à réclamer énergiquement le repos hebdomadaire et tous ont été d'accord pour reconnaître que seule la loi pouvait leur assurer la jouissance de ce droit.

La Belgique a compris la nécessité de l'intervention légale, et le 17 juillet 1905, elle votait une loi qui établissait le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales.

Nous allons voir rapidement comment cette loi a été élaborée, les objections qu'elle a soulevées.

Nous étudierons ensuite ses dispositions principales et son application.

§ 3. — *Élaboration et vote de la loi de 1905*

La question du repos dominical fut portée aux Chambres par l'initiative parlementaire. En 1895, deux propositions de loi étaient déposées à la Chambre des représentants; elles émanaient, la première de M. Helleputte, la seconde de M. Bertrand.

Elles visaient, outre le repos du dimanche, la réglementation de la durée de la journée du travail et le travail de nuit.

Le gouvernement ne se désintéressa pas de ces deux propositions; mais, estimant que la question de la réglementation de la journée de travail et celle du travail de nuit n'étaient pas mûres, il chargea, en 1901, le Conseil supérieur du travail d'élaborer un avant-propos sur la seule question du repos du dimanche.

A la suite de cette intervention du gouvernement M. Helleputte crut expédient de distraire de sa proposition la partie concernant *le repos dominical* et de la présenter à la Chambre des représentants sous la forme d'une proposition spéciale.

Le même jour, M. Destree déposait une proposition de loi, établissant *le repos hebdomadaire*.

Malgré la différence des titres, ces deux propositions tendaient au même but : limiter le travail de l'ouvrier adulte, en lui assurant un jour de repos par semaine et fixer ce jour de repos au dimanche.

La Chambre chargea de l'examen de ces deux propositions une commission spéciale dont M. Van Cauwenbergh fut nommé rapporteur.

Le 22 avril 1904, la commission, tout en se ralliant pour le fond aux propositions qui lui avaient été soumises, proposa un texte nouveau.

De son côté, le gouvernement présenta, le 31 janvier 1901, une série d'amendements importants,

constituant en somme un véritable contre projet. En effet, tandis que le projet de la commission visait toutes les entreprises quelconques, industrielles commerciales, agricoles et autres, le gouvernement n'englobait dans le champ d'application de la loi que les seules entreprises industrielles. D'autre part, tandis que, d'une manière générale, la commission ne spécifiait pas les dispenses et laissait au roi le soin de déterminer celles-ci, le projet du gouvernement les fixait avec précision.

Les amendements du gouvernement furent examinés par la commission qui les adopta presque complètement. La commission proposa cependant de comprendre dans le champ d'application de la loi les entreprises commerciales ; l'exclusion de celles-ci avait d'ailleurs soulevé de nombreuses protestations de la part des associations d'employés de commerce, si bien que, le 21 mars 1901, le gouvernement présenta de nouveaux amendements par lesquels il se ralliait sur ce point à la manière de voir de la commission, sauf à prévoir, en faveur des entreprises commerciales une série de dispenses spéciales.

La discussion du projet s'ouvrit au Parlement le 20 janvier 1905.

Les libéraux combattirent le projet *comme inutile*, en ce qui concerne l'industrie où, d'après eux, il n'y avait guère d'abus, le travail du dimanche, dans la mesure où il y est pratiqué, étant commandé

par des nécessités techniques où économiques ; *comme injuste*, en ce qui concerne le commerce, attendu que le projet permettait aux chefs d'entreprise de travailler eux-mêmes le dimanche, avec l'aide de leurs enfants : ce qui avait pour résultat fâcheux de placer dans une situation d'infériorité, au point de vue de la concurrence, les exploitants des grands magasins, qui, eux, seraient obligés de fermer le dimanche, faute de pouvoir employer leur personnel ; enfin, *comme inconstitutionnel*, l'article 15 de la constitution portant que :

Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos (1).

Le dimanche, étant le jour de repos de toutes les confessions chrétiennes, les libéraux considéraient comme contraire au pacte fondamental de l'imposer comme jour de chômage à tous les citoyens (2).

Les socialistes donnèrent leur approbation au principe de la loi, mais déclarèrent celle-ci insuffisante et

1. Remarque. Cet article 15 de la constitution belge a été reproduit textuellement par l'article 11 de la constitution de la principauté de Monaco. Cette constitution promulguée tout récemment (9 janvier 1911), a été élaborée par les trois juristes français : MM. Louis Renault, Jules Roche, André Weiss.

2. Nous examinerons cette objection plus en détail dans le ch. II.

inefficace, en raison des exceptions et dispenses trop nombreuses, d'après eux, dont elle était accompagnée.

Dans son ensemble, la droite approuva le projet, du moins, après que le bénéfice en eût été étendu aux employés de commerce.

La discussion ouverte à la chambre des représentants le 20 janvier se termina le 14 avril. Vingt-trois séances avaient été consacrées à la question. Au sénat, la discussion ouverte le 23 juin, se termina le 30 juin 1905.

Au vote sur l'ensemble du projet, les membres de la gauche libérale s'abstinrent, déclarant ne pas pouvoir voter pour, parce que la loi était inconstitutionnelle, et ne pas vouloir voter contre, parce qu'elle renfermait des avantages dont ils ne voulaient pas priver les travailleurs.

Les socialistes votèrent le projet comme constituant un acheminement vers une loi plus radicale.

La loi fut promulguée le 17 juillet 1905 et publiée au *Moniteur* le lendemain, pour entrer en vigueur un an après sa publication.

Ce sont les dispositions principales de cette loi et les applications pratiques qui en ont été faites qui vont faire l'objet de notre étude (1).

1. Sur les travaux préparatoires de la loi, consulter les documents officiels suivants :

Chambre des représentants, session 1903-1904.

Documents parlementaires. Proposition de loi, séance du 26 novembre 1903, n^{os} 14 et 15. Rapport, séance du 22 avril 1904, n^o 112, session de 1904-1905.

Documents parlementaires. Amendements, n^{os} 65, 69, 78, 79, 85, 87, 89, 90, 91, 93, 95, 97, 102, 123, 127, 129, 133, 135, 138, 143.

Tableau synoptique, n^o 139. Texte adopté par la Chambre au premier vote, n^o 153. Amendement à ce texte, n^{os} 155 et 160.

Annales parlementaires. — Discussion, séances des 20, 25, 26 et 27 janvier 1905; 1^{er}, 2, 3, 8, 9, 10, 15, 16, 17, 23 et 24 février 1905; 1^{er}, 29, 30 et 31 mars 1905: 5, 6, et 7 avril 1905. Vote, séance du 14 avril 1905.

Sénat, session de 1904-1905.

Documents parlementaires. Rapport, séance du 15 juin 1905, n^o 107. Amendements, n^{os} 115, 121, 123, 125, 126 et 127.

Annales parlementaires. — Discussion, séances des 23, 27, 28 et 29 juin 1905. Vote, séance du 30 juin 1905.

Voir aussi. Conseil supérieur du travail, session 1901-1902, fascicule 1, chez P. Weissenbruch, imprimeur du roi, 49, rue du Poinçon, 1902. Séances plénières des 19 décembre 1901; 14, 21 et 28 janvier 1902; 6, 18 et 25 février 1902; 4 mars 1902; 8, 15, et 22 avril 1902.

Conseil supérieur de l'industrie et du commerce. Repos hebdomadaire. Bruxelles, imprimerie A. Lesigne, rue de la Charité, 1905. Séances des 12 et 26 octobre 1904; des 9, 16 et 19 novembre 1904 et du 18 janvier 1905.

Voyez dans les *Publications du ministère de l'Industrie et du travail*: *Travail du dimanche*, Belgique, vol. I et II; *Établissements industriels*, vol. III; *Mines, minières et carrières*, vol. IV; *Consultation des Conseils de l'industrie et du travail. Enquête dans les grands magasins. Consultation de l'association pour le repos du dimanche en Belgique*, vol. V, Pays étrangers (1896-1898).

CHAPITRE II

OBJET DE LA LOI

Comme son nom l'indique, la loi de 1905 a pour objet d'assurer aux travailleurs un jour de repos par semaine. Ce que la loi veut, ce n'est pas comme le prescrivait la loi du 1^{er} mars 1815, l'interdiction *de travailler le dimanche*, mais seulement la défense *de faire travailler* autrui, dans les entreprises industrielles et commerciales plus de six jours par semaine : ce qui est défendu c'est de disposer de la force de travail d'autrui pendant plus de six jours par semaine.

Cependant, le texte de l'article 2 porte :

Il est interdit d'employer au travail...

On a ainsi évité l'expression équivoque « faire travailler », afin que le chef d'entreprise ne pût éluder la loi en invoquant un accord prétendu libre entre lui et son ouvrier. Le prétexte que l'ouvrier travaille de son plein gré est sans valeur dans l'espèce ; dès lors que l'ouvrier travaille le dimanche dans l'entreprise de son patron, il y a de plano et en principe infraction à la loi.

Aussi, la règle est bien certaine ; il est interdit de faire travailler plus de six jours par semaine ; en d'autres termes, il faut accorder obligatoirement un jour de repos par semaine aux travailleurs.

Mais quel sera ce jour ?

L'alinéa 3 de l'article 2 répond :

Le jour du repos hebdomadaire est le dimanche.

Cette disposition est celle qui a été le plus vivement critiquée à la Chambre et au Sénat. A en croire les adversaires de la loi, dire que le jour du repos hebdomadaire est fixé au dimanche c'est aller à l'encontre de l'article 15 de la constitution qui établit la règle que nul ne peut être contraint d'observer les jours de repos d'un culte. Les chambres ont passé de longues séances à discuter ce point ; nous devons nous arrêter un instant, pour examiner cette objection, bien qu'elle n'offre plus qu'un intérêt historique, puisque le Parlement belge ne l'a pas jugée irréfutable.

Quel est exactement l'objet et la portée de l'article 2 de la loi de 1905 ? Il interdit seulement, nous venons de le voir, de disposer de la force de travail d'autrui, le dimanche. Or, l'article 15 de la constitution dispose, que « nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos. »

Dès lors, on a déduit le raisonnement suivant, qui paraît avoir, à priori, la rigueur d'un théorème. La loi sur le repos du dimanche interdit de faire travailler le dimanche ; or, l'article 15 de la constitution déclare que nul ne peut être contraint d'observer les jours de repos d'un culte » ; donc la loi est contraire à la constitution, car le dimanche est le jour de repos du culte catholique. Quelle est l'origine de cet article 15 ?

Comment faut-il l'interpréter (1) ?

Lors de l'élaboration de la constitution belge M. Defacqz avait proposé de rédiger cet article de la façon suivante :

« Nul ne peut-être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte religieux. »

M. Serroz, au contraire, proposait de dire :

« Il ne peut-être mis par les lois, arrêtés ou règlements, aucune espèce d'empêchement ou de restriction, au droit qu'ont les hommes d'observer certains jours de fête ou de repos. »

Les deux propositions furent fondues en une seule et M. Jacques proposa d'ajouter au texte de M. Defacqz ces mots, « ni d'observer les jours de repos. » L'article 15 fut voté à l'unanimité.

1. V. sur ce point. « Exposé des motifs, de la constitution belge » par un docteur en droit p. 230 et suiv.

Quel était le but que poursuivait le Congrès national, en édictant cette disposition de l'article 15 ? Ce qu'il voulait garantir et protéger, c'était uniquement la liberté des cultes. L'article 15 a pour seul objet de déclarer que la loi ne peut ordonner telle chose, ou interdire telle autre chose, pour le motif qu'une religion en prescrit l'observation ou l'abstension ; par exemple : le vol et l'assassinat sont défendus par la religion catholique ; ils sont également condamnés par la loi civile, mais non point parce que telle religion les condamne, mais parce qu'ils blessent la morale publique.

Voilà bien l'esprit de l'article 15 de la constitution.

Ce texte était en réalité inspiré par un mobile de réaction contre une loi française des 18,22 nov. 1814, et une loi hollandaise du 1^{er} mars 1815, lesquelles avaient un caractère très nettement confessionnel.

La première, en effet, intitulée : « Loi relative à la célébration des fêtes et dimanches » dit, dans son article premier que « les travaux ordinaires sont interrompus les dimanches et jours de fête reconnus par la loi de l'État ». Elle stipule aussi que dans les bourgs et villages, il est défendu aux cabaretiers, marchands de vin, débitants de boissons, traiteurs, etc., de tenir leurs maisons ouvertes et de donner à boire et à jouer, lesdits jours, pendant le temps de l'office.

De son côté, la loi hollandaise, dont le titre était ainsi conçu : « Loi contenant des prescriptions tendant à assurer la célébration des jours consacrés au culte chrétien » interdisait, non seulement, de faire travailler, mais encore de travailler publiquement, de vendre des marchandises avec portes ouvertes et même de les exposer ; les débits de boissons devaient être fermés pendant les offices religieux. Quant aux jeux, spectacles, concerts et autres divertissements publics, ils ne pouvaient avoir lieu, le dimanche que, moyennant l'autorisation préalable de l'autorité locale, et, même dans ce cas, ils ne pouvaient commencer qu'après les offices religieux.

Le caractère confessionnel de ces deux lois était donc manifeste ; c'était la sanctification des jours du Seigneur, qu'elles voulaient, toutes deux, assurer.

C'est uniquement contre l'esprit de cette législation confessionnelle que les auteurs de la constitution belge avaient voulu réagir. Le Congrès national belge se proposait simplement d'inscrire dans la loi le principe de l'interdiction de travailler pour des motifs d'ordre confessionnel.

Ainsi donc dans tout autre ordre d'idées, le législateur à les mains libres, puisque le Congrès n'a visé que les motifs d'ordre confessionnel. Il peut, par conséquent, établir le repos le dimanche par mesure d'hygiène sociale.

D'ailleurs, un des fondateurs de la constitution

M. Rogier, qui, certainement, n'en ignorait pas l'esprit, élabora en 1859, un avant-projet de loi (1) dont l'article 3 portait :

Les dimanches et jours de fête reconnus par loi, il est interdit d'employer au travail dans un établissement industriel les femmes et les filles de tout âge, et les apprentis âgés de moins de dix-huit ans.

L'autorité de M. Rogier est ici, d'un grand poids, car il fut un des membres les plus considérables du congrès ; or, il admettait la différence entre le repos confessionnel et le repos professionnel, et il accordait le repos non seulement pour les mineurs, repos qui, d'après tous, peut être établi par la loi, mais

1. Projet de loi sur le travail des femmes et des enfants. Ce projet assurait aux personnes protégées le repos du dimanche.

La thèse de l'inconstitutionnalité de l'article 15 n'a pas été admise non plus par la commission spéciale de 1845.

Ce fut au sein du conseil supérieur de l'industrie et du commerce, en 1860, que l'argument de l'obstacle constitutionnel fut formellement mis en avant par M. Ch. Brouckere, bourgmestre de Bruxelles. Cette manière de voir fut dès lors adoptée par la très grande majorité des hommes d'État libéraux ; même, en 1889 le gouvernement conservateur ne crut pas devoir la combattre, sans s'y rallier en termes exprès. M. Woeste, à cette époque, a placé la question sur son véritable terrain, en distinguant entre le droit de se livrer au travail individuellement, liberté garantie par la constitution, et la faculté d'occuper des ouvriers, en vertu du contrat de travail le dimanche, qui peut être réglementé par l'État. Cette thèse rencontra une très forte majorité sur les bancs conservateurs et socialistes de la Chambre des représentants lors de la discussion de la loi de 1905.

encore en faveur de certains adultes, les femmes et les filles de tout âge.

Cette interprétation qui, finalement l'emporta, résulte aussi de la place qu'occupe dans le texte constitutionnel, la disposition dont il s'agit; l'article 14, la première partie de l'article 15 et l'article 16 ont en effet exclusivement pour objet de consacrer la liberté de conscience et la liberté des cultes.

Remarquons encore que la thèse de la constitutionnalité est défendue par les « Pandectes Belges ».

Une loi ordonnant le repos du dimanche et promulguée par l'État, dans un but purement social, une loi qui se borne en dehors de toute préoccupation religieuse, à supprimer ou limiter les manifestations de la vie publique, n'a rien de contraire à la liberté des opinions de la conscience, et chacun doit y obéir (1).

Dans le même ouvrage, on peut lire encore ceci :

Jugé que la prohibition faite par un règlement municipal de travailler le dimanche dans une carrière d'exploitation dangereuse pour les personnes ne constitue qu'une mesure d'ordre et de sûreté publique, qui n'est en rien, contraire à la liberté des cultes (2).

M. Prins, dans sa note sur la législation relative au repos hebdomadaire a soutenu la même thèse et

1. Pandectes Belges. Voir Fêtes légales.

2. Pandectes Belges. Voir Fêtes religieuses.

admis lui aussi, la différence entre le repos confessionnel et le repos social (1).

Il estime qu'une loi interdisant d'employer ou de faire travailler certaines catégories d'ouvriers plus de 6 jours par semaine n'a rien d'inconstitutionnel et n'a rien de commun avec l'interprétation de l'article 15. Il pense que « la distinction entre le repos du dimanche consacré par la loi religieuse et le repos hebdomadaire assuré par une loi sociale n'est pas, comme on l'a soutenu, une subtilité ; elle est consacrée d'ailleurs par la législation des États-Unis. »

Cependant, en vue d'éviter toute difficulté sur ce point, en 1892, M. Coremans proposa de reviser l'article 15, bien qu'il avouât ne pas saisir en quoi la prescription de l'article 15, de la constitution s'opposait à la désignation du dimanche comme jour de repos. Il ajoutait que c'était un simple scrupule constitutionnel qui lui dictait la revision.

Le 25 février 1892, M. de Burlet, ministre de l'Intérieur, lui répondit au nom du gouvernement.

L'article 15 ne fait aucunement obstacle à ce que la loi protectrice des travailleurs règle la question du repos hebdomadaire. Si une loi en ce sens était jugée nécessaire, et qu'elle choisît le dimanche, ce ne serait certes pas pour satisfaire aux prescriptions de tel ou tel culte, mais parce que le choix est en harmonie avec nos mœurs, avec les habitudes de nos

1. Conseil supérieur du travail, sixième session. Fascicule I, p.83.

travailleurs, et parce que ce jour semble ainsi s'imposer tout naturellement au choix du législateur.

La droite se rallia à ces paroles et M. Coremans retira sa proposition en disant :

Aujourd'hui, le gouvernement, et l'assentiment unanime de la Chambre semble tel, reconnaît que l'article 15 ne s'oppose en aucune façon à ce que le législateur fixe le dimanche comme jour de repos à octroyer aux ouvriers.

Au surplus, cette interprétation semble commandée par les nécessités pratiques : ne semble-t-il pas naturel, dès lors, de fixer le repos à un jour qui convienne à tout le monde, jour où les tribunaux et les écoles sont fermés, où beaucoup d'industries chôment.

Il paraît donc inadmissible de soutenir que le dimanche ne peut être imposé comme jour de repos pour un motif autre que celui d'ordre confessionnel. Il est arrivé à un moment donné que l'hygiène sociale a commandé l'établissement par la loi d'un jour de repos ; il fallait choisir un jour et, tout naturellement, on a été conduit à prendre celui adopté déjà par la plupart des individus (1).

1. Remarquons, qu'en France une loi du 18 germinal an X, art. 57, fixe le repos des fonctionnaires publics au dimanche. Les intéressés n'ont jamais trouvé que leur liberté religieuse était violée, parce qu'ils ne travaillaient point le dimanche.

Loi du 18 germinal an X, relative à l'organisation des cultes. — Loi du 12 juillet 1880 qui abroge celle du 18 novembre 1814 sur le repos du dimanche et des fêtes religieuses, art. 2, § 2.

Il résulte ainsi de cet exposé que la constitution, ne paraît pas s'opposer à ce que la loi fixe le repos au dimanche.

Cependant, lors de la discussion du projet, pour échapper à l'objection tirée de l'article 15, on a déposé à la Chambre toute une série d'amendements.

M. Vandewalle proposait de rédiger l'article premier de la loi de la façon suivante :

Il est interdit à tout chef d'entreprise de faire travailler plus de six jours des personnes autres que les membres de sa famille habitant avec lui et ses domestiques, et gens de maison. De commun accord le patron et l'ouvrier peuvent librement choisir le jour de la semaine consacré au repos ; à défaut d'entente, le jour de congé sera le dimanche.

Ainsi, d'après cet amendement, ce serait par un accord entre le patron et l'ouvrier que le jour de repos aurait été choisi.

M. Vandewalle partait de cette idée que l'ouvrier est entièrement libre et qu'il ne doit subir aucune contrainte. Avec un pareil système, l'ouvrier serait obligé d'accepter la volonté du patron, de telle sorte qu'on peut dire qu'en fait, le choix du jour serait réservé à ce dernier.

De plus, le jour de repos ne serait pas nécessairement le même pour tous les ouvriers, puisque c'est l'accord qui fixe le jour, et cependant, il est désirable que tous les travailleurs, si possible, se reposent en

même temps. Il aurait été aussi très difficile de constater si la loi était fidèlement observée, puisque les magasins, ateliers et usines, pourraient ne pas fermer le même jour.

Un autre amendement fut déposé par M. Masson. Il contenait un article unique ainsi conçu :

Le chef d'entreprise a l'obligation d'accorder à ses ouvriers et à ses employés chaque semaine ou chaque quinzaine, un repos d'une durée de douze ou de vingt-quatre heures, indépendamment de l'interruption quotidienne. L'ouvrier et l'employé (à l'exception des femmes de moins de vingt et un ans, et des adolescents de moins de dix-huit ans), peuvent renoncer au repos périodique, pour un temps qui ne pourra dépasser six mois. La renonciation pourra être renouvelée.

C'était encore reconnaître au chef d'entreprise le droit de prendre le jour qui lui convenait le mieux. D'autre part, si on reconnaît à l'ouvrier le droit de renoncer au repos hebdomadaire, on admet implicitement que si l'ouvrier ne jouit pas actuellement du repos, c'est qu'il le veut bien. Et si l'ouvrier ne veut pas renoncer au repos hebdomadaire, qui empêchera le patron de renvoyer l'ouvrier voulant se reposer.

M. Féron présenta un amendement conçu dans le même esprit que le précédent. Il stipulait que tout employé ou ouvrier aurait droit, au cours de l'année, à 52 jours de repos, sauf convention contraire, les

jours de repos devaient être répartis à raison d'un jour par semaine et coïncider avec les jours de chômage hebdomadaire de l'entreprise.

L'ouvrier et l'employé pouvaient aussi renoncer au congé hebdomadaire dans certaines conditions.

Ces divers amendements furent rejetés, par la Chambre, dans la séance du 30 mars 1905.

Le Sénat rejeta aussi les amendements qui devaient avoir pour but d'empêcher la fixation du repos hebdomadaire au dimanche, notamment l'amendement de M. le baron de Sélvs-Longchamps, qui proposait de rédiger comme suit l'alinéa 3 :

Le jour du repos hebdomadaire est le dimanche, sauf convention contraire, transcrite dans un registre *ad hoc*, et attestée par la signature de l'ouvrier, et si celui-ci ne sait pas signer par celle de deux témoins requis par lui.

Rejeté aussi l'amendement de M. Vandewalle qui proposait le texte suivant :

Le jour du repos hebdomadaire est le dimanche, sauf dans le cas où le patron et l'ouvrier conviennent exceptionnellement d'un autre jour à fixer, de commun accord.

A notre avis, les Chambres ont eu raison de repousser ces amendements. Ce que l'opinion publique voulait, c'était une loi venant assurer à la classe ouvrière un jour de repos hebdomadaire fixé au dimanche. C'est ce jour-là seul que tout le monde

désirait : la loi ne pouvait donc que respecter et confirmer l'usage traditionnel du repos dominical.

Les amendements qui furent rejetés ne sauvegardaient pas suffisamment la liberté de l'ouvrier, parce qu'ils ne lui assuraient pas le droit de se reposer le jour où bon lui semblait. Nous avons vu en effet que, d'après ces amendements, la fixation du jour de repos était laissée au gré des parties, c'est à-dire, en fait, presque toujours à la volonté du patron. L'ouvrier pouvait aussi renoncer au repos ; c'était méconnaître les avis de la science médicale qui nous enseigne que :

L'ouvrier qui travaille, dit M. Nitti, ne s'aperçoit de l'arrivée de la fatigue que lorsqu'elle atteint une certaine intensité. C'est la principale raison pour laquelle toute société qui veut empêcher une trop grande dispersion d'énergie doit nécessairement avoir recours à la limitation coercitive (1)

Une autre question importante au point de vue pratique, c'est celle de savoir quel est exactement l'intervalle de temps que la loi entend désigner par le mot « dimanche ».

Le législateur a-t-il entendu donner à cette expression le sens de jour civil ou jour astronomique, ou bien signifier simplement une durée de vingt-quatre heures. La distinction est importante et intéresse

1. Arch. parlam. Chambre des représentants, séance du 19 mars 1905.

tout particulièrement, comme nous allons le voir, les industries qui travaillent nuit et jour, au moyen de deux équipes.

Dans ces industries, le travail est généralement organisé de la façon suivante : l'équipe de jour commence sa tâche le matin à 6 heures jusqu'au soir à 6 heures ; à ce moment, elle est remplacée par l'équipe de nuit qui continue l'ouvrage jusqu'au lendemain à 6 heures du matin. Le roulement se poursuit ainsi durant toute la semaine.

Dans ces conditions, comment va fonctionner le régime de repos hebdomadaire, si le jour de repos est fixé au dimanche ?

Nous sommes au samedi, et l'équipe de jour vient de finir son travail à 6 heures du soir.

Que va faire l'équipe de nuit ? Pourra-t-elle commencer son travail et jusqu'à quelle heure ? Pourra-t-elle travailler jusqu'à minuit seulement ou jusqu'à 6 heures du matin ? La réponse dépendra de l'espace de temps que comprendra le dimanche.

Au point de vue astronomique, la journée du dimanche commence à minuit le samedi pour finir vingt-quatre heures après, à minuit. Compris dans ces limites et appliqué dans ces conditions, le repos du dimanche occasionnerait de graves inconvénients dans les industries organisées pour le service de deux équipes. Les ouvriers de l'équipe de nuit devraient quitter l'usine le samedi à minuit, rega-

gner leur logis au milieu de la nuit le mal serait encore plus grand pour ceux qui doivent prendre le train pour rentrer chez eux.

D'autre part, ce système aurait pour conséquence la perte d'une journée de salaire par semaine, au préjudice de l'équipe de nuit. En effet, les nécessités techniques du travail ne permettraient pas le plus souvent de n'employer l'équipe de nuit que la moitié de son temps, c'est-à-dire de 6 heures du soir le samedi à minuit.

Il faudrait donc interrompre le travail à 6 heures du soir le samedi, et par conséquent réduire ce jour-là au chômage l'équipe de nuit.

Mais à côté de la journée dite « astronomique », il y a la journée « économique » ; c'est de celle-là seule dont tient compte la législation du travail. Plusieurs pays, en effet, ont réglé législativement ce cas.

Ainsi la loi autrichienne du 16 janvier 1895 porte dans son article 2 :

Le repos du dimanche doit commencer au plus tard à 6 heures du matin, chaque dimanche, et cela simultanément pour l'ensemble du personnel ouvrier de chaque exploitation ; il doit durer au moins vingt-quatre heures.

De même, l'article 105 (b) de la loi allemande dit :

Dans les établissements qui ont normalement un poste de

jour et un poste de nuit, le repos ne peut commencer avant 6 heures du soir du jour ouvrable qui précède, ni après 6 heures du matin du dimanche ou du jour férié, si l'établissement est arrêté pour les vingt-quatre heures qui suivent le début du repos.

Enfin, en Italie, l'arrêté royal du 8 août 1908, portant règlement pour l'application de la loi du 7 juillet 1907 sur le repos du dimanche et des jours fériés dans les établissements industriels, dit dans son article 3 :

Le repos hebdomadaire de vingt-quatre heures consécutives prévu par l'article premier de la loi est compté de minuit à minuit. Néanmoins, lorsque les nécessités de l'entreprise l'exigent absolument, de même que dans les entreprises où le travail se fait par équipes de jour et de nuit, le repos pourra commencer à courir entre minuit et 7 heures du matin...

L'article 5 de la loi belge contient une disposition analogue.

1. D'autres pays, notamment l'Espagne et la République Argentine, ont compris la nécessité de définir l'espace de temps que devait comprendre le dimanche.

Voir le règlement d'exécution de la loi du 3 mars 1904, sur le repos du dimanche, approuvé par arrêté royal du 9 avril 1905.

Art. 10. — Le dimanche se compte à partir de la douzième heure de la nuit du samedi jusqu'à la même heure du jour suivant; la durée du repos est donc de vingt-quatre heures. Cette durée pourra toutefois être calculée d'une autre manière qui ne la modifie pas essentiellement, si les nécessités particulières de

Il (le roi) peut autoriser les chefs des entreprises où les ouvriers travaillent par équipes successives, à prolonger le travail de l'équipe de nuit jusqu'au dimanche matin à 6 heures. Dans ce cas, le travail des ouvriers composant cette équipe ne peut être repris avant le lundi matin, à la même heure.

Le système de la loi belge est donc celui-ci : en principe, le législateur a pris comme base de calcul la journée astronomique : le dimanche commence à minuit et finit vingt-quatre heures après, à minuit.

Exceptionnellement, dans la journée dite « économique », le dimanche peut ne commencer qu'à 6 heures du matin pour finir le lundi matin à 6 heures ; le roi peut établir cette dérogation à la règle générale pour les chefs d'entreprises où les ouvriers travaillant par équipes successives.

C'est le gouvernement qui a proposé l'amendement contenu dans l'alinéa 2 de l'article 5.

A la Chambre MM. Petit et Pirmez avaient proposé de décider que dans les entreprises où le tra-

certaines industries n'admettent pas sans grave dommage la détermination fixée ci-dessus. Ces cas seront résolus par le ministre de l'Intérieur entendu, l'Institut des réformes sociales.

Art. II. — Dans les exploitations et industries qui exigent un travail continu de jour et de nuit, la relève des équipes se fera aux heures habituelles et à celles-ci commencera et finira le repos des ouvriers de l'équipe dont il s'agit.

Mêmes dispositions dans le décret d'exécution en date du 18 novembre 1905, de la loi du 6 septembre 1905 sur le repos du dimanche dans la République Argentine.

V. art. 2 et II.

vail de nuit est régulièrement organisé, le jour de repos pourra commencer le dimanche à 6 heures du matin.

Au Sénat, M. Henricot proposa d'ajouter au paragraphe 3 de l'article 2 ce qui suit :

Toutefois dans les entreprises où le travail de nuit est régulièrement organisé, le repos pourra commencer le dimanche à 6 heures du matin.

On voit la différence qui existe entre l'article 5 tel qu'il a été voté, et les amendements présentés à la Chambre et au Sénat : d'un côté le repos est établi par arrêté royal et de l'autre par la loi elle-même.

A notre avis le système de l'arrêté royal est préférable. Le principe général de la législation sur le repos hebdomadaire est que le repos soit fixé au dimanche. Or, le dimanche va du samedi à minuit au dimanche à minuit. A côté de cette règle il ne faut point en inscrire une autre toute différente qui permettrait de faire travailler le dimanche. Les amendements qui ont été rejetés permettaient le travail pendant une partie du dimanche (1).

Du reste l'article 5 alinéa 2 ne devra pas être invoqué dans tous les cas où il s'agira de faire travailler

1. *Ann. parl.*, Ch. des représentants, séance du 14 avril 1905. Il convient de remarquer que le roi ne peut accorder de dérogations qu'à des catégories d'industriels et non point à un industriel personnellement.

le samedi après minuit. Ainsi, les travaux dont il est parlé à l'article 3 pourront être effectués même le samedi après minuit, sans qu'il soit nécessaire qu'un arrêté royal intervienne. Le ministre de l'industrie et du travail a déclaré au Sénat (1) : que dans les charbonnages

le travail de l'équipe de nuit est permis le dimanche, parce qu'il est indispensable pour que l'équipe de jour puisse recommencer le travail de production le lundi à 6 heures du matin. Les charbonnages n'ont pas à se pourvoir de l'autorisation prévue par le paragraphe 2 de l'article 5 ; une autorisation spéciale est écrite dans le paragraphe 3 de l'article 3.

De même pour d'autres industries, l'autorisation se trouvera dans l'article 4, n° 12, c'est-à-dire pour les industries dans lesquelles le travail à raison de sa nature ne souffre ni interruption ni retard ; il en sera ainsi notamment pour l'industrie de la glacerie et l'industrie métallurgique.

Il ne faut pas cependant affirmer que l'article 5 alinéa 2 est inutile. Cette disposition est nécessaire pour les industries qui travaillent avec deux équipes, mais qui ne sont point les industries reconnues et classées comme étant celles où le travail ne souffre ni interruption, ni retard. On peut donc dire que l'alinéa 2 a été ajouté à l'article 5 en vue des indus-

1. *Ann. parl.*, Sénat, séance du 29 juin 1905.

tries qui ne seraient pas soumises à la loi de 1889 ou qui n'auraient pas été classées en vertu de ces dispositions (1).

L'article 5 ajoute que le travail des ouvriers composant l'équipe de nuit ne peut être repris avant le lundi matin à la même heure. Conformément à l'article 12, le roi prendra l'avis de certains conseils et il pourra modifier ou retirer l'autorisation accordée.

Le roi ne doit pas nécessairement autoriser le travail jusqu'à 6 heures du matin; il peut l'autoriser pour moins longtemps, avec obligation de ne point reprendre le travail le lundi matin avant la même heure.

On peut encore se demander, si la prescription de l'alinéa 3 de l'article 2 qui décide que « le jour du repos hebdomadaire est le dimanche » devrait être observée dans le cas où un ouvrier serait occupé au travail, non pas six jours par semaine, comme le prévoit l'alinéa premier, mais cinq jours seulement ou un nombre de jours encore plus réduit. La solution, à notre avis, n'est pas douteuse; l'ouvrier dont il s'agit devrait en outre chômer le dimanche.

La disposition de l'alinéa 3 en effet a une portée absolue et ne limite nullement l'obligation du chômage dominical au cas prévu à l'alinéa premier. Il

1. *Ann. parl.*, Sénat, séance du 30 juin 1905.

en résulte qu'il y aurait contravention à la loi, alors même qu'une personne employée au travail le dimanche chômerait pendant les six autres jours de la semaine (1).

1. V. dans ce sens. Mavant et Warnotte, *La Loi sur le repos du dimanche*. Gand, 1906, p. 17.

CHAPITRE III

ÉTENDUE D'APPLICATION DE LA LOI

La loi qui institue obligatoirement le repos dominical étant restrictive de la liberté du commerce et de l'industrie, il importe de bien préciser à quelles entreprises et à quelles personnes s'appliquent ses dispositions impératives.

SECTION I

ENTREPRISES SOUMISES A LA LOI

Aux termes de l'article premier de la loi de 1905 sont soumises au régime de la présente loi les entreprises industrielles et commerciales à l'exclusion :

- 1^o Des entreprises de transport par eau ;
- 2^o Des entreprises de pêche ;
- 3^o Des entreprises foraines.

Telle est la règle générale posée par l'article premier de la loi. Il en résulte nettement que seules les entreprises industrielles et commerciales sont visées

par ses dispositions. Par suite beaucoup d'entreprises de nature particulière ne sont pas soumises au repos dominical. C'est le cas, par exemple, des établissements d'instruction et de bienfaisance. De même, pour ne pas exclure du bénéfice de la loi certaines professions qui ne rentrent évidemment pas dans les termes de l'article premier, il a fallu édicter des dispositions spéciales qui leur soient applicables ; c'est ce qu'a fait notamment l'article 7 à la suite d'un amendement proposé par M. Hoyois concernant les coiffeurs qui ne sont ni des industriels ni des commerçants, abstraction faite des industries ou des commerces qu'ils peuvent joindre à la pratique de leur profession. La preuve en effet est dans ce fait qu'en tant qu'exerçant la seule profession de coiffeurs, ils ne doivent pas être inscrits comme électeurs aux « Conseils de prud'hommes » (1).

Mais que faut-il entendre exactement par ces termes : entreprises industrielles et entreprises commerciales.

Comme l'a déclaré M. Francotte, alors ministre de l'industrie et du travail à la séance de la Chambre du 3 février 1905 (2), le terme « entreprises industrielles » embrasse l'industrie dans toute son étendue et non pas seulement le travail de transforma-

1. Ann. parl. Chambre des Représentants, séance du 5 février 1905.

2. Ann. parl. Chambre des Représentants, 1905, p. 613.

tion, ainsi que l'entend la loi, sur les conseils de prudence d'hommes.

Il ne faut pas davantage se rapporter à l'énumération limitative de la loi de 1889, relative au travail du personnel protégé. Toute entreprise, qu'elle qu'en soit la nature, quelle qu'en soit l'importance, est soumise au repos dominical ; il en est de même de tout atelier, grand, moyen ou petit, de toute entreprise de transport, de chargement ou de déchargement. L'article premier en parlant des entreprises industrielles, s'inspire de la loi sur les règlements d'atelier et de la loi sur les accidents du travail (1).

Quant aux entreprises commerciales, elles se présentent sous des aspects extrêmement variés. On peut cependant les ramener à deux types principaux : « les magasins de commerce » et les « maisons de commerce », terminologie déjà employée dans la loi sur la réparation des accidents du travail.

Les premiers, ce sont les magasins de détail, ceux, petits, grands ou moyens, où l'on débite des marchandises.

Dans les « maisons de commerce », il faut comprendre notamment les maisons de gros, les maisons de commissions, d'importations, d'exportations, le commerce d'argent et de crédit, banques, agences

1. Ann. parl. Chambre des Représentants, séance du 3 février 1905.

de changes, établissements de prêts, bureaux d'assurances. Toutes ces entreprises sont soumises à la loi.

Il résulte de sa rédaction même que la disposition de l'alinéa premier de l'article 1 est limitative.

Il s'ensuit qu'elle n'est pas applicable aux entreprises agricoles.

Cependant le projet primitif de la commission spéciale soumettait ces entreprises à la loi (1). Un amendement de M. Vanderwelde se prononçait dans le même sens. Au Sénat, M. Fléchet et Henderich demandèrent aussi le repos dominical, pour les agriculteurs, mais les Chambres votèrent contre ces dispositions.

A l'appui de cette solution, le gouvernement fit valoir qu'à la campagne, sauf les besognes absolument urgentes, comme la nourriture à donner aux animaux et les travaux que l'on ne peut différer pendant les moissons, on ne travaille pas le dimanche. Aux membres de la gauche qui alléguaient que ces motifs ne justifiaient pas une exception, attendu que, s'il n'était peut-être pas nécessaire, il ne pouvait pas non plus être nuisible de légiférer quant à l'agriculture, le gouvernement répondit qu'il fau-

1. V. sur ce point avant-projet de loi et rapport présentés au conseil supérieur du travail, au nom de la commission spéciale, par M. Arthur Verhaegen, membre de la Chambre des représentants.

draît, dans ce cas, prévoir une foule de dispenses, que de grandes difficultés pratiques surgiraient pour constater les infractions à la loi, et que dans ces conditions il était plus simple et plus pratique d'exclure d'une manière absolue les entreprises agricoles.

Sont exclues également du champ d'application de la loi, comme se rattachant à l'agriculture, les entreprises d'élevage, les exploitations forestières, les entreprises d'horticulture, d'arboriculture, d'aviciculture, de pisciculture et d'apiculture.

En principe, les laiteries ont un caractère agricole, parce que la transformation du lait en beurre fait partie du cycle des travaux de la ferme. Cependant la loi s'applique aux laiteries coopératives qui achètent le lait appartenant à leurs membres pour le revendre après l'avoir travaillé. Ces coopératives constituent des entreprises commerciales.

En dehors des exploitations agricoles, l'article premier, alinéa 1 exclut encore une foule d'autres entreprises telles que les établissements d'instruction, les pensionnats, les sanatoria, les établissements d'hydrothérapie, etc.

Il va de soi que la loi ne s'applique pas aux médecins, chirurgiens, dentistes, pédicures, ventouseurs, orthopédistes, etc. (1); ils ne sont ni industriels ni commerçants.

1. *Ann. Parl.* Chambre des représentants. Séance du 3 février 1905.

On devrait en dire autant des coiffeurs ; mais ici la question a été expressément tranchée en sens contraire. Les coiffeurs ont été ajoutés aux industriels et aux commerçants à la suite d'un amendement à l'article 7, proposé par M. Hoyoïs.

Par contre, la loi s'applique aux entreprises exploitées en régie par l'État, les provinces ou les communes dans les conditions où elle s'applique aux entreprises privées.

Il convient cependant d'apporter certains tempéraments à cette règle. Ainsi, il a été décidé que l'article premier ne s'applique pas au service de la voirie (nettoyage, arrosage de voies publiques, enlèvement et incinération des immondices, etc.) ni à la surveillance des jardins, squares et plantations publiques. Ces services ne rentrent pas dans la catégorie des entreprises industrielles et commerciales visées par la loi et que les communes peuvent exploiter au même titre que les particuliers (1).

L'article premier ne se borne pas à limiter le champ d'action de la loi aux entreprises industrielles et commerciales, il édicte encore expressément certaines exceptions concernant : les entreprises de transport par eau, de pêche, et les entreprises foraines.

Par entreprises de transport par eau il faut

1. Décision ministérielle, 19 mars et 18 avril 1906.

entendre les entreprises de navigation maritime, la batellerie et les autres entreprises de navigation intérieure, les entreprises de remorquage, de halage, de tonnage, les passages d'eau. Il résulte aussi d'une déclaration de M. Francotte, qu'il faut y ajouter le pilotage (1) Sont exclus du bénéfice de la loi, non seulement les matelots, chauffeurs et autres agents occupés sur le navire lui-même, mais encore les agents de ces entreprises qui restent à terre, notamment les employés des bureaux.

Quant aux courtiers de navires, comme ils interviennent en qualité de partie contractante au contrat de transport maritime, ils doivent être considérés comme transporteurs, par eau, au même titre que les entreprises de navigation, dont, en fait, ils ne sont que les représentants. La loi est par conséquent sans application en ce qui concerne les nombreux employés que les courtiers de navire occupent à Anvers, et dans les ports de mer du pays.

Il a également été décidé que les agents des services d'exploitation et de remorquage sur les voies navigables (éclusiers, pontonniers, équipages des remorqueurs et ouvriers chargés de ravitailler ces tracteurs) ne sont pas compris dans le champ d'application de la loi (2).

1. *Ann. parl.* Ch. des Représentants, séance du 30 mars 1905.

2. V. Décision ministérielle du 20 juillet 1906.

Au Sénat M. Verspreuwen proposa d'ajouter la disposition suivante :

Toutefois, les entrepreneurs de transport par eau ne pourront demander à leurs employés de breau de travailler plus d'un dimanche sur deux, ni les contraindre à fournir un travail de plus de quatre heures, les autres dimanches, soit avant, soit après une heure de l'après-midi (1).

Cet amendement ne fut pas accepté. Les entreprises de transport par eau ne sont pas en effet des entreprises pouvant fonctionner normalement ; on n'est jamais certain de l'arrivée d'un navire à un point déterminé ; il peut arriver et il arrive que deux, trois dimanches consécutifs, tout le personnel doive s'occuper d'une besogne qui se présente tout à coup, d'une façon imprévue et urgente. Aussi a-t-il paru sage de laisser en dehors de la loi un travail exposé à tant d'incertitudes (2).

Les entreprises de pêche, que ce soit la pêche maritime ou la pêche fluviale, sont aussi exclues, de l'application de la loi. Il faut, en effet, permettre au pêcheur de profiter de tous les moments qui lui paraissent

1. M. Tonnelier avait présenté à la Chambre un amendement conçu dans le même esprit.

2. Remarquons à ce sujet que l'article 4-10° permet d'occuper les ouvriers employés aux travaux de chargement et de déchargement dans les ports treize jours sur quatorze ou six jours et demi sur sept- (*Ann. parl. Sénat. Séance du 30 juin 1905*).

favorables à la capture, et cela peut se produire le dimanche aussi bien que les autres jours.

Mais les marchands de poissons ne sont pas exclus ; l'article 4-1° leur est applicable.

Enfin, ne sont pas comprises non plus dans l'application de la loi les entreprises foraines.

Le législateur a voulu désigner par là les entreprises qui s'exercent sur les champs de foire : les cirques, les ménageries, les baraques des saltimbanques, bateleurs les charlatans des foires, les carrousels, manèges de chevaux de bois, les échoppes, les fritures, etc. Le dimanche doit en effet être, non seulement un jour de repos, mais encore un jour de délassement, de plaisir et de réjouissance. Les forains doivent donc pouvoir exercer ce jour-là surtout leur métier, et le repos compensatoire ne peut leur être accordé, car pendant la semaine ils doivent pouvoir se transporter d'un endroit à un autre. D'ailleurs, le plus souvent, les autres jours que le dimanche, ils chôment ; en outre, il serait très difficile, si non impossible de surveiller l'exécution de la loi quant à cette catégorie d'entreprises.

§ 2. — *Personnes soumises à la loi*

D'après l'article 2, il est interdit d'employer au travail, plus de six jours par semaine, des personnes

autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui et ses domestiques ou gens de maison.

Par le mot « personnes » (1) il faut entendre les ouvriers et employés. Le sens de ces mots est précisé dans la loi actuelle, la jurisprudence, dans les lois sur le contrat de travail, dans celles qui ont trait à la juridiction des prud'hommes.

Le mot « ouvrier » désigne les personnes qui s'adonnent à des travaux manuels dans les usines, manufactures, fabriques, ateliers, chantiers, mines, carrières, etc..., alors que le mot « employé » s'entend plus spécialement de celles qui sont occupées dans les établissements commerciaux ou dans les bureaux des établissements industriels (2).

Les termes « autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui et ses domestiques ou gens de maison » sont repris de la loi du

1. Dans les pays placés sous la domination anglaise, la loi donne le plus souvent dans son texte la définition des termes dont la signification peu paraître vague et demande à être précisée. Ainsi dans l'acte du 13 juillet 1906 concernant l'observance du dimanche au Canada (chap. XXVII), dans l'article 1^{er} (b) ». Personne » a le sens qu'a cette expression dans le Code criminel.

Dans la loi du 14 décembre 1908 sur le repos du dimanche en Tasmanie « Personne » comprend Sa Majesté et corporations, corps constitués, sociétés, compagnies et tout habitant d'une ville ou d'une commune.

2. V. Pic, *Traité de législ. industrielle*, p. 691.

15 juin 1896 sur les règlements d'ateliers ; leur sens est le même que dans cette dernière loi (1).

Par « membres de la famille » il faut entendre les parents légaux, c'est-à-dire les parents jusqu'au deuxième degré (2). L'expression « habitant avec lui » implique la cohabitation ; mais il n'est pas nécessaire que les membres de la famille employés au travail par le chef d'entreprise prennent leur repas chez celui-ci.

Cette restriction s'explique et se justifie aisément ; il faut, en effet, respecter l'entière liberté du chef de famille, en considérant les membres de la famille non comme ouvriers et employés, au sens que nous avons donné précisément à ces mots, mais comme associés de fait avec le patron, collaborant à la gestion commerciale ou industrielle du patrimoine familial dont la garde appartient au chef de famille.

Il importait, en outre, pour éviter toute tracasserie inutile et par respect pour l'inviolabilité du domicile de ne pas soumettre à la loi le personnel domestique. On peut juger, en effet, quelle gêne eût apportée la loi si elle avait exigé pour le contrôle de cette catégorie de travailleurs l'ingérence de l'inspection dans chaque maison, dans chaque famille. Aussi pour

1. *Ann. Parl. Ch. des Représentants*, Séance du 31 mars 1905, p. 1139.

2. Code civil, art. 755.

cette raison, l'article 2 exclut du bienfait de la loi « les domestiques ou gens de maison ».

Par là, il faut entendre ceux à raison de l'emploi desquels, on paie la contribution personnelle, ou ceux assimilés aux gens de service que la loi exempte formellement de la contribution foncière (1). Ce sont donc ceux qui font partie de l'état ou de la suite des personnes ou des familles et qui sont employés par elles au service permanent des affaires de ménage, sans distinguer s'ils sont à demeure chez leurs maîtres ou non, s'ils reçoivent la nourriture dans la maison ou ailleurs ; ce sont encore les domestiques employés à la journée demeurant chez eux et servant plusieurs personnes et plusieurs familles logées séparément (2).

En d'autres termes, comme l'a dit M. Cooreman, dans la discussion de la loi sur le contrat de travail « le domestique est la personne attachée au service de la personne du maître ou aux soins du ménage ».

Il convient de remarquer que les mots « habitant avec lui » ne s'appliquent qu'aux membres de la famille et non plus aux domestiques et gens de maison. Ces derniers sont exceptés, qu'ils habitent avec le chef d'entreprise ou qu'ils n'habitent pas avec lui. C'est ainsi que la loi ne s'appliquera pas aux maga-

1. Loi du 28 juin 1822, art. 32 et suiv.

2. Rapport présenté par M. Van Conwenbergh, *rapporteur de la commission spéciale*, p. 5.

sins de détail où le commerçant travaille avec sa famille et les gens de maison (1).

Il peut arriver qu'une personne soit attachée à la fois au service d'une entreprise industrielle ou commerciale et au service du ménage de son patron. Dans ce cas il appartient au juge de décider d'après ces circonstances, lequel des deux éléments l'emporte sur l'autre. Ainsi, un ouvrier d'usine qui serait employé pendant quelques heures chaque semaine à nettoyer la maison de son patron ne cesserait pas d'être ouvrier pour devenir domestique.

Réciproquement, un domestique qui accessoirement apporterait à l'entreprise un concours exceptionnel et fortuit, par exemple, serait chargé d'une partie de la comptabilité de l'entreprise de son maître ne deviendrait pas un employé ; il en serait ainsi même s'il se trouvait occupé dans l'entreprise ; le seul jour du repos hebdomadaire donné au personnel ordinaire, alors que pendant tout le reste de la semaine, il est exclusivement confiné dans ses occupations ménagères (2).

1. *Annales parl.* Ch. des représentants, séance du 7 avril 1905.

2. Le décret d'exécution, en date du 18 novembre 1905, de la loi du 6 septembre 1905 sur le repos du dimanche dans la République argentine donne au service domestique la définition suivante : Art. 7... on entendra par service domestique l'état des personnes rémunérées, qui sont au service d'autres personnes ou familles dans le but de leur consacrer leur travail et leurs soins,

Sur ce point la doctrine et la jurisprudence françaises ont adopté la même solution.

A côté des domestiques et des gens de maison, il y a, des employés, commis, demoiselles de magasin, dont la situation paraît être intermédiaire entre celle du domestique proprement dit et celle de l'employé qui vit indépendant en dehors de son travail.

Ces personnes reçoivent de leur patron en plus d'un salaire en argent, la nourriture quotidienne, quelquefois aussi le logement, l'un et l'autre, dans certains cas. Ces situations mixtes et quasi familiales, ne sont pas rares, dans le petit commerce notamment.

Une décision ministérielle des 14 mai et 25 août 1906, est venue décider que cette catégorie de travailleurs, ne saurait être assimilée aux domestiques et gens de maison. Ces différentes personnes sont donc protégées par la loi (1) dans les mêmes conditions que les ouvriers, c'est-à-dire pour autant qu'elles sont liées par un contrat de travail qui les oblige à

sans pouvoir être employées à des fins de lucre direct, commercial ou industriel. » De cette restriction, il découle que dans l'hypothèse que nous avons envisagée et à laquelle se réfère cette note, la solution argentine est l'opposée des solutions belge et française. De même, en Virginie, la loi du 2 mars 1904, concernant le travail du dimanche dispose que : « Quiconque, fera travailler le dimanche ses domestiques à toute autre besogne que celles que réclament les soins du ménage sera passible d'une amende de 2 dollars par infraction. »

1. *Ann. parl.* Ch. des Représentants, séance du 31 mars 1905.

prêter leurs services sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise.

On peut en dire autant des voyageurs de commerce qui eux, ne travaillent pas sous la surveillance du chef d'entreprise et sont d'ailleurs, en général, liés, non par un contrat de louage d'ouvrage, mais par, un mandat.

La disposition de l'alinéa 2 de l'article 2 limite l'application de la loi aux ouvriers qui sont liés par un contrat de travail, tel qu'il a été défini par la loi du 10 mars 1900. Sont par conséquent exclus, les ouvriers indépendants qui traitent directement avec des particuliers, les ouvriers travaillant à domicile, comme les armuriers du pays de Liège, les tisserands en chambre, de la région de Verviers, les tailleurs travaillant dans les grandes villes pour les grands magasins, les ouvriers et les ouvrières travaillant à la couture du gant, les fileurs et fileuses de lin dans les Flandres très peu nombreux aujourd'hui, enfin les dentelières (20.000 environ).

D'après le recensement des industries et métiers du 31 octobre 1896, le nombre de ces ouvriers et ouvrières à domicile, n'était plus que de 120.000 au maximum, au lieu de 200.000 à l'époque du recensement de 1846.

Cette catégorie de travailleurs est exclue du bénéfice du repos hebdomadaire, car on ne peut point dire de toutes ces personnes qu'elles travaillent sous

l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise (1).

Mais les ardoisiers, plombiers, menuisiers, quoique n'étant pas comme les ouvriers des usines ou fabriques, sous le contrôle continu du chef d'entreprise, sont cependant sous sa direction, son autorité et sa surveillance.

Ils sont donc protégés par la loi.

La loi s'applique-t-elle à toutes les personnes qui sont au service des grandes entreprises, spécialement des entreprises exploitées par des sociétés, quelle que soit leur situation hiérarchique dans le personnel des entreprises? La question fut soulevée à la Chambre dans la séance du 30 mars 1905.

M. Van Limburg-Styrum demanda si les directeurs sous-directeurs, administrateurs délégués des sociétés anonymes qui ne sont pas à proprement parler des chefs d'entreprise puisqu'ils sont placés sous l'autorité suprême du Conseil d'administration, mais qui, en fait, ont la plus grande responsabilité dans la gestion des affaires journalières, tombaient sous l'application de la loi (2).

A quoi le rapporteur de la commission, M. Van Cauwenbergh répondit, à la séance du 31 mars, que

1. *Ann. parl.* Ch. des représentants. Séance du 26 janvier 1905.

2. *Ann. parl.*, Ch. des représentants. Séance du 31 mars 1905, p. 1139.

la loi ne s'appliquait qu'aux personnes qui doivent être protégées.

Or, dit-il, ce ne sont pas des fonctionnaires supérieurs, des sociétés anonymes qui ont besoin de cette protection, car ces personnes exercent plutôt l'autorité et commandent au lieu d'obéir. (1).

M. Van Cauwenbergh déclare donc nettement que la loi ne s'applique pas au haut personnel des grandes entreprises mais, il néglige de dire d'une manière précise où se trouve la limite.

Personne, remarque-t-il, ne considérera comme ouvriers ou employés, les directeurs et administrateurs des sociétés anonymes. C'est évident; il s'agit là de représentants, de mandataires plutôt que d'employés. Chargés de la gestion journalière de l'entreprise, ils sont dépositaires d'une grande partie de l'autorité et doivent être, en somme, assimilés à des chefs d'entreprise.

L'opinion de la doctrine française sur cette question est identique (2).

1. *Ann. parl.*, Ch. des représentants, séance du 30 mars 1905, p. 1139.

2. J. Boistel, *Manuel pratique pour l'application de la loi sur le repos hebdomadaire*, p. 34. Paris 1906. Chaix, édit. Sont soustraites à l'application de la loi «les personnes exerçant une véritable direction et ayant l'autorité nécessaire pour donner ou refuser le repos hebdomadaire au personnel de l'établissement. Il serait absurde, dans ce cas, de considérer ces directeurs ou gérants comme soumis eux-mêmes à l'obligation du repos hebdomadaire».

La solution est moins évidente pour les sous-directeurs d'entreprises, les chefs d'ateliers, les comptables, les ingénieurs, ainsi que pour les directeurs d'entreprises exploitées par des particuliers. On peut dire qu'il s'agit ici d'une question de fait. Quelle est la situation réelle de l'intéressé. Celui-ci est-il, en fait, un simple subordonné ou participe-t-il à la direction de l'entreprise ? Possède-t-il une certaine responsabilité, ou ne fait-il qu'exécuter les ordres qui lui sont donnés ?

En un mot, pour rappeler les paroles de M. Van Cauwenbergh commande-t-il plutôt qu'il n'obéit ?

Sous réserve de ce qui précède, il semble que les sous-directeurs, les chefs d'ateliers, les comptables, ainsi que les directeurs d'entreprises exploitées par des particuliers, doivent être *présumés* investis d'une mission de direction et, à ce titre, échapper, en principe, à l'application de la loi.

Au contraire, les ingénieurs, qui ne sont généralement que de simples collaborateurs techniques, n'intervenant pas autrement dans la gestion de l'entreprise, doivent, en principe, être considérés comme soumis à la loi.

Quant aux surveillants et aux contremaîtres, ils sont incontestablement soumis à la loi, au même titre que les simples ouvriers. Ce dernier point a été

tranché expressément dans le rapport de la commission (1).

§ 3. — *Travaux qui échappent à la loi*

L'article premier, nous l'avons vu, dit que la loi ne s'applique point : 1° aux entreprises de transport par eau ; 2° de pêche ; 3° aux entreprises foraines.

L'article 3, a pour objet de permettre certains travaux le dimanche, mais il défend de faire travailler les ouvriers de l'entreprise aux autres travaux, ce jour-là. C'est en définitive l'application du vieil adage. *Impossibillum, nulla est obligatio*.

C'est la nécessité dans laquelle on se trouve d'exécuter ces travaux sans aucun retard qui légitime et justifie l'exception à la règle générale. C'est ce qui ressort nettement du dernier alinéa de l'article 3 ainsi conçu :

Ils (les travaux) ne sont autorisés que pour autant que l'exploitation normale de l'entreprise ne permette pas de les exécuter un autre jour de la semaine.

Ainsi le 4° du même article permet les travaux qu'il est nécessaire d'exécuter pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits. Le cas peut se présenter, pour eux, dans l'industrie

1. Voir le Rapport, p. 6.

de la malterie ou de la brasserie. Mais il ne suffira pas de faire valoir, pour échapper à la loi, que les grains pourraient se gâter ou fermenter si on ne les travaillait pas immédiatement, il faudra encore établir que ce travail n'aurait pu être normalement exécuté, un autre jour de la semaine (1).

Comme l'a déclaré le ministre de l'Industrie et du Travail, les cas de nécessité absolue sont seuls pris en considération.

L'article 3, a une grande importance, et c'est pour ne point en avoir compris la portée que beaucoup de pétitions sont parvenues aux Chambres, lors de la discussion.

Vouloir introduire le repos du dimanche d'une façon générale, absolue, est une utopie, et il n'est jamais entré dans l'idée du gouvernement ni de la commission spéciale d'établir une règle semblable.

L'article 3 le prouve surabondamment.

L'interdiction édictée dans le premier alinéa de l'article 2 ne s'applique pas :

1° Au travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise.

Ainsi, si un accident survient à des machines, on pourra les réparer le dimanche ; de même on pourra

1. *Ann. parl.* Ch. des Représentants séance du 31 mars 1905, p. 1132.

exécuter les travaux que nécessitent des mesures urgentes d'hygiène et de sécurité.

Mais, ici encore, il doit être entendu que la nature technique des opérations industrielles peut seule être envisagée. De même, lorsqu'on parle de « nécessité », il ne peut s'agir du travail qu'un industriel croirait nécessaire de faire le dimanche pour éviter un préjudice ou s'assurer un avantage (1).

Les nécessités économiques ne peuvent donc point entrer en compte. Ainsi, si dans une usine se produit un bris de machine occasionnant par suite un chômage forcé, le patron, pour satisfaire aux commandes en temps voulu, ne pourra pas faire travailler, le dimanche afin de rattraper le temps perdu. Le gouvernement avait proposé de laisser travailler dans ce cas, le dimanche, moyennant autorisation. Mais cette proposition ne fut pas admise :

2° A la surveillance des locaux affectés à l'entreprise. Ce sont là, en effet, des occupations qui ne peuvent jamais être interrompues ;

3° Aux travaux de nettoyage, de réparation et de conservation nécessaires à la continuation régulière de l'exploitation, ni aux travaux autres que ceux de la production, dont dépend la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant.

1. *Ann. parl.* Ch. des Repr., séance du 9 février 1905.

Le cas, qui se présente notamment dans ces conditions, le plus typique à citer est celui des mines de charbonnages.

Dans l'exploitation d'une houillère le travail qui est continu, se fait, au moyen de deux équipes, l'une de jour, l'autre de nuit. L'équipe de jour ne peut pas travailler si, au préalable l'équipe de nuit, n'a pas terminé sa besogne et *vice versa*. Les ouvriers de jour sont ceux qui travaillent à la production ; ils descendent dans la matinée à des heures qui varient quelque peu, selon les régions, et ils remontent dans le courant de l'après-midi. En règle générale, ils travaillent tous les jours de la semaine, samedi compris, de 6 heures du matin à 6 heures du soir ; ils ne travaillent pas le dimanche.

« Le problème de l'exploitation d'une houillère revient essentiellement à découper, à l'aide de galeries, la couche de charbon en tranches régulières ou *piliers*, puis à procéder au déhouillage de ces piliers, le charbon étant remplacé par du remblai, au fur et à mesure de son enlèvement.

Le poste de jour comporte le *travail à la veine*, c'est-à-dire l'abattage de la houille, le *boutage* ou transport de la houille du chantier jusqu'aux voies de roulage allant au puits d'extraction, et le *boisage*, c'est-à-dire l'établissement des travaux de soutènement. Quand l'équipe de jour remonte, l'équipe de nuit descend.

Au poste de nuit revient le *traçage*, qui a pour but d'ouvrir

des galeries de circulation et de tracer des tailles d'abatage, le remblayage des piliers déhouillés à l'aide des matériaux stériles, pierres, schistes, enfin les manutentions accessoires, entretien des voies et du matériel, remonte au jour des stériles en excès, etc. (1).

L'équipe de nuit, descendue le samedi soir vers six heures, ne remonte que le dimanche vers six heures du matin..

Il est évident que le 3^e de l'article 3 s'applique aux charbonnages; le travail du poste de nuit est permis, le dimanche, parce qu'il consiste en besognes préparatoires qui sont indispensables pour que le poste de jour puisse recommencer le travail de production, le lundi à six heures du matin (2).

Le 3^e de l'article 3 doit être interprété d'une façon large. Cela résulte de la déclaration faite au Sénat, à la séance du 30 juin 1905, par M. le rapporteur Clacys-Boüüaert :

Je pense qu'il convient, sous ce rapport, d'entendre la loi dans un sens très large. Quand la loi parle de la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant, vous ne pouvez pas envisager seulement les travaux strictement indispensables pour le travail du lendemain, vous devez considérer tous les

1. J. Izart, *La Belgique au travail*. Paris, édit. Pierre Roger, p. 34.

2. *Ann. parl.* Chambre des Représ., séance du 29 juin 1905.

travaux nécessaires pour la continuation régulière de toute l'exploitation. Il me semble que c'est dans ce sens que la loi doit être entendue ; pour ma part, je n'hésite pas à la comprendre ainsi..., je veux dire que la reprise du travail ne doit être contrariée en aucune façon.

L'article 3 peut être nécessaire aux entreprises commerciales comme aux industrielles. A ce sujet, M. Verspreuwen a fait connaître au Sénat certaines pratiques du commerce de bois et du commerce de grains qui justifient l'exception. C'est ainsi que les marchands de bois convoquent leurs employés le dimanche afin de leur donner les instructions qu'ils auront à transmettre le lundi de grand matin aux corporations chargées de la manutention des bois. Le travail qui consiste à prendre, le dimanche soir, des instructions à transmettre le lundi matin est nécessaire à la reprise régulière de la vente ; il rentre donc dans le cas de l'article 3, 3°, pour autant qu'il est nécessaire à la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant et qu'il ne peut être exécuté un autre jour de la semaine.

4° Aux travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits.

Cela se voit par exemple dans des râperies et les sucreries. Dans ces industries, il y a impossibilité, sous peine d'une perte quasi-totale d'interrompre les diverses phases de la transformation de la betterave en sucre, la diffusion, la carbonatation, l'éva-

poration, la cuite en grains, ensemble d'opérations qui se suivent et s'enchaînent inséparablement (1).

S'il fallait chômer le dimanche complet dans une sucrerie, on serait obligé de cesser le travail le vendredi soir, pour recommencer à grand frais le lundi matin (2).

Les travaux prévus au présent article peuvent être effectués soit par les ouvriers de l'entreprise où ils sont exécutés, soit par ceux d'une entreprise étrangère.

Cette disposition était nécessaire. Il peut arriver en effet qu'un établissement ne possède pas de personnel capable d'effectuer une réparation provenant par exemple d'un accident survenu à la machinerie.

Lors de la discussion du projet, M. Bertrand avait proposé de supprimer les mots « soit par ceux d'une entreprise étrangère ». Il espérait ainsi empêcher les patrons d'une même industrie de s'entendre pour faire effectuer chacun les travaux de nettoyage et de réparation par les ouvriers du voisin, et réciproquement, le jour où ces ouvriers auront congé.

Mais cette suppression ne fut point acceptée. Au point de vue du résultat, cela revient au même, il y a toujours le même nombre d'ouvriers employés exceptionnellement le dimanche. Du reste, il faut bien permettre à l'établissement qui ne possède pas

1. *Ann. parl.* Sénat, séance du 29 juin 1905.

2. *Ann. parl.* Chambre des Représ., séance du 31 mars 1905.

les ouvriers capables de faire ces travaux, de recourir dans ce cas, aux ouvriers d'un autre établissement.

M. Giroul proposa d'ajouter à l'article 3 un paragraphe 5, ainsi conçu :

Sont exclues de la présente loi, les industries qui utilisent les produits de la terre aussitôt après leur enlèvement (sucreries râperies... etc.); les industries saisonnières (briqueteries, etc.).

M. Giroul défendait son amendement en disant que ces industries devaient nécessairement travailler sans chômer et cela à cause de la nature des produits prompts à détérioration. Et il ne pourrait être question de surmenage chez les ouvriers employés à ces industries, car ce sont presque toujours des ouvriers ne se livrant au travail industriel que pendant un court espace de temps, du 1^{er} octobre au 1^{er} décembre, par exemple, pour les sucreries ; le restant de l'hiver, ils chôment presque toujours.

Mais le ministre de l'Industrie et du Travail fit remarquer que, outre le n° 4 de l'article 3, l'article 5 de la loi donnait satisfaction complète aux industries dont le sort préoccupait M. Giroul.

Le chef d'entreprise qui use de la faculté inscrite dans l'article 3 ne doit remplir aucune formalité. Le projet primitif de la commission spéciale portait qu'il devait informer l'inspecteur du travail dans les vingt-

quatre heures, mais cette disposition n'a pas été maintenue.

Les travaux énumérés à l'article 3 ne donnent pas lieu au repos compensatoire ; les ouvriers employés à ces travaux n'ont droit à aucun jour de repos. Cela s'explique.

En ce qui concerne la surveillance des locaux affectés à l'entreprise (art. 3-2°) il ne s'agit point d'un travail exigeant une grande dépense de force. Les travaux urgents, commandés par un cas de force majeure (art. 3-1°), ce sont des travaux accidentels qui n'arrivent que fort rarement. Quant aux travaux de nettoyage, de réparation (art. 3-3°) et à ceux qui sont nécessaires pour empêcher les détériorations (art. 3-4°), ils ne demandent en général qu'une courte durée.

En somme, ces exceptions n'apportent pas une grave atteinte à l'action bienfaisante de la loi.

CHAPITRE IV

DES EXCEPTIONS AU REPOS DOMINICAL

Nous venons de déterminer quelles sont les entreprises, les personnes et les travaux que régit la loi sur le repos dominical. Même dans ces limites restreintes, il était impossible d'appliquer dans tous les cas, sans atténuation, la double règle de l'article 2 : *on ne peut faire travailler plus de six jours par semaine. Le repos hebdomadaire est fixé au dimanche.* Il ne peut être question, en effet, de suspendre entièrement la vie économique de la nation un jour par semaine. Il fallait donc prévoir d'inévitables exceptions.

Pour donner une idée à peu près complète du régime organisé par la loi de 1905 sur ce point, nous étudierons successivement :

1° Les exceptions aux deux règles de l'article 2, celles-ci sont permanentes ou temporaires, elles peuvent être étendues à d'autres industries par arrêté royal ;

2° Les exceptions qui réduisent la durée du repos

hebdomadaire, mais conservent la fixation au dimanche du demi-jour de repos ;

3° Les exceptions à la règle fixant à minuit le commencement du repos ;

4° Les règles spéciales introduites en faveur des femmes, des enfants et des adolescents.

PREMIÈRE SECTION

EXCEPTIONS A LA DOUBLE RÈGLE DE L'ARTICLE 2

Nous avons déjà dit que ces exceptions pouvaient être permanentes ou temporaires. Nous les étudierons successivement.

§ 1. — *Exceptions permanentes*

De nombreuses entreprises — l'article 4 qui les énumère les range en 12 catégories — sont autorisées à employer leurs ouvriers au travail treize jours sur quatorze, ou six jours et demi sur sept. Le jour ou les deux demi-jours consacrés au repos par quinzaine ne doivent pas être nécessairement fixés au dimanche, ni être les mêmes pour tous les ouvriers ou employés d'une entreprise. Le demi-jour de repos doit être pris soit avant, soit après 1 heure de

l'après-midi, la durée du travail ne pourra excéder cinq heures.

Ce régime de repos atténué (1) s'applique aux entreprises où, pour des motifs divers, le travail ne peut être interrompu aucun jour de l'année. Parmi celles-ci, il faut citer :

1° Les industries alimentaires, dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation, les magasins vendant des comestibles ou des denrées alimentaires, les entreprises d'éclairage, de distribution d'eau, les pharmacies, etc., qui toutes répondent à des besoins qui doivent être satisfaits tous les jours, même le dimanche.

2° Les hôtels, restaurants, débits de tabac, bains publics, entreprises de journaux, dont les besoins se font particulièrement sentir le dimanche ;

3° Les agences d'information et les bureaux de placement qui ne peuvent jamais être fermés pendant la semaine ;

4° Enfin, certaines industries qui, à raison de leur nature technique, ne souffrent ni interruption, ni retard par an, les *hauts-fourneaux*.

De toutes ces entreprises, nous ne retiendrons que celles qui ont donné lieu à discussion, lors de l'élaboration de la loi.

1. Un repos semblable existe dans les lois autrichienne et allemande et dans la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants.

La première catégorie comprend les industries alimentaires dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation. Il appartiendra au juge de prononcer si tel produit alimentaire tombe sous le coup de la loi.

On a cité à la Chambre, comme type de ces industries, la pâtisserie, la charcuterie et les glaciers ; on est tombé d'accord pour ne pas y comprendre la chocolaterie et la confiserie proprement dites. Un long débat a surgi au sujet de la boulangerie M. Vandewelde proposait d'ajouter au texte les mots suivants « autres que les boulangeries » mais son amendement fut repoussé. La boulangerie est donc rangée parmi les industries soumises au régime de l'article 4 (1).

Une observation capitale s'impose ici : cette exception vise les *industries alimentaires* et non le commerce des denrées alimentaires.

Ce commerce est soumis au n° 2 de l'article 4 qui s'applique à toutes les entreprises ayant pour objet la vente au détail des comestibles et denrées alimentaires.

Donc, tous les boulangers et pâtissiers pourront vendre le dimanche tous leurs produits, de même que les bouchers, poissonniers, marchands de légumes, etc., à la condition d'accorder à leur per-

1. *Ann. parl.* Ch. des Représ., séance du 5 avril 1905, p. 1176.

sonnel chargé de la vente un jour ou deux demi-jours de repos par quinzaine.

Les établissements de bains publics sont mentionnés au n° 6 de l'article 4. On doit entendre par bains publics — un doute avait surgi dans certains esprits et la question a été posée à plusieurs reprises — les bains de mer et tous les établissements de bains ouverts au public, qu'ils soient exploités par des particuliers ou par des communes (1).

Le n° 10 de l'article 4 ne vise les transports, chargements et déchargements, que pour autant que ces opérations forment l'objet propre, spécial de l'entreprise. On ne pourrait l'appliquer si le transport formait l'accessoire d'une autre industrie ou commerce. Dans ce cas, l'opération accessoire suit le sort de l'entreprise principale. Ainsi les services de transport d'une exploitation agricole, notamment, suivent le sort de l'entreprise elle-même et échapperont entièrement à la loi. Le transport, par un magasin de détail des objets achetés, jusqu'au domicile des clients, sera soumis au régime du magasin de détail, et pourra fonctionner de 8 heures du matin à midi, tandis qu'il devra être suspendu durant toute la journée du dimanche dans les maisons de gros (2).

La dernière catégorie d'entreprises que l'article 4

1. *Ann. parl. Ch. des Représ.*, séance du 5 avril 1905, p. 1176.

2. Dans ce sens le traité de Morel et de Nimal, p. 41.

soumet au régime atténué comprend « les industries dans lesquelles le travail, à raison de sa nature, ne souffre ni interruption ni retard ».

Cette rédaction a été empruntée à la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants (art. 7. Voir note p. 19).

Il résulte d'une déclaration de M. Francotte ministre de l'Industrie et du Travail, à la séance du Sénat du 29 juin 1905, que le régime atténué de l'article 4 s'applique en première ligne à toutes les industries qui ont fait l'objet d'un arrêté royal, en vertu des deux premiers alinéas de l'article 7 de la loi du 13 décembre 1889 (1).

Voici la liste de ces industries :

Glacerie, pour la coulée des glaces ; cristallerie et gobeletterie, pour la fabrication des tuiles en verre et autres travaux analogues qui nécessitent l'emploi de verre reposé ; verrerie, pour le travail aux fours à bassins ; étenderies et fours à pots ; fabrication du coke ; usines métallurgiques régies par la loi de 1910 pour l'alimentation des hauts-fourneaux et le travail des fours à zinc.

La plupart de ces industries n'ont bénéficié d'une dispense, au point de vue de l'article 7 de la loi de 1889, que pour certains travaux spéciaux.

Malgré cela, le régime atténué de l'article 4

1. *Ann. parl.* Sénat, séance du 29 juin 1905, p. 683.

s'applique à l'ensemble des travaux que ces industries comportent. Ainsi, en ce qui concerne l'industrie de la glacerie, le régime atténué ne s'applique pas seulement à la coulée des glaces, mais à tous les autres travaux de l'entreprise, notamment au polissage (1).

Les usines métallurgiques régies par la loi de 1910 comprennent : les hauts-fourneaux, les fabriques de fer, les aciéries, les usines à ouvrer le fer, l'acier et le cuivre, les fonderies de minerais de zinc, de plomb et éventuellement d'autres métaux, les usines pour l'extraction de l'argent, du plomb, ainsi que les ateliers des services accessoires qui en dépendent.

L'article 6 de la loi du 13 décembre 1889 relatif au travail de nuit, prévoit également qu'un arrêté royal pourra autoriser l'emploi de certaines personnes protégées après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin, à des travaux qui en raison de leur nature ne peuvent être interrompus ni retardés, ou ne peuvent s'effectuer qu'à des heures déterminées. Les travaux qui ont fait l'objet d'un arrêté en vertu de cette disposition, sont-ils aussi soumis au régime atténué de l'article 4 ?

La question a été résolue dans le sens de l'affirmative par M. Francotte à la même séance du Sénat.

Cela étant, il y a lieu d'ajouter à l'énumération

1. *Ann. parl.* Sénat, séance du 29 juin 1905, p. 683.

précédente les industries ci-après : fabrication du papier, fabrication du sucre, laminoirs à zinc, fabrication des produits émaillés, fabrication des conserves de poissons.

Les industries qui ont fait l'objet d'arrêtés (1) pris en vertu des articles 6 et 7 de la loi de 1889, ne sont pas les seules qui bénéficient du régime atténué de l'article 4, en raison de nécessités techniques. Ce régime est encore applicable toutes les fois que dans une industrie, le travail, à raison de sa nature, ne souffre ni interruption ni retard.

Seulement, s'il n'y a pas d'arrêté, la preuve de la nécessité technique incombera au chef d'entreprise. Il ne suffirait pas d'ailleurs que celui-ci invoquât des travaux prévus à l'article 3 (3° ou 4°) comme, par exemple, des travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou produits, attendu que ces travaux sont, dans tous les cas, complètement exclus de l'application de la loi. Il faut qu'il démontre que son industrie comporte des travaux autres, qui, en raison de leur nature, ne souffrent ni interruption ni retard.

Cette thèse est conforme au texte, puisque celui-ci n'exige nullement que les industries visées aient fait l'objet d'un arrêté quelconque ; elle est en outre

1. Tous ces arrêtés sont reproduits dans le *Code du travail* de Jules Destrée et Max Hallet. Bruxelles, Lamartin, 1904, p. 271 et suiv.

implicitement confirmée par la déclaration suivante du ministre du Travail :

Il y a un grand nombre de cas où il ne dépend pas de moi, où il ne dépend pas non plus des tribunaux, de dire que dans telle industrie, le travail ne souffre ni interruption, ni retard, et cela par cette raison que cette industrie est d'avance classée comme telle. Et ce classement a eu lieu en vertu de cette loi de 1889 dont je parlais tout à l'heure (1).

L'article 4 énumère les entreprises qu'il convient évidemment de soumettre au régime atténué. Il est possible qu'un examen ultérieur permette de constater que certaines autres industries doivent également bénéficier de ce régime. Dans ce cas, la disposition de l'alinéa premier de l'article 5 permettra de de suppléer à l'insuffisance de l'énumération de l'article 4.

L'article 5 est ainsi conçu :

Le roi peut étendre le régime de l'article précédent à toutes les autres catégories d'entreprises industrielles ou commerciales qui, soit pour des motifs d'utilité publique, soit à raison de nécessités locales ou autres comportent habituellement le travail pendant tout ou partie de la journée du dimanche.

Il est à remarquer que pour certaines catégories d'entreprises, le régime atténué ne se justifiera que

1. *Ann. parl.* Sénat. Séance du 29 juin 1905, p. 683.

dans une certaine mesure ou moyennant certaines restrictions. Le roi, en les admettant au bénéfice du régime atténué, pourra entourer son autorisation de toutes les restrictions et conditions qu'il jugera convenables.

Ainsi procédera-il éventuellement en ce qui concerne les magasins de détail dans les localités balnéaires. Il va de soi que si le roi fait usage en leur faveur du droit que lui confère l'article 5, il ne leur permettra de bénéficier du régime atténué que pendant la saison.

Les deux derniers alinéas de l'article 4 précisent le régime de repos atténué établi par l'alinéa premier.

Dans les industries soumises à ce régime, le chef d'entreprise n'a pas seulement le choix entre les deux alternatives prévues à l'alinéa premier et qui consistent à fixer un jour de repos par quinzaine ou un demi-jour de repos par semaine. La loi lui permet aussi de fixer deux demi-jours de repos par quinzaine, en ce sens qu'il peut accorder ces deux demi-jours de repos pendant une des deux semaines qui composent la quinzaine, et n'accorder aucun repos l'autre semaine.

Toutefois, les chefs d'entreprise sont tenus d'indiquer dans leurs règlements d'atelier, la manière dont le repos est organisé. Ils ne pourront donc y apporter de changement qu'en se conformant aux articles 7 et suivants de la loi de 1896.

Il résulte des dispositions du dernier alinéa que lorsqu'un dernier jour de repos est accordé, le travail, ce jour-là, ne pourra excéder cinq heures et qu'il devra avoir lieu soit le matin avant 1 heure de l'après-midi, soit l'après-midi, après 1 heure ; Ainsi, s'il a lieu le matin, il pourra commencer à 8 heures pour finir à 1 heure ; il pourra aussi commencer plus tôt, par exemple à 7 heures pour finir cinq heures après, à midi. De même, si le travail a lieu l'après-midi, il pourra commencer à 1 heure pour finir à 6 heures ; il pourra aussi commencer plus tard pour finir pareillement après une durée de cinq heures.

Si le travail du demi-jour de repos comporte des moments de repos, il n'y a pas lieu de tenir compte de ceux-ci dans le calcul du maximum de cinq heures ; ce maximum porte sur cinq heures de travail *effectif*.

La loi n'admet pas le repos compensatoire complet pour les entreprises énumérées à l'article 4. Les ouvriers et employés n'auront qu'un jour sur quatorze ou un demi-jour sur sept. La raison de cette mesure est qu'on ne peut méconnaître ni les nécessités de l'industrie, ni l'organisation rationnelle du travail industriel, ni les exigences des petits patrons.

Le régime du repos d'un jour sur quatorze est indispensable pour toutes les industries où le travail est organisé par équipes, à moins d'augmenter le personnel dans une proportion considérable.

« En conformité de la circulaire ministérielle du

31 octobre 1906, concernant les industries à feu continu, on peut admettre que les ouvriers travaillant par équipes, jouissent d'un demi-jour de repos, lorsqu'ils sont dispensés de travailler pendant dix-huit heures consécutives.

Dans ces industries, le demi-jour de repos ne doit donc pas être nécessairement pris, soit avant, soit après 1 heure de l'après-midi ; on en déduit que un jour de repos équivaut à une interruption de travail de vingt-quatre heures consécutives, lesquelles ne doivent pas coïncider avec le jour astronomique allant de minuit à minuit.

Dans plusieurs usines l'alternement se faisait autrefois toutes les deux semaines par la présence de chaque équipe pendant dix-huit heures consécutives. Ce système a dû être abandonné comme ne satisfaisant pas aux prescriptions légales et il a été remplacé par un des trois modes suivants : 1° alternement tous les sept jours ou tous les quatorze jours ; douze heures de présence et intervention d'équipes volantes ; 2° emploi d'hommes supplémentaires remplaçant successivement tous les ouvriers et non pas toute une équipe à la fois ; 3° alternement toutes les semaines, dix-huit heures de présence sans aucun secours.

Dans le premier cas, les équipes volantes sont généralement formées parmi les hommes d'atelier ou de cour travaillant exclusivement le jour et dont la

besogne est arrêtée le dimanche ; la brigade de secours intervient pendant douze heures au moment de l'alternement, de façon à assurer à chaque équipe régulière un repos de vingt-quatre heures.

Dans le deuxième cas, les hommes supplémentaires remplaçant successivement tous les ouvriers, par exemple, trois le lundi, trois le mardi, trois le mercredi, et ainsi de suite, de façon qu'après quatorze jours, tous aient été remplacés au moins une fois pendant vingt-quatre heures consécutives. Le nombre des hommes supplémentaires doit être suffisant pour remplacer les autres tout en jouissant eux-mêmes du repos légal.

Le troisième cas est le plus simple : deux équipes sans aucune intervention.

Le système des trois huit est également appliqué.

Dans ce cas, les trois équipes se succèdent de huit heures en huit heures et l'alternement a lieu le dimanche par la présence de deux équipes chacune pendant douze heures. Les repos journaliers sont de seize heures pendant six jours, vingt heures le septième jour, et vingt-quatre heures le vingt et unième jour (1). »

Il faut donc de toute nécessité et sous peine de

1. V. Rapport annuel de l'inspection du travail, année 1906 p. 22.

grever l'industrie d'une charge démesurée, que la loi consacre ce qui se fait dans la pratique et substitue le repos d'un jour sur quatorze au repos d'un jour sur sept.

Le demi-jour de repos sur sept, au contraire, concerne les petites industries, notamment celle de l'alimentation : un patron boulanger ou pâtissier ne peut en général se passer du concours de ses ouvriers pendant toute la journée du dimanche ; il arrive fréquemment que le patron n'a qu'un seul ouvrier, il serait vraiment excessif de ne pas lui permettre de faire travailler cet ouvrier pendant une partie de la journée du dimanche, alors surtout que le travail est plus intense ce jour-là. Enfin, à côté des industriels, il y a le public qu'il ne faut pas vexer inutilement : ce qui arriverait dans une foule de cas, si le repos était complet.

Devant ces nécessités il était urgent de s'incliner.

Telles sont les considérations que fit valoir à la Chambre, à la séance du 3 février 1905, le ministre du Travail. Elles emportèrent finalement le vote de l'article 4 conçu dans les termes que nous avons exposés.

Cependant le repos compensatoire complet rencontra tant à la Chambre qu'au Sénat, de sérieux partisans. Il était prévu dans les propositions de MM. Helleputte et Destrée dans l'avant-projet élaboré

par le Conseil supérieur du travail et dans le projet primitif de la commission.

Au cours de la discussion, MM. Vanderwelde et Sélys-Longchamps déposèrent des amendements en ce sens.

Les partisans de ce système firent valoir devant les Chambres que si le repos ne pouvait être fixé au dimanche pour tout le monde, il n'y avait aucun motif de ne point accorder un autre jour de repos pendant la semaine. L'hygiène sociale, dirent-ils, le demande, pour ces ouvriers et employés comme pour les autres. Certes il est indéniable que les arguments que l'on a fait valoir en faveur du repos hebdomadaire complet s'appliquent à tous les ouvriers et employés, mais les Chambres se sont trouvées en face de deux intérêts également respectables à concilier : celui des ouvriers d'une part, celui des industriels et des commerçants d'autre part, les ouvriers faisant valoir leur droit au repos compensatoire complet, les chefs d'entreprise exposant les nécessités occasionnées par la situation spéciale de certaines industries et de certains commerces. C'est dans un esprit de transaction que le régime du repos atténué a été adopté.

§ 2. — *Exceptions temporaires*

Dans certaines entreprises, les ouvriers et employés peuvent être occupés au travail pendant le septième

jour tout entier, mais seulement douze fois par année.

Ces entreprises sont celles où il est fait usage de l'eau ou du vent comme moteur exclusif ou principal. La raison de cette exception tient à des causes naturelles qu'il est facile d'expliquer (intermittence du vent, variations du niveau des eaux).

Le législateur a voulu permettre à ces industriels de compenser, par le travail du dimanche, le préjudice qu'ils auraient pu éprouver par suite de l'interruption ou de la réduction de leur exploitation au cours de la semaine.

En ce qui concerne spécialement les établissements mus à l'aide de l'eau, on peut distinguer trois causes de réduction de la force motrice : cette réduction peut être due : 1° à des circonstances naturelles agissant périodiquement (par exemple, diminution du volume des eaux au cours de l'été, par suite de sécheresse); 2° au fait de l'homme (par exemple, une partie des eaux est détournée en vue de l'arrosage des prairies, à certaines époques); 3° au mauvais état des installations hydrauliques (défectuosités des conduites qui laissent échapper les eaux).

La loi ne fait aucune distinction ; dans tous les cas le régime du repos dominical atténué est applicable. Il n'y a pas lieu de distinguer non plus si l'établissement visé est ou n'est pas directement actionné par la force élémentaire de l'eau.

L'article 6 est également applicable si, entre les eaux et la machinerie, se trouvent installées des machines électro-dynamiques.

Quand peut-on dire qu'il est fait usage de l'eau et du vent comme moteurs principaux ? Si un établissement actionné pendant la plus grande partie de l'année par le vent ou par l'eau possède une machine à vapeur à laquelle il recourt seulement quand le vent vient à tomber, ou l'eau à faire défaut, sans aucun doute le vent et l'eau doivent être considérés comme moteurs principaux.

Pareillement, si une fabrique travaille à l'aide d'une force hydraulique de 100 chevaux-vapeur et en même temps à l'aide d'une machine à vapeur de 30 chevaux, et que la production annuelle moyenne du moteur-eau dépasse sensiblement celle de la machine à vapeur, le régime atténué sera applicable (1).

En réalité, il s'agit ici encore d'une question de fait que les tribunaux auront à apprécier en tenant compte des circonstances.

En aucun cas, il ne peut être fait usage de la faculté prévue à l'article 6 plus de quatre semaines consécutivement. Cette disposition sert de complément à celle de l'alinéa premier. Le régime instauré

1. V. en ce sens, von Landmann, *Die Gewerbeordnung* t. II, p. 79.

par la loi est donc celui-ci : les ouvriers et les employés peuvent être occupés au travail le septième jour, douze fois par an, mais jamais plus de quatre semaines de suite. Ils disposent donc d'un dimanche au moins sur cinq.

Le roi peut étendre ce régime pour le même nombre de semaines au plus :

1° Aux industries qui s'exercent seulement pendant une partie de l'année ou qui sont exploitées d'une manière plus intense, en certaines saisons.

Il s'agit ici des industries, dites saisonnières, parmi lesquelles on peut ranger les fabriques de conserves, de fruits, de légumes, la confection, les ateliers de modistes, les sucreries, etc :

2° Aux industries qui s'exercent en plein air, et dans lesquelles le travail peut être entravé par les intempéries.

Ce texte vise principalement les industries du bâtiment, les briqueteries.

La loi ne reproduit pas ici l'expression « catégories d'industries » employée dans l'article 5, pour marquer que les dispenses ne peuvent être individuelles, mais qu'elles doivent être octroyées à toutes les industries qui se trouvent dans les conditions visées par l'arrêté royal. Le ministre du Travail a déclaré à la Chambre (1) que cette différence de

1. Séance 7 avril 1905. *Ann. parl.*, Ch. des représentants, p. 1208.

rédaction n'avait aucune signification, et que dans aucun cas, il ne pouvait être accordé de dispense individuelle.

Le type de l'industrie s'exerçant seulement pendant une partie de l'année est la fabrication du sucre. Si on lui appliquait les principes formulés par M. le ministre du travail on devrait dire qu'elle est régie par l'article 4, n° 12. En effet, certain travaux de sucrerie ne souffrent ni interruption ni retard ; de plus, un arrêté royal y autorise l'emploi des femmes et des mineurs dans des conditions plus larges que celles fixées par la loi de 1889.

Cependant les discussions, à la Chambre, ne peuvent laisser aucun doute sur la volonté du législateur de soumettre les fabriques de sucre au régime de l'article 6.

S'il en résultait un inconvénient sérieux, le gouvernement pourrait les faire bénéficier de l'article 5 (1).

Le ministre du Travail a, en effet, fait les déclarations suivantes :

« Il ne peut être question de comprendre les sucreries, briqueteries, et autres entreprises analogues dans la formule du n° 12 de l'article 4, et encore celle-ci : « La question me paraît simple. J'ai dit que la disposition applicable aux

1. V. en ce sens : *Ann. parl.*, Ch. des repr., 1905, p. 1131 à 1137 et p. 1297.

En sens contraire : Mavaut et Warnotte, *op. cit.*, p. 25.

fabriques de sucre c'est l'article qui vise les industries s'exerçant pendant une partie de l'année. Comme on me faisait remarquer que ce régime n'était pas suffisant, j'ai dit qu'on pouvait faire application de l'article 5 qui porte que le roi peut établir le régime de l'article 4 à d'autres catégories d'entreprises. »

Certains travaux ne peuvent être interrompus dans les sucreries ; on ne peut ni éteindre les feux, ni boucher le four à chaux, ni arrêter les cristallatoires.

Interrompre le travail dans ces conditions ce serait rendre la bonne marche d'une sucrerie impossible. Ces travaux peuvent toujours s'exécuter le dimanche, car ils sont nécessaires, soit à la continuation régulière de l'exploitation, soit à la conservation des matières premières.

Le chef d'entreprise qui use de la faculté prévue à l'article 6 est tenu d'en informer dans les vingt-quatre heures l'inspecteur du travail ou le commissaire de l'arrondissement.

Cette information n'est soumise à aucune forme spéciale.

SECTION II

EXCEPTIONS RÉDUISANT

LA DURÉE DU REPOS HEBDOMADAIRE MAIS CONSERVANT LA FIXATION AU DIMANCHE

L'article 7 établit un repos spécial pour les ouvriers et employés des magasins de détail et pour les garçons coiffeurs.

I. — C'est surtout pour les magasins de détail (1) qu'une loi établissant le repos dominical est bienfaisante. La grande industrie travaille assez rarement le dimanche, tandis que malgré la propagande des ligues, les magasins restent ouverts pour la plupart, ce jour-là. Les résultats de l'enquête à laquelle en 1896, fit procéder M. Nyssens, le démontrent surabondamment. Sur 444 magasins inspectés, il y en avait 32 seulement qui étaient fermés le dimanche, 3 qui étaient ouverts, mais où le service était assuré par les gens de la maison, 17 où l'on travaillait régulièrement ou irrégulièrement le dimanche et 377, la très grande majorité, où l'on travaillait régulièrement le dimanche. Sur 2.857 employés occupés dans ces

1. L'article 7 ne vise que les magasins de détail dont il n'a pas été question à l'article 4.

377 magasins, 2.301 travaillaient tous les dimanches, les 556 autres n'étant libres qu'un certain nombre de dimanches dans l'année (1).

Les principes essentiels de la loi sont applicables aux entreprises régies par l'article 7 : l'interdiction ne vise que le travail que l'on fait exécuter, et non point le travail que l'on exécute soi-même. Le petit commerçant qui n'a pas d'employé ni de demoiselle de magasin peut donc vendre le dimanche ; il peut se faire aider par les membres de sa famille qui habitent avec lui, par ses domestiques ou gens de maison.

Le grand commerçant peut également vendre lui-même, avec l'aide des membres de sa famille, de ses domestiques ou gens de maison, mais il ne pourra occuper ses employés que dans les limites de l'article 7.

Cet article établit la règle que :

Les ouvriers et employés des magasins de détail autres que ceux visés à l'article 4 peuvent être occupés au travail le dimanche de 8 heures du matin à midi.

Presque tous les pays d'Europe ont pris des mesures analogues, pour protéger ces employés. D'après la loi belge, ils sont libres le dimanche :

1. Ces résultats sont consignés au vol. IV de l'*Enquête sur le travail du dimanche*. Voir aussi, *Ann. parl.*, Chamb. des représentants, séance du 9 février 1905.

1° de minuit à 8 heures du matin ; 2° de midi à minuit. Ils ne peuvent donc être occupés que pendant quatre heures le dimanche. C'est le chiffre sur lequel, après discussion, on est tombé d'accord, les uns demandent une plus longue journée de travail, les autres une plus courte.

Un amendement de M. Wandervelde fixait cinq heures de travail et accordait le repos compensatoire, soit d'une journée par quinzaine, soit d'une demi-journée un autre jour de la semaine. Un amendement de la commission proposait un système analogue.

Ce qu'il y a d'important à retenir ici, c'est que les ouvriers et employés des magasins de détail sont libres le dimanche après midi. Permettre en effet au chef d'entreprise de fixer le repos à son gré, soit le matin, soit l'après-midi aurait eu pour résultat, dans beaucoup de cas, de rendre illusoire le repos du dimanche. Sans doute, la disposition de l'article 7 n'accorde pas, un repos complet, mais, dans l'état actuel du commerce, il était impossible d'accorder davantage. Il importe, en effet, de ne pas mécontenter le public ; ce qui aurait rendu la loi impopulaire et compromis la cause du repos dominical.

D'autre part, certaines personnes ne peuvent faire leurs achats que le dimanche : ce sont les ouvriers et les campagnards, qui, les jours ouvrables, sont à la besogne. La loi a dû tenir compte de cette situation

particulière du commerce de détail. Cependant, il est permis d'espérer que le repos des employés sera de plus en plus étendu, au fur et à mesure que l'application de la loi aura modifié les habitudes du public.

II. — L'article 7 met les salons de coiffure sur la même ligne que les magasins de détail. Cette solution ne donna pas satisfaction aux patrons coiffeurs qui trouvèrent en M. Verbeke, un interprète au Sénat. Ce sénateur demanda que les établissements de coiffure fussent compris dans l'énumération des entreprises soumises au régime atténué de l'article 4, et déposa un amendement en ce sens. Cet amendement ne reçut pas l'adhésion du ministre du Travail qui se borne à faire remarquer que si des griefs sérieux venaient à être articulés, le gouvernement trouverait dans l'article 5 le moyen d'y faire droit, puisqu'il lui appartenait, en effet, d'étendre par arrêté royal le régime de l'article 4 (1).

Au cas où le gouvernement traduirait en fait cette solution, les patrons coiffeurs auraient le choix entre deux alternatives : ils pourraient, ou bien occuper leur personnel le dimanche, non pas seulement de huit heures à midi, mais de huit heures à une heure ou de sept heures à midi, ou bien faire travailler le personnel toute la journée du dimanche, sauf à lui donner un demi-jour de repos par semaine, ou un

1. *Ann. parl.*, Sénat, 1905, p. 706.

jour par quinzaine. Il importe toutefois de remarquer que le roi pourrait n'accorder que partiellement le bénéfice atténué de l'article 4, en lui imposant, par exemple, un repos compensatoire d'un jour entier par semaine.

III. — « Un arrêté royal, peut, à raison de nécessités particulières, autoriser les magasins de détail (autres que ceux visés à l'article 4) et les coiffeurs d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes à employer leur personnel au travail le dimanche, soit à d'autres heures, soit pendant un plus grand nombre d'heures » (art. 7, al. 3).

Le texte primitif portait « circonstances ». A la demande de M. Woeste, on a remplacé ce terme par le mot « nécessités ». Il n'y a, en effet, ainsi que le motif « nécessité » qui puisse priver les ouvriers et employés dont il s'agit de leur repos, soit avant huit heures du matin, soit après-midi, soit pendant un plus grand nombre d'heures.

D'autre part cette expression plus étroite donne au gouvernement une latitude moins grande.

L'exception posée à l'article 7 se justifie très bien. Le syndicat des patrons-employés et voyageurs de Namur a montré que pour les magasins de détail, les ventes faites le dimanche s'élèvent à plus du tiers des ventes totales de la semaine et que si l'on compare les ventes de l'après-midi du dimanche à celles du matin, on constate que les premières sont en

rapport avec les dernières dans la proportion de cinq à sept contre un. Dans d'autres localités de la province de Namur et dans plusieurs du Luxembourg il peut exister des raisons sérieuses pour que l'on préfère employer le personnel au travail l'après-midi plutôt que le matin.

Dans les stations balnéaires comme dans d'autres localités, il peut se produire que, pendant la bonne saison, le nombre d'étrangers soit tellement considérable que quatre heures ne suffisent point pour servir la clientèle des magasins de détail. Cette même situation peut se présenter à l'approche de certaines fêtes patronales ou locales; la Saint-Nicolas, les kermesses locales..., etc.

Pas plus que pour les entreprises industrielles ou commerciales, le roi ne peut accorder d'autorisations individuelles. L'autorisation donnée s'étendra par conséquent à tous les magasins de détail et à tous les salons de coiffure de telle commune ou d'un groupe de communes.

M. Carton de Wiart avait proposé la manière suivante : l'autorisation dont il est parlé à l'article 7, serait donnée par arrêté communal plutôt que par arrêté royal.

A son avis, le pouvoir communal était mieux placé pour n'admettre des exceptions qu'à bon escient, et sous le contrôle direct de l'opinion

publique, il aurait soin de prendre en considération uniquement les intérêts locaux.

M. de Ponthière ajoutait que pour répondre exactement aux nécessités du commerce et aux habitudes variables du public, rien ne valait mieux qu'un règlement local fixant l'ouverture des magasins et le temps pendant lequel le public sera admis.

Le ministre du Travail refusa d'accepter cette proposition, pour les raisons suivantes (1) :

a) L'autonomie communale n'a rien à voir dans le débat, l'intérêt est l'ordre général ; si le pouvoir communal va jusqu'à diminuer ou supprimer le travail du dimanche, il est à craindre que cette question ne devienne l'enjeu des luttes locales et que l'intérêt général soit sacrifié à l'intérêt électoral.

b) Si les communes règlent les conditions de vente des magasins de détail, il n'y aura pas d'unité ; on verra, côte à côte, dans un même groupe de communes, les situations les plus disparates.

c) Le contrôle du gouvernement sera mieux assuré que ne le serait celui de l'administration communale. Le public signalera les infractions, les intéressés les dénonceront ; alors interviendra soit l'inspecteur du travail, soit le parquet.

De plus, l'autorisation que donnera le gouvernement sera précédée de la quadruple consultation

1. *Ann. parl.* Ch. des représentants, séance du 7 avril 1905.

exigée par l'article 12, et dont nous parlerons plus loin, et elle sera portée à la connaissance du public par sa publication au *Moniteur*.

L'article 7 alinéa 3 donne au roi deux facultés :

1° La première est d'autoriser les magasins de détail d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes, à employer leur personnel au travail le dimanche, à d'autres heures que le matin de 8 heures à midi. Le gouvernement peut accorder cette faculté d'une façon permanente, c'est-à-dire pour toute l'année, car, comme le fait remarquer M. le rapporteur Van Cauwenberg, à la séance du 7 avril 1905, le besoin d'employer le personnel des magasins après-midi plutôt que le matin peut être occasionné par une nécessité locale plutôt permanente que passagère ;

2° La seconde faculté appartenant au roi consiste dans le pouvoir d'autoriser les magasins de détail et les salons de coiffure d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes à employer leur personnel au travail pendant un plus grand nombre d'heures, c'est-à-dire pendant plus de quatre heures. Mais cette dernière autorisation ne peut être accordée que pour six semaines au plus par année.

Cette différence, quant à l'étendue de l'autorisation se conçoit facilement. Ce sont des circonstances passagères qui obligent les magasins de détail à servir la clientèle pendant un plus grand nombre

d'heures. C'est le cas pour les localités balnéaires, les villes d'eau, de villégiature ; c'est également le cas à l'approche de certaines fêtes. Il est donc rationnel de limiter le pouvoir du roi à un certain nombre de semaines.

L'autorisation d'occuper les employés, le dimanche, de 8 heures du matin à midi, peut être supprimée, ou le nombre d'heures ainsi fixé peut être réduit par des arrêtés royaux s'appliquant aux magasins de détail d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes (art. 7 al. 2).

Cette disposition, due à l'initiative de M. Carton de Wiart, a été admise en seconde lecture seulement : elle est d'une importance considérable. En rapprochant l'alinéa 2 et l'alinéa 3 nous constatons que la première disposition est le contre-pied de la suivante, qui permet, au contraire, d'augmenter le nombre d'heures auxquelles les ouvriers et employés peuvent être occupés. Puisque la loi permet au gouvernement d'enlever une partie du repos accordé aux employés des magasins de détail, il est logique que le pouvoir exécutif puisse également réduire ou supprimer éventuellement les heures de travail, lorsque la chose est possible. La loi n'a pu donner aux ouvriers et employés des magasins de détail le repos dominical complet ; elle n'a pu davantage leur assurer le repos compensatoire. En conséquence, la solution juste était de décider, comme on l'a dit à la Chambre, que :

Le seul moyen qui nous soit laissé d'assurer, dans l'avenir, aux employés de détail, un repos plus complet, c'est d'autoriser le gouvernement à réaliser cette réforme, en supprimant pour eux le travail du dimanche, ou en en réduisant la durée, lorsque les mœurs se seront familiarisées davantage avec l'idée du repos dominical ; par exemple, lorsque l'opinion publique et la grande majorité des intéressés le demanderont (1).

Comme à l'alinéa 3, c'est toujours sous forme de mesures générales, s'appliquant à tous les intéressés d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes, que les arrêtés royaux supprimeront ou réduiront le nombre d'heures (2).

IV. — Le roi, appelé à prendre un arrêté pour accorder des dérogations à la règle générale qui interdit de faire travailler le dimanche, doit se prononcer en connaissance de cause ; de là l'article 12 qui l'oblige à prendre l'avis de certains conseils.

Le roi doit demander l'avis de ces conseils, toutes les fois qu'il rend un arrêté royal en vertu des articles 5, 6, 7 de la loi.

Les conseils que le roi doit consulter sont :

1° Les sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail ;

1. *Ann. parl.*, Ch. des rep., séance du 16 avril 1905.

2. Tout ce que nous venons de dire à propos des magasins de détail visés, par l'article 7 s'applique aussi aux salons de coiffure également visés par cet article. Le régime est le même.

- 2° Le Conseil supérieur de l'hygiène publique ;
- 3° Le Conseil supérieur du travail ;
- 4° Le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce.

Ces divers collèges doivent transmettre leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite, à défaut de quoi il est passé outre.

Le roi, en exerçant les attributions dont nous venons de parler, accorde en définitive une faveur. Il peut donc, tout naturellement, soit d'office, soit à la demande d'un des collèges dont l'avis est réclamé, procéder à une nouvelle consultation, modifier ou retirer l'autorisation accordée. Celle-ci n'est donc pas immuable ; la situation légale de l'entreprise industrielle ou commerciale bénéficiant d'une dérogation n'est pas fixée d'une façon irrévocable. Cela va de soi : les circonstances peuvent varier, « il faut donc que l'on puisse changer, selon les besoins, les conditions de l'autorisation ».

SECTION III

EXCEPTION A LA RÈGLE FIXANT A MINUIT LE COMMENCEMENT DU REPOS

Nous avons déjà vu que le dimanche dont il est question dans la loi est le dimanche civil, allant de minuit à minuit.

Or, dans certaines industries, on travaille à deux équipes successives ; la seconde finit généralement son travail à 6 heures du matin. Il serait très difficile de modifier cet état de choses, et l'on rendrait un mauvais service à l'ouvrier en le libérant à minuit. Aussi, dans presque toutes les industries employant deux équipes, le travail peut être continué pendant la journée du dimanche par application des articles 3-3° ou article 4-12°. L'article 5 § 2 dispose à ce sujet :

Le roi peut autoriser les chefs d'entreprise, où les ouvriers travaillent par équipes successives, à prolonger le travail de l'équipe de nuit jusqu'au dimanche matin à 6 heures. Dans ce cas, le travail des ouvriers composant cette équipe ne peut être repris avant le lundi matin, à la même heure.

SECTION IV

RÈGLES SPÉCIALES INTRODUITES EN FAVEUR DES ENFANTS ET DES FEMMES MINEURES

Dans les entreprises énumérées à l'article premier de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants (1), où le travail souffre inter-

1. La loi de 1889 est applicable dans les mines, minières, carrières et chantiers ; dans les usines, manufactures, fabriques ; dans les établissements considérés comme dangereux, insalubres ou incommodes ; dans les ports, embarcadères, stations ; dans les transports par terre et par eau.

ruption ou retard, les enfants et adolescents de moins de seize ans et les femmes mineures (âgées de plus de seize ans et de moins de vingt et un ans) ont droit au repos dominical intégral.

Les exceptions et dispenses des articles 4, 5, 6, 7 ne leur sont pas applicables.

Au contraire, dans les entreprises soumises à la loi de 1889, où le travail ne souffre ni interruption ni retard, le roi peut autoriser l'emploi des personnes protégées pendant les sept jours de la semaine, soit habituellement, soit pour un certain temps, soit conditionnellement.

Mais, dans tous les cas, les arrêtés pris à cette fin doivent leur assurer le temps nécessaire pour vaquer une fois par semaine aux actes de leur culte, ainsi qu'un demi-jour de repos sur sept jours, ou un jour complet de repos sur quatorze (1).

Lors de la discussion à la Chambre, M. Hector Denis a critiqué cette alternative :

Si nous examinons les règlements qui ont été pris en exécution de la loi de 1889, relativement au travail des enfants, vous voyez que tous ces règlements assurent aux enfants employés le repos du dimanche, le quatorzième jour. Un seul de ces règlements limite à 6 heures le travail du dimanche, mais les enfants employés ont toujours le repos

1. L'article 7 de la loi du 13 décembre 1889 ne prévoyait qu'un jour de repos sur quatorze, (v. cet art. p. 19).

le quatorzième jour. Ne pourrait-il pas arriver qu'en réduisant d'une heure la durée du travail ainsi autorisé on puisse les priver du repos le quatorzième jour (1).

Aussi M. H. Denis déposa l'amendement suivant :

Les exceptions et dispenses prévues ci-dessus ne s'appliquent pas aux enfants et aux adolescents de moins de quatorze ans, ni aux filles et aux femmes âgées de plus de seize ans qui sont employées dans les industries soumises à la loi du 13 décembre 1889 ; néanmoins, en ce qui concerne celles de ces industries où le travail à raison de sa nature ne souffre ni interruption, ni retard, le roi peut autoriser l'emploi des enfants de plus de quatorze ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de seize ans, pendant les sept jours de la semaine, soit habituellement, soit pour un certain temps, soit conditionnellement. Les arrêtés pris en vertu de l'alinéa précédent leur assureront, dans tous les cas, le temps nécessaire pour vaquer, une fois par semaine, aux actes de leur culte, ainsi qu'un jour de repos compensatoire sur sept jours.

Cet amendement ne fut pas accepté.

Dans les entreprises qui ne sont pas régies par la loi de 1889, le droit commun est applicable aux enfants et aux femmes mineures. Le repos dominical sera donc réduit pour eux, comme pour les adultes,

1. *Ann. parl.*, Ch. des repr., séance du 7 avril 1905.

par les exceptions et dispenses des articles 4, 5, 6, 7 ; ils jouiront cependant dans tous les cas du bénéfice des dispositions du dernier alinéa de l'article 9.

Malgré la généralité de ses termes l'article 9 ne vise que les entreprises régies par la loi sur le repos dominical ; il n'est donc pas applicable aux entreprises agricoles, foraines, de transport par eau et de pêche.

L'article 12 de la loi de 1905, nous l'avons vu, prescrit au roi de consulter certains conseils, lorsqu'il prend son arrêté de dérogation. Or cette disposition parle des articles 5, 6, 7, mais point de l'article 9. Faut-il en conclure que le roi, dans ce cas, pourra prendre son arrêté sans consulter personne ?

Nous pensons que, dans ce cas, le roi devra consulter les corps dont il est parlé à l'article 8 de la loi du 13 décembre 1889. Cet article est ainsi conçu :

Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 3, 4, 6 et 7, le roi prendra l'avis :

1° Des Conseils de l'industrie et du travail ou des sections de ce conseil représentant les industries, professions et métiers en cause ;

2° De la députation permanente du conseil provincial ;

3° Du Conseil supérieur d'hygiène publique ou d'un comité technique.

Voici sur quoi se fonde notre opinion :

Il est dit à l'article 8 de la loi du 13 décembre 1889 que pour exercer les attributions conférées par l'article 7 au pouvoir royal, le roi prendra l'avis... etc.

Or il se trouve que l'article 7, mais cet article seul, est abrogé et remplacé par l'article 9 de la loi du 17 juillet 1905 (voir cette loi, article 22 additionnel), les autres articles de la loi de 1889 restent en vigueur. Il faut donc se rapporter à la loi du 13 décembre 1889 pour connaître quels avis le roi doit prendre pour exercer les attributions à lui conférées par l'article 9 de la loi du 17 juillet 1905 (1).

1. L'article 11 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail porte une disposition analogue. Il oblige le chef d'entreprise à donner à l'ouvrier le temps nécessaire pour remplir les devoirs de son culte les dimanches et jours fériés, ainsi que les obligations civiques résultant de la loi.

CHAPITRE V

APPLICATION DE LA LOI AUX SERVICES PUBLICS

Ni le projet de la commission, ni les amendements du gouvernement n'étendaient la loi aux employés et ouvriers des pouvoirs publics. Le rapporteur disait à la Chambre que la proposition de loi fixant des pénalités elle ne peut pas atteindre l'État, ni les provinces, ni les communes, car les pouvoirs publics ne tombent pas sous le coup de la loi pénale, et si l'on veut leur appliquer le repos dominical, ce ne peut être que par un règlement d'ordre intérieur (1).

Et le ministre du Travail ajoutait :

L'État, dans aucun de ses domaines, n'est considéré comme un entrepreneur industriel ; nulle part, non plus, il ne se présente comme un entrepreneur commercial et jamais l'on n'a considéré que les rapports entre l'État et ses fonctionnaires, employés et ouvriers, fussent de même nature que ceux des

1. *Ann. parl. Ch. des repr.*, séance du 29 mars 1905.

particuliers entre eux. C'est ainsi que la loi sur les règlements d'atelier (1) n'est pas applicable aux chemins de fer ; c'est ainsi que l'État n'est pas justiciable des conseils de prud'hommes ; c'est ainsi qu'il a fallu une loi spéciale pour le soumettre à la juridiction commerciale (2).

En fait, en Belgique, la question du repos hebdomadaire applicable aux services publics se pose surtout pour les employés de chemins de fer.

L'État belge exploitant la presque totalité des lignes a, à son service, un très grand nombre d'ouvriers.

Il est donc intéressant de rechercher si les services de chemins de fer sont des entreprises industrielles ou commerciales et si, par suite, elles tombent sous le coup de la loi.

Selon M. Liebaert, ministre des Chemins de fer, il est certain que non : il en donne les raisons suivantes : pendant les quatorze premières années de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat, les opérations de ce service étaient, de par l'application des principes généraux des lois de compétence, soustraites à la juridiction des tribunaux de commerce ;

1. V. la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier (*Ann. de législ. étr.*, 1897, p. 481.) Pour les autres services publics, employant dix ouvriers au moins, le règlement est obligatoire.

2. *Ann. parl.* Ch. des rep., séance du 29 mars 1905.

il a fallu une loi spéciale, celle de 1849 pour les y soumettre.

Cette loi n'a pas changé le caractère de l'entreprise. Cela ressort nettement de l'exposé des motifs présenté par M. Rolin, le ministre des Travaux publics et des Chemins de fer de l'époque :

La cour de cassation et les cours d'appel de Belgique ont, par une jurisprudence uniforme, reconnu l'incompétence des tribunaux de commerce, pour juger des contestations qui s'élèvent entre l'État et les particuliers, commerçants ou non, relativement aux transports effectués par les chemins de fer de l'État. Cette jurisprudence est basée sur ce que l'article 632 du Code de commerce, en réputant acte de commerce, toute entreprise de transport par terre ou par eau n'a eu pour objet que les entreprises de cette nature qui se feraient dans des vues de commerce, de trafic ou de spéculation, et qu'il ne saurait, en conséquence être appliqué, à des transports n'ayant aucun caractère commercial, uniquement faits dans des vues d'intérêt général et d'utilité publique, par une administration de l'État.

Il est donc bien certain que la loi de 1849, n'a point changé le caractère de l'entreprise des chemins de fer, puisque le ministre de l'époque, proclame que l'interprétation de la cour de cassation et des cours d'appel est conforme à l'esprit de la loi et doit être respecté.

En outre, les entreprises de chemins de fer de l'État

sont reconnues, à ce point, d'utilité publique, que c'est pour leur donner ce caractère que l'on a commencé, à partir de 1870, le rachat des chemins de fer concédés. Ces énormes dépenses de rachat n'ont en d'autre but que de substituer au souci de l'intérêt privé, la préoccupation de l'intérêt public; les chemins de fer n'ont plus désormais comme mobile, l'esprit de lucre. Cette notion de service public domine toute l'entreprise; il ne faut donc pas considérer les bénéfices que l'État réalise avec les chemins de fer, pour attribuer à l'entreprise un caractère industriel ou commercial; autre chose est de faire des bénéfices, autre chose est de n'exister et de n'opérer que pour en faire.

Au surplus, l'application de la loi aux chemins de fer eût été d'une application très difficile. L'inspection du travail en effet ne s'étend pas aux entreprises ressortissant au ministère des Chemins de fer, précisément dans le but de ne point mettre aux prises les agents de deux départements ministériels différents.

Quant à la sanction pénale, elle n'est pas non plus possible, car on ne pourrait, en cas d'infraction, traduire le ministre devant les tribunaux répressifs.

D'ailleurs, même avant la loi de 1905, les ouvriers et employés des chemins de fer jouissaient d'un plus grand nombre de jours de repos, que celui qui leur

serait accordé par la nouvelle loi ainsi que le montrent les chiffres suivants :

Service d'exécution

sur 66.857 agents :

38.422 ont 28 à 32 jours de repos

6.161 — 32 à 42 —

4.380 — 32 à 52 —

17.994 ont tous les dimanches et jours de fête

Administration centrale

Tout le personnel de cette administration, au nombre de 2.000 agents, jouit de cinquante-deux jours de repos le dimanche, [sauf de rares exceptions et, à tour de rôle, pour quelques employés].

Le ministre des Chemins de fer estimait donc que les chemins de fer n'étant ni des entreprises industrielles, ni des entreprises commerciales ne devaient pas être soumis à la loi de 1905, car l'article premier de cette loi ne soumet au repos dominical que ces entreprises.

Mais il ajoutait que si les Chambres étaient d'avis, que les pouvoirs publics devaient être soumis à cette loi, rien n'était plus facile pour elles que de le faire ;

il suffirait qu'un texte formel vint dire que la loi était applicable à l'État, aux provinces et aux communes. Dès lors, il importe peu que les entreprises des pouvoirs publics, revêtent ou non le caractère industriel ou commercial.

En dehors de toute question de principe, et abstraction faite de toute considération juridique et théorique « le ministre des Chemins de fer ne voyait aucun inconvénient réel et d'ordre pratique, à ce que la loi assurât aux employés et ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes, le même nombre de jours de repos considéré comme total, qu'à ceux des entreprises privées. »

Le ministre acceptait donc l'application de la loi à l'État, à la condition qu'une certaine latitude lui fût accordée dans la répartition des jours de congé, et cela afin de pouvoir parer aux nécessités d'une exploitation compliquée et intense comme l'est celle des chemins de fer (1).

Le ministre des Chemins de fer fit voter l'amendement suivant de M. Mabilly :

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux entreprises exploitées par l'État, les provinces et les communes, dans les conditions où elles s'appliquent aux entreprises privées.

1. *Ann. parl. Ch. des rep.*, séance du Conseil, 1905.

Et traduisant son idée dans un texte de loi, le ministre proposa l'amendement suivant qui fut adopté :

Toutefois, dans les entreprises exploitées par l'État, l'organisation du repos prescrit sera fixée par les règlements.

CHAPITRE VI

CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LOI

Une loi sur le repos hebdomadaire n'a de raison d'être que si les propositions impératives qu'elle édicte sont accompagnées de sanctions, que si elle permet de rechercher et de poursuivre facilement les infractions.

La loi belge répond-elle à cette condition ? c'est ce que nous allons maintenant rechercher en examinant successivement le contrôle qu'elle a organisé pour la constatation des infractions et les pénalités qu'elle a établies pour leur répression.

SECTION PREMIÈRE

MESURES PRISES POUR ASSURER L'EXÉCUTION DE LA LOI

Ces mesures sont assez nombreuses et ont été minutieusement réglées par les textes.

Voici les principales :

1° Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les

tableaux et de tenir les registres qui seront reconnus nécessaires au contrôle (art. 8, al. 1^{er}) ;

2° Les chefs d'entreprise doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal. (art. 8, al. 2) ;

3° Les chefs d'entreprises, soumises à la loi du 15 juin 1896, sont tenus d'indiquer, dans leurs règlements d'atelier, les conditions du repos prévu par la présente loi (art. 8, dernier alinéa) ;

4° Les délégués du gouvernement pour l'inspection du travail ont la libre entrée des locaux affectés aux entreprises assujetties à la loi. Ils surveillent l'exécution et constatent les infractions par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal est dans les quarante-huit heures remise au contrevenant, sous peine de nullité (art. 13).

Cette disposition n'a pas besoin d'être expliquée : elle se justifie d'elle-même. On a reconnu en effet qu'une surveillance active et permanente était nécessaire pour assurer l'exécution de la loi.

Cette constatation s'est imposée de bonne heure. Déjà, en effet, dans l'exposé des motifs de la loi du 5 mai 1888, relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, le ministre de la Justice d'alors, M. Devolder, s'expri-

mait ainsi : « A défaut du contrôle pratiqué avec tact et fermeté par des hommes compétents, on ne peut atteindre aucun résultat véritablement sérieux, des réglementations, les mieux conçues (1) ».

Conformément à cette manière de voir la loi du 5 mai 1888, accordait aux délégués du gouvernement le droit de réprimer les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire (2).

Ce droit ainsi reconnu aux délégués du gouvernement s'impose spécialement en notre matière. Puisqu'ils ont le droit de visite et de surveillance, ils doivent pouvoir accomplir ce qui constitue le but essentiel de leur mission, c'est-à-dire, constater les infractions, dans des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Ils peuvent donc faire ce que le commissaire de police le bourgmestre, ou un officier de gendarmerie peuvent faire en qualités d'officiers de police judiciaire.

Mais cela ne doit pas empêcher les fonctionnaires ordinaires de rechercher et de constater les infractions à la loi. Il a été entendu, en effet, lors de la

1. *Doc. parl.*, 1888.

2. Il convient de remarquer, d'ailleurs, que plusieurs autres lois antérieures contenaient une disposition analogue. L. du 28 avril 1810 sur les mines, minières et carrières. — L. du 15 octobre 1880 qui institue des inspecteurs chargés de la surveillance des fabriques et dépôts de substances explosives. Loi du 13 déc. 1889 sur le travail des femmes et des enfants.

discussion, que le législateur n'a pas voulu déroger aux règles ordinaires du droit pénal et du Code d'instruction criminelle, et sauf les dérogations édictées dans la loi, c'est le droit commun qui est applicable.

Ceci résulte notamment d'une déclaration du ministre de la Justice, faite à la séance du 14 avril 1905, au cours de laquelle il combattit l'attribution, au juge de paix, d'une compétence générale pour connaître des infractions à la loi : « Il ne convient pas, dit le ministre, de déroger dans une loi spéciale aux principes généraux du droit pénal » (V. *Ann., Parl., Chambre des représentants*, séance du 14 avril 1905).

La chambre se rallia à cette proposition.

Il en résulte nettement que le droit commun est applicable.

C'est ainsi que, si malgré le dernier alinéa de l'article 13, la copie du procès-verbal n'a pas été remise au contrevenant dans les quarante-huit heures, le ministère public pourra toujours poursuivre l'infraction « sauf à l'établir sur des témoignages, au lieu de se servir de la preuve contenue dans le procès-verbal annexé ». Cette interprétation est confirmée par un arrêté de la Cour de cassation du 1^{er} mai 1899, qui statue sur une infraction à la loi du 13 décembre 1889. Or, l'article 13 de cette loi contient une dispo-

sition identique à l'article 13 de la loi du 17 juillet 1905 (1).

Il convient de remarquer que les mots « inspecteurs du travail » ont un sens large et général et visent tous les agents de l'inspection du travail, c'est-à-dire, tant les ingénieurs des mines que les autres fonctionnaires, participant à l'inspection, la répartition des industries entre les diverses catégories d'inspecteurs, étant faite par arrêté royal (2).

Ce n'est guère qu'à partir de 1888 que l'inspection du travail, jusqu'alors inexistante ou à peu près, reçut un commencement d'organisation.

Aujourd'hui, sauf une faible part laissée aux inspecteurs du département de l'Agriculture, l'inspection du travail se trouve partagée entre les ingénieurs des mines et leurs délégués ouvriers et les inspecteurs du travail rattachés à l'office du même nom.

(V. arrêté royal du 22 octobre 1895 réglant les attributions respectives, du département de l'Agriculture et du département de l'Industrie et du Travail en matière d'établissements *classés*).

1. V. Cassation, 1^{er} mai 1899, et *Belgique judiciaire*, p. 792. — Pas., 1899.216.

2. V. Rapport précité de M. Claeys. Bouüaert à la Commission de l'industrie et du travail, du Sénat.

SECTION II

PÉNALITÉS ÉTABLIES PAR LA LOI

Avant d'énumérer les différentes pénalités établies pour assurer l'exécution de la loi nous devons faire une observation préliminaire.

La loi, dans son article 2, nous l'avons vu, dit « qu'il est interdit de faire travailler plus de six jours par semaine des personnes, autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui, et ses domestiques ou gens de maison. »

Ce que la loi punit, c'est donc le fait de « faire travailler » et non celui de travailler soi-même. Par conséquent, la loi ne punit point l'ouvrier et l'employé qui travaillent dans les entreprises industrielles ou commerciales ; mais seul le chef d'entreprise ou son préposé qui fait travailler. La loi est partie de cette idée que l'ouvrier et l'employé qui travaillent le dimanche obéissent à une contrainte morale à laquelle ils ne peuvent résister : dans la conclusion des conditions du travail, l'ouvrier et l'employé ne se trouvent pas sur un pied d'égalité avec le chef d'entreprise ; ils sont moralement obligés d'accepter le travail le dimanche, lorsque le patron le veut.

Ceci dit, voyons quelles sont les peines établies

par la loi pour sanctionner les obligations qui incombent aux entrepreneurs.

Parmi elles, les unes sont correctionnelles, les autres de simple police.

1. — *Peines correctionnelles*

1° Les chefs d'entreprise qui auront contrevenu aux prescriptions de l'article 8, alinéas 1 et 3, ou des arrêtés pris en exécution de l'article 8, alinéa 2, seront punis d'une amende de 26 francs à 100 francs (art. 14).

2° Les chefs d'entreprise ou leurs préposés, qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la loi, seront punis d'une amende de 26 francs à 100 francs, sans préjudice s'il y a lieu de l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

L'article 14, alinéas 2, 3, 4 et 5, gradue, à juste titre, la peine d'après le nombre des personnes employées en contravention à la loi. Cela se conçoit aisément. D'abord, la culpabilité est évidemment d'autant plus grande que le nombre d'ouvriers employés, contrairement à la loi, est plus considérable. Ensuite, il importe d'empêcher que, malgré l'amende, le chef d'entreprise puisse avoir un intérêt matériel à enfreindre la loi ; ce qui se produirait

certainement si l'emploi délictueux d'un grand nombre de personnes n'était pas puni d'une amende relativement forte, proportionnelle au nombre des ouvriers ou employés occupés illégalement.

Pour atteindre ce but, à tous égards désirable, l'article 14, alinéas 2 et suivants, porte que « les chefs d'entreprise ou leur préposés, qui auront contrevenu aux prescriptions de la loi et des arrêtés relatifs à son exécution, seront punis d'une amende de 26 francs à 100 francs si le nombre des personnes employées en contravention à la loi ou aux arrêtés ne dépasse pas 10 ;

D'une amende de 101 francs à 1000 francs si le nombre de personnes est supérieur à 10 sans dépasser 100 ;

D'une amende de 1001 francs à 5.000 francs s'il y en a davantage.

En outre l'article 16 porte que « en cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu de la présente loi, les peines établies par les deux articles précédents peuvent être portées au double ».

Un amendement du gouvernement fixait à douze mois le terme de la récidive. M. de Laussbeere fit observer que l'on était en matière de délit, et que, dans ce cas, il y avait récidive, d'après le droit commun, lorsque la deuxième infraction se produi-

rait dans un délai de cinq ans, à partir de la première condamnation.

« Il faut, dit-il, qu'un patron, qui, après avoir été condamné il y a plus d'un an, pour infraction à la loi sur le repos du dimanche, contrevient de nouveau à celle-ci, soit considéré comme récidiviste, car il est clair que cela dénote de sa part une certaine préoccupation d'énervier la loi ou de chercher à s'y soustraire (1). »

Le terme de cinq ans avait également été proposé par la commission. Mais cette manière de voir n'a pas prévalu.

M. Claeys-Bouüaert a fait remarquer à la commission du Sénat que le délai de récidive court, dans les articles 16 et 17, non pas depuis que la peine a été subie ou prescrite, ce qui est la règle ordinaire, mais à partir de la condamnation antérieure.

II. — *Peines de simple police*

L'article 17 stipule que « seront punis d'une amende de 1 franc à 25 francs, les père, mère ou tuteur, qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur, contrairement aux prescriptions de la présente loi ».

1. *Ann. parl. Chambre des Représentants*, séance du 7 avril 1905.

Il faut remarquer que cette disposition n'abroge pas les peines prononcées du chef des contraventions à la loi sur le travail des enfants ; elle vise les contraventions qui ne tomberont pas sous les dispositions de cette loi. C'est ce qui résulte nettement du rapport présenté le 22 avril 1905, au nom de la commission, par M. Van Cauwenbergh.

En outre, « en cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double ».

Cela est, du reste, conforme aux règles générales du droit pénal, puisqu'il s'agit ici d'une contravention de police. Le juge, d'ailleurs, n'est pas tenu d'aggraver la peine ; ce n'est pour lui qu'une faculté, puisque la loi dit « pourra ».

Cette règle est empruntée au Code pénal, dont les dispositions, comme nous allons le voir, sont applicables en matière de repos hebdomadaire.

III. — *Application des dispositions générales du droit pénal*

Le premier livre du Code pénal contient les dispositions générales applicables à toutes les infractions prévues par le second livre.

Ces dispositions sont-elles applicables aux lois spéciales ? Oui, sauf si celles-ci y dérogent.

Cependant, il y a certaines dispositions générales qui ne sont applicables aux lois spéciales que si ces dernières l'ordonnent. C'est le cas pour le chapitre VII, les paragraphes 2 et 3 de l'article 72, le paragraphe 2 de l'article 76 et l'article 85 du Code pénal.

L'article 18 de notre loi dit précisément que le chapitre VII de l'article 85 du livre 1^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la loi.

Le chapitre VII a pour objet la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit, et l'article 85 vise les circonstances atténuantes en matière de délit.

Ceci entendu, l'interprète de la loi devra appliquer les règles ordinaires du droit pénal.

Ainsi « le patron ne sera pas rendu responsable des amendes encourues par ses préposés, comme le portent plusieurs autres lois sociales, car les peines sont personnelles à ceux qui sont les auteurs de la contravention, et la responsabilité civile ne s'étend pas aux pénalités, elle s'étend uniquement aux conséquences civiles de l'infraction, c'est-à-dire aux dommages-intérêts et aux frais » (1). Le maître ne sera donc pénalement responsable de l'infraction qui a été commise par son préposé que dans les

1. *Ann. parl.*, Ch. des représentants, séance du 25 janvier 1905.

termes ordinaires du droit pénal. Il en sera de même des conséquences civiles de l'infraction.

Ici encore se manifeste l'intention évidente du législateur de ne point s'écarter des règles ordinaires du droit pénal.

SECTION III

TRIBUNAL COMPÉTENT

Quel sera le tribunal compétent pour connaître des infractions à la loi ?

La loi du 17 juillet 1905 n'a pas dérogé aux règles générales sur la compétence.

Aussi le juge de paix sera compétent si l'infraction est punie d'une peine de simple police ; le tribunal correctionnel le sera si l'infraction est punie d'une peine correctionnelle. Les articles 14, 15 et 16 prévoient des peines correctionnelles ; l'article 17 alinéa 1^{er} prévoit des peines de simple police.

Un cas spécial peut se présenter : l'article 17 alinéa 2 dit qu'en cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, la peine sera portée au double. Mais quelle sera, en cas de récidive, la nature de ces infractions ? Il y a ici, en effet, un mélange de contravention et de délit éventuel.

Pour lever ce doute, M. Begerens proposa de déci-

der que le juge de paix serait compétent pour connaître de toutes les infractions prévues par la loi. Ce projet avait l'avantage de désencombrer le rôle des tribunaux correctionnels. Aussi la Chambre vota en première lecture un article qui attribuait aux juges de paix la connaissance en premier ressort de toutes les infractions de la loi (1).

Sur les observations de M. le ministre de la Justice, la Chambre revint en seconde lecture sur sa décision pour s'en tenir aux règles générales sur la compétence. Seulement puisqu'il y avait réellement doute dans l'hypothèse de l'article 17 alinéa 2, M. Van der Heuvel présenta au nom du gouvernement l'amendement qui est devenu l'article 20 : « Les tribunaux de police connaissent même en cas de récidive des infractions à l'article 17 de la présente loi ».

Le ministre de la Justice refusa d'aller plus loin et ne voulut pas rendre les juges de paix compétents pour les infractions qui ont toujours été envisagées comme des délits et qui sont punies d'amendes très élevées pouvant atteindre la somme de 10.000 francs.

Il admettait seulement leur compétence pour les infractions qui rentrent dans le cercle normal de celle-ci, et constituent à l'origine de simples contraventions.

Pour en décider ainsi, le ministre fit valoir les con-

1. *Ann. parl.*, Ch. des représ., séance du 7 avril 1905.

sidérations suivantes : « Il ne convient pas, dit-il, de déroger, dans une loi spéciale, aux principes généraux du droit pénal. Si l'on veut modifier la compétence des juges de paix, on doit le faire par une loi générale, et non point par une série de dispositions particulières. Ce serait introduire un choquant défaut d'harmonie dans la législation, que d'attribuer dans la matière du repos dominical, une compétence illimitée aux juges de paix, tandis que, quand il s'agit d'infractions relatives au travail des femmes et des enfants, le droit commun sur la compétence judiciaire resterait applicable.

« Il faut éviter, conclut le ministre, d'introduire par des réformes fragmentaires ces innovations juridiques qui viennent bouleverser profondément la législation, au risque de la rendre incohérente (1) ».

Tels sont les arguments que présenta le ministre de la Justice dans la séance du 14 avril 1905 ; ils emportèrent finalement le vote de la Chambre.

1. *Ann. parl.*, Ch. des représ., séance du 14 avril 1905.

CHAPITRE VII

LES APPLICATIONS. — LES RÉSULTATS. LES RÉFORMES

SECTION I

LES CONTRAVENTIONS

La loi du 17 juillet 1905 instituant en Belgique le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales est entrée en vigueur le 26 juillet 1906. Elle a donc été appliquée au cours de cette année pendant vingt-trois semaines.

S'il faut en croire les rapports annuels de l'inspection du travail, certains chefs d'entreprise semblèrent au tribut ne pas prendre au sérieux la nouvelle législation. Aussi dès les premières semaines, les plaintes au sujet de l'inobservation de la loi ne tardèrent pas à affluer : après quatre semaines l'inspection du travail de Bruxelles en avait reçu 103 ; à la fin de l'année ce chiffre était monté à 304, dont

10 réclamations concernant des groupes d'établissements (1).

Dix-neuf procès-verbaux furent dressés qui sont consignés au tableau de la page suivante.

La presse avait fait connaître la date de la mise en vigueur de la loi et publié une partie des textes légaux en appelant l'attention du public sur certaines particularités du régime nouveau.

Aussi, les chefs d'entreprises furent-ils vite au courant des obligations qui leur étaient imposées ; mais nombre d'entre eux pensaient s'y soustraire temporairement en se prévalant d'une demande de dispense ou de dérogation qu'ils avaient sollicitée. Or les dispenses au régime légal ne peuvent être accordées, dans les limites autorisées, que par arrêté royal, à titre général et après consultation.

Les premières réclamations qui se produisirent furent de deux sortes :

1° Les unes concernaient des groupes d'établissements, mais ne désignaient aucune firme ;

2° Les autres faisant connaître les firmes et les adresses des entrepreneurs mis en cause.

Dans la première catégorie rentraient les réclamations suivantes :

1° De la ligue des employés et voyageurs de commerce de Belgique ;

1. *Rapports annuels de l'Inspection du travail pour 1906.* Bruxelles 1907, p. 11.

Premier district. Bruxelles

INDUSTRIES	NATURE DES INFRACTIONS	DÉCISIONS JUDICIAIRES
Magasin de détail (bazar).	Travail de l'après-midi du dimanche de 5 employés.	1 amende de 10 fr.
Magasin de détail.	Travail de l'après-midi du dimanche de 6 employés.	1 amende de 10 fr.
Abattoir public.	Travail de l'après-midi du dimanche d'un adolescent de moins de 16 ans.	1 amende de 5 fr.
Magasin de détail.	Travail de l'après-midi du dimanche de 8 employés.	1 amende de 10 fr.
Magasin de détail (bazar).	Trav. de l'après-midi du dimanche de 10 employés.	1 amende de 20 fr.
Magasin de détail.	Travail de l'après-midi du dimanche de 9 employés.	1 amende de 20 fr.
Id	Travail de l'après-midi du dimanche de 4 employés.	1 amende de 10 fr.
Fabrique d'eaux gazeuses.	Travail le dimanche d'un adolescent (personne protégée).	1 amende de 5 fr. Sursis, 1 an.
Salon de coiffure.	Travail de l'après-midi du dimanche d'un employé.	—
Magasin de détail.	Travail de l'après-midi du dimanche d'employés, obstacle mis à la surveillance exercée par l'inspecteur.	Non lieu.
Magasin de détail (bazar).	Travail de l'après-midi du dimanche de 9 employés.	1 amende de 15 fr.
Id.	Trav. de l'après-midi du dimanche de 14 employés.	1 amende de 25 fr.
Fab. de chocolat, confiserie, etc.	Emploi au travail le dimanche de 5 ouvriers protégés.	5 amendes de 1 fr. Sursis, 1 an.
Magasin de détail (bazar).	Travail de l'après-midi du dimanche de 482 employés et ouvriers. . . .	—
Fabrique de meubles.	Emploi au travail le dimanche de 5 ouvriers. .	5 amendes de 2 fr.
Magasin de confection.	Travail de l'après-midi du dimanche de 2 employés.	1 amende de 20 fr.
Id.	Travail de l'après-midi du dimanche d'un employé.	1 amende de 5 fr.
Meunerie.	Emploi au travail le dimanche d'un employé. .	Sans suite.
Commerce en gros de denrées coloniales.	Emploi au travail le dimanche de 9 employés.	1 amende de 5 fr.

2° De l'association des employés de bureaux invitant les inspecteurs du travail à constater à la poste que lesdits employés étaient chargés du courrier le dimanche ;

3° Des employés d'hôtel ;

4° Des employés de pâtisserie ;

5° Des coiffeurs de Lacken ;

6° Des demoiselles des magasins de la rue Neuve et du boulevard du Centre à Bruxelles ;

7° Des vendeurs de journaux ;

8° Des cuisiniers des hôtels, restaurants ;

9° Des employés des magasins de la rue des Bouchers ;

10° Des employés chargés de recevoir les communications téléphoniques dans les établissements fermés le dimanche.

Des constatations analogues ont été faites par les inspecteurs du travail dans les différents districts : à Louvain, Anvers, Gand, Bruges, Courtrai, Charleroi, Mons, Namur, Liège.

En résumé, l'inspection du travail au cours de l'année 1906 a dressé 109 procès-verbaux relevant 110 contraventions à la loi du 17 juillet 1905. Ils se répartissent de la manière suivante :

REPOS DU DIMANCHE

*Loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche
dans les entreprises industrielles et commerciales*

Contra- ventions		Articles violés
13	Emploi au travail le dimanche d'ou- vriers	2
80	Emploi au travail l'après-midi du di- manche d'employés.	7
9	Emploi au travail le dimanche avant 8 heures du matin d'employés. . . .	7
1	Emploi au travail le dimanche, de per- sonnes protégées	9
3	Obstacle mis à la surveillance exercée par l'inspecteur du travail	15
4	Emploi au travail le dimanche de per- sonnes protégées (procès-verbal à la charge des parents).	17
Total : 109 procès-verbaux relevant 110 contraventions.		

L'année 1907 marque vraiment la première année d'application complète de la loi.

Déjà, les assujettis connaissent mieux les dispositions légales et les obligations auxquelles ils sont assujettis. Le nombre des contraventions est cepen-

dant encore très élevé, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants (1) :

Au cours de cette année, dans le district de Bruxelles, l'inspection du travail a reçu 234 réclamations au sujet de l'inobservation de la loi et fait 568 visites spéciales qui ont donné lieu à 69 procès-verbaux de contravention.

Il est à remarquer que sur ce nombre 26 ont trait aux salons de coiffure.

A Louvain le nombre des procès-verbaux dressés en 1907 est plus considérable encore, relativement à l'étendue du district, ainsi que le montre le tableau suivant.

1. V. les rapports annuels de l'inspection du travail pour 1907, année 1908, p. 18 et suiv.

2^eme district (Louvain)
(1) Loi du 17 juillet 1905
Procès verbaux dressés

Numéros des procès- verbaux	VILLES	Heure des procès- verbaux	Nombre des ouvriers	DÉSIGNATION DES INDUSTRIES	Observations	SUITES JUDICIAIRES
Art 2. - Etablissements industriels						
360	Louvain	11,00	17	Moulin à farine	—	—
389		13,15	4	Atelier de construction	—	10 fr ou 2 fr; sans 1 an
358		11,45	17	Entreprise de peinture	3 dim	5 fr ou 1 fr; sans 1 an
390	Birlenmont	15,30	1 ouvrier	Imprimerie	—	3 fois 10 fr ou 3 fois 1 fr sans 1 an
359	Melsele	10,30	26	Atelier de construction	—	1 fr ou 1 fr; sans 1 an
Art 4. - Régime spécial du demi-croûte						
323	Jodoigne	16,45	1 jeune fille	Distillerie	—	5 fr ou 1 fr; sans 6 mois
319	Wavre	17,50	—	—	—	1 fr ou 1 fr; sans 2 ans
Art 6. - Industries mues par une force hydraulique						
402	Hougaerde	10,00	2	Moulin à farine	Prescriptive	4 fois 10 fr ou 4 fois 1 fr
395	Archemmes	9,30	2	Fabrique d'accumulateurs électriques	3 dim	—
Art 7. - Essai après midi dans les magasins de détail et les salons de coiffure						
342	Diest	15,10	4 ^{me} fille	Coiffeur	3 assoc.	chacune 3 fr ou 1 fr; sans 1 an
343		15,20	1 ^{re} fille	—	—	Acquiesce; pas d'abonnement d'été
344		15,30	2 garçons	Coiffeur	—	3 fr ou 1 fr; sans 1 an
345		15,40	1 garçon	—	—	—
233	Louvain	12,15	1	—	—	—
294		12,40	1	—	—	—
295		12,30	1	—	—	Sans suite; premier mandat
296		12,45	1	—	—	—
297	Louvain	12,35	2 garçons	—	—	—
314		12,17	1 garçon	—	—	Sans suite; inscription pas établie
333		7,45	1 ouvrier	Coiffeur	Prescriptive	10 fr ou 1 fr; sans 1 an
334		15,35	1 garçon	Coiffeur	—	—
328	Birlenmont	15,30	1 garçon	Confection	—	20 fr ou 1 fr; sans 1 an
329		15,10	1 ^{re} fille	Lingerie	—	Acquiesce; servante
300	Arairie-l'Alaud	17,00	1 garçon	Coiffeur	—	3 fr ou 1 fr; sans 1 an
301		17,15	1	—	—	2 fr ou 1 fr; sans 1 an
317		16,50	1	—	—	5 fr ou 1 fr

2^{ème} district - (Louvain,
12 | loi du 17 juillet 1905
Procès - verbaux

N ^{os} des procès- verbaux	VILLES	HEURE des procès- verbaux	NOMBRE d'ouvriers	DÉSIGNATION DES INDUSTRIES	Observations	SUITES JUDICIAIRES
322	.....	16,30	1 femme fille	Dunrogers	.....	1 fr ou 1 j; sur 2 ans
324	Jodoigne	16,20	2 employés	.....	.....	.....
325	.....	15,40	1 f ^{me} fille	.....	.....	.....
315	Ouvrey	16,00	1 garçon	Dunrogers	Recidive	gratuit 5 fr; sur 6 m pension acquittée
288	Nivelles	17,15	2 garçons	Loiffleur	.....	4 fr ou 1 j
320	Wavre	16,50	1 garçon	.....	.....	5 fr ou 1 j; sur 6 mois
321	.....	17,05	1 f ^{me} fille	Chausseries	Basac	Chaque 10 fr sur 2 ans
Art 9 - Personnes protégées employées au travail						
359	Wilselt	10,30	1 garçon	Atelier de construction de voitures de chemins de fer	Recidive	5 fr ou 1 j; sur 1 an
367	.....	11,30	10 garçons	.....	.....	10 fr ou 1 j; sur 1 an
341	Couture St Germain	Enquête	30 filles	Soie artificielle (hydro)	.....	10 fois 2 fr - sur 1 an
398	VVavre	14,30	2 garçons	.....	Recidive	Direction acquittée, indemnité 8 fois 5 fr sur 1 an
Art 15 - Obstacle à la surveillance						
395	archennes	9,30	1	Fabrique d'aciers Lacour chéguet	.....	.....
Art 17 - Responsabilité des parents						
361	.....	11,30	1 garçon	Atelier de construction de voitures de chemins de fer	.....	10 fr ou 2 j sur 1 an
370	.....	id.	1	.....	.....	5 fr ou 1 j sur 1 an
372	.....	id.	1	.....	.....	.....
374	.....	id.	1	.....	.....	.....
376	Wilselt	id.	1	.....	.....	.....
378	.....	id.	1	.....	.....	.....
380	.....	id.	1	.....	.....	.....
382	.....	id.	1	.....	.....	.....
384	.....	id.	1	.....	.....	.....
386	.....	id.	1	.....	.....	.....
399	.....	14,30	1	Sucrerie fabrice	2 ans	2 fois 2 fr
400	Wavre	id.	1	Sucrerie	4 ans	4 fois 2 fr
401	.....	id.	1	.....	.....	5 fr sur 6 mois

A Anvers, au cours de la même période, des visites spéciales ont été effectuées le dimanche par l'inspection du travail, dans 274 entreprises commerciales de tout genre, parmi lesquelles on compte 180 salons de coiffure. Les infractions constatées ont fait l'objet de 52 procès-verbaux.

Finalement au cours de l'année 1907 pour tout le territoire, l'inspection du travail a dressé 368 procès-verbaux, relevant 384 contraventions se répartissant de la façon suivante :

Nombre de contra- ventions		Articles non observés
63	Emploi au travail, le dimanche d'ouvriers. . . .	Art. 2
9	Emploi au travail plus de six jours et demi sur sept ou treize jours sur quatorze. 4. D'ouvriers, dans une industrie alimentaire dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation. 1. D'employés, dans un hôtel, café-restaurant. 1. D'ouvriers, dans une entreprise de transport. 1. D'un employé dans un débit de tabac. 1. D'employés dans une entreprise de vente de journaux. 1. D'un employé dans un débit de boissons. Art. 4	Art. 4
240	Emploi au travail, l'après-midi du dimanche, d'employés. 125. Salons de coiffure. 115. Magasins de détail. Art. 7	Art. 7
22	Emploi au travail, le dimanche avant 8 heures du matin, d'employés. 12. Magasins de détail. 10. Salons de coiffure. Art. 7	Art. 7
29	Emploi au travail le dimanche, de personnes protégées.	Art. 9
5	Obstacle mis à la surveillance exercée par l'inspecteur du travail	Art. 15
16	Emploi au travail le dimanche, de personnes protégées (procès-verbal à charge des parents). . .	Art. 17
	Total : 368 procès-verbaux relevant 384 contraventions (1).	

1. Ces 368 procès-verbaux visaient l'emploi de 1.227 personnes, dont 786 ouvriers et 441 employés.

Pendant l'année 1908, qui est la dernière pour laquelle nous ayons des résultats, le nombre des réclamations reçues au sujet de l'inobservation de la loi sur le repos du dimanche, des procès-verbaux de contraventions et des visites spéciales jugées indispensables, ce nombre est en diminution sur les chiffres de l'année précédente.

Le relevé suivant donne les chiffres pour les années d'application dans le district de Bruxelles :

	1906 (1)	1907	1908
Réclamations reçues	304	234	191
Procès-verbaux dressés	19	69	57
Visites spéciales de contrôle.	352	568	443

Une diminution analogue a été constatée dans tous les districts au cours de cette période, et tandis qu'en 1907 il avait été dressé 368 procès-verbaux relevant 284 contraventions, il n'en fut dressé en 1908 que 239 relevant 261 contraventions.

Il y a tout lieu de supposer que ce chiffre ira en diminuant chaque année.

1. En 1906 la loi n'a été appliquée que pendant vingt-trois semaines.

SECTION II

LES DÉROGATIONS

La loi, nous l'avons vu, autorise le roi à accorder des dispenses et des dérogations aux règles générales, mais l'exercice de cette prérogative est subordonnée à la consultation préalable des conseils suivants :

1° Sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail.

2 Le conseil supérieur de l'hygiène publique.

3° Le conseil supérieur du travail.

4° Le conseil supérieur de l'industrie et du commerce.

Le gouvernement et la commission avaient proposé de laisser au pouvoir exécutif le choix entre le conseil supérieur du travail et le conseil supérieur de l'industrie et du commerce.

M. Vandervelde a fait remarquer que les tendances des deux conseils étant très différentes, il serait possible d'obtenir des avis contradictoires, selon que l'on s'adresserait à l'un ou à l'autre. Aussi demandait-il la suppression des mots « ou du conseil supérieur de l'industrie et du commerce », le conseil supérieur du travail comprenant des représentants de toutes les classes de la société. Mais le ministre du Travail fit valoir que l'assemblée du conseil de

l'industrie et du commerce était composée de personnes qui, à raison de leur compétence pouvaient être utilement consultées.

C'est pourquoi on a admis que le roi devait s'adresser aux deux conseils du commerce et de l'industrie, et du travail.

Pour éviter tout arbitraire administratif, les autorisations doivent être données d'une manière générale, et non pas à tel industriel ou à tel individu ayant un magasin de détail, mais à telle industrie, ou à tous les magasins de détail d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes.

La quadruple consultation exigée par la loi, est une nouvelle garantie d'impartialité ; en outre, la compétence incontestable des conseils consultés fait que les dispenses ne seront accordées que lorsque un intérêt sérieux l'exigera.

Le texte proposé primitivement par la commission permettait à l'intéressé de demander que l'on entendit au préalable les groupes professionnels dont il faisait partie. Il est regrettable que cette disposition n'ait point été votée ; elle eut eu l'heureux effet, semble-t-il, d'apporter un nouveau moyen de faire connaître ces groupements professionnels qui, jusqu'à présent, n'ont recueilli que fort peu d'adhérents.

A différentes reprises, le conseil supérieur du travail s'est fait l'écho de ces regrets. A la séance plénière du 25 septembre 1906. M. Lagasse de Loch

émettait le vœu, en ce qui concerne les requêtes industrielles, que les conseils de l'industrie et du travail soient consultés dorénavant, quand ce serait possible, avant que l'affaire ne soit soumise au conseil supérieur. En ce qui concerne les requêtes commerciales, il n'existe pas d'organismes semblables aux conseils de l'industrie et du travail. Mais M. Hanquet a indiqué que dans certains cas il serait utile de recourir à la *consultation préalable* de l'autorité communale.

En somme, la mission dont la loi charge les conseils supérieurs peut se résumer de la façon suivante : procurer l'application de la loi ; préciser le langage tour à tour impérieux et persuasif que la loi tient aux deux catégories de personnes auxquelles elle s'adresse : patrons, employés publics ; à chacune d'elles rappeler les droits, les devoirs et les sacrifices qu'attendent d'elles pour la réalisation plus complète du repos du dimanche, le législateur et la société.

Les demandes d'exceptions et d'autorisations adressées au gouvernement en vertu de la loi du 17 juillet 1905 ont été assez nombreuses. Elles sont toutes consignées et reproduites dans les comptes-rendus des séances du conseil supérieur du travail publiées par le ministère de l'Industrie et du Travail. Pour la seule année 1906, au cours de laquelle, rappelons-le encore, la loi n'a été appliquée que pendant

vingt-trois semaines elles se sont élevées au chiffre de 219.

Il serait, bien entendu, impossible de les examiner une à une, sans risquer d'être prolix. Elles ne soulèvent d'ailleurs aucune question d'ordre théorique ou général ; elles ont trait seulement à des points de détail d'application pratique sans intérêt, si ce n'est pour les requérants eux-mêmes.

Voici, à t'tre d'exemple, un tableau où sont relevées quelques-unes des requêtes adressées en 1906 au gouvernement tendant à obtenir, les dérogations aux règles générales.

N ^{os} d'ordre	Désignation des pétitionnaires	Désignation de l'industrie ou du commerce	Localités	Objet de la demande
<i>A. — Industrie</i>				
212	Société anonyme Coop- pal et C ^{ie} .	Fabrication de l'éther.	Wetteren.	Pouvoir prolonger le travail de l'équipe de nuit du samedi jusqu'au dimanche matin (5 heures).
213	Société anonyme des carrières à chaux d'Asty. Moulin.	Fours à chaux.	Namur.	1 ^o Pouvoir prolonger le travail de l'équipe de nuit du samedi jusqu'au dimanche matin (6 heures). 2 ^o Obtenir l'autorisa- tion de travailler, sans arrêt 12 diman- ches de l'année.
214	Société anonyme des carrières de Ligny.	Carrières.	Ligny.	Pouvoir prolonger le travail de l'équipe de nuit du samedi jusqu'au dimanche matin (5 heures).
215	Union des maîtres de carrières de petit granit du Hainaut.	Id.	Bruxelles.	Pouvoir prolonger le travail de l'équipe de nuit du samedi jusqu'au dimanche matin (6 heures).
216	Société anonyme des carrières de Dumon.	Id.	Tournai.	Pouvoir prolonger le travail de l'équipe de nuit du samedi jusqu'au dimanche matin (6 heures).
217 et 218	Société anonyme des tresses et lacets Tor- ley.	Fabrication des tresses et lacets.	Bruxelles et Alost.	Pouvoir prolonger le travail de l'équipe de nuit du samedi jusqu'au dimanche à 6 heures pour Bruxelles à 4 h. 1/2 pour Alost.
<i>B. — Commerce</i>				
219 a	Association des com- merçants de Charle- roi.	Commerce de détail.	Charleroi.	Demande tendant à obtenir pour les ma- gasins de détail de Charleroi le bénéfice de l'article 4 de la loi du 17 juillet 1905.
219 b	Ligue des employés de commerce du bassin de Charleroi.	Id.	Id.	Demande l'application stricte de la loi.
219 c	Ligue nationale des employés et voya- geurs de Belgique.	Id.	Bruxelles.	Id.

Chaque requête, adressée au gouvernement est transmise aux différents conseils dont le roi doit prendre l'avis préalable avant de rendre son arrêté chacune d'elles est examinée par une commission spéciale qui nomme un rapporteur. Le rapport est ensuite discuté en assemblée plénière.

A titre d'exemple également, nous examinerons quelques-unes de ces requêtes qui nous ont paru spécialement intéressantes.

Dès le début d'application de la loi, la caisse générale d'épargne et de retraites a introduit une requête demandant l'autorisation d'ouvrir ses guichets centraux à Bruxelles, le dimanche de neuf heures et demi à midi et demi, à seule fin de recevoir des versements.

La question s'est alors posée de savoir si la caisse d'épargne tombait sous le coup de la loi qui ne s'applique qu'aux entreprises industrielles et commerciales (art. 1^{er}).

Les opinions sont partagées à ce sujet (1). Il semble bien cependant que les opérations dont se charge cet établissement n'ont pas la nature commerciale. Aussi, le Conseil supérieur du travail a estimé que pour des raisons d'utilité publique, l'autorisation sollicitée devait être accordée, pour autant

1. V. notamment les rapports présentés au Conseil supérieur du travail par MM. Mousset et Hanquet, 8^e session, 1906-1907, fascicule 2, année 1907.

que la caisse d'épargne et de retraite doive être considérée comme une entreprise commerciale.

Les compagnies d'assurances contre le vol ont aussi introduit une demande de dérogation, parce que, dit la requête, les affaires dont elles se chargent exigent souvent des constatations et des enquêtes immédiates, dès le dimanche matin, lorsque des cambriolages commis dans la nuit sont signalés à ce moment.

A ce sujet, la résolution suivante a été adoptée : considérant que la requête est motivée par la nécessité d'opérer d'urgence certaines constatations ne souffrant pas de retard, la commission a estimé que pour les constatations nécessitées par les sinistres, vols, incendiés, l'autorisation du travail dominical est donnée par l'article 4-12° de la loi.

Les photographes en assez grand nombre ont fait parvenir des demandes d'autorisation de faire travailler le dimanche une partie de leur personnel. Ils ont fait ressortir que la clientèle populaire qui est de beaucoup la plus nombreuse ne vient que le dimanche « endimanchée », les ouvriers n'étant pas libres en semaine.

Ils ont donc demandé de pouvoir employer leurs opérateurs et un ou deux auxiliaires pour servir la clientèle.

En outre, un assez grand nombre de firmes ont demandé que les ateliers de photographie soient ran-

gés, par arrêté royal pris en vertu de l'article 5 parmi les entreprises soumises au régime de l'article 4 qui peuvent occuper au travail des ouvriers et employés treize jours sur quatorze ou six jours et demi sur sept.

Une autre firme a demandé de pouvoir employer son personnel sans interruption pendant le mois de décembre, son exploitation étant beaucoup plus intense à cette époque de l'année.

La commission du Conseil supérieur du travail, saisie de cette requête, fut d'avis, qu'il y aurait lieu, le cas échéant, d'accorder le travail du dimanche de neuf heures à quatre heures pour les vendeurs et opérateurs seulement. Elle vota la résolution suivante :

Considérant que l'industrie photographique est soumise à des nécessités spéciales résultant de convenances, et parfois même du besoin du public, la commission estime qu'il y a lieu d'autoriser ce travail des opérateurs et des vendeurs, le dimanche, de neuf à quatre heures, sous réserve qu'il jouiront d'un jour de repos complet par quinzaine ; elle estime qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'autorisation demandée de laisser travailler sans interruption tout le personnel pendant le mois de décembre, à défaut de justification (1),

1. Le fait que les demandes de dérogation sont soumises à un quadruple examen préalable donne toute garantie aux requérants. Cela explique probablement l'absence absolue de jurisprudence en la matière.

SECTION III

LES RÉSULTATS AU POINT DE VUE PRATIQUE ET ÉCONOMIQUE

Dès la première année, et bien que la loi n'ait été appliquée que pendant cinq mois, l'inspection du travail a constaté que ses effets étaient indéniables. Dans les entreprises industrielles où beaucoup d'ouvriers jouissaient, à peu de chose près, des repos prévus par la loi, la nouvelle législation n'a pas apporté de modifications sensibles ; elle a néanmoins consacré en droit ce qui n'était qu'une habitude ou dépendait de la bonne volonté des patrons.

Dans les exploitations commerciales au contraire, les résultats ont été beaucoup plus appréciables pour les ouvriers et surtout pour les employés des deux sexes ; dans bien des cas, la loi a mis fin à de réels abus.

Le grand nombre de réclamations qui dès la première année, se sont élevées contre l'inobservation des repos réglementaires, ainsi que le contenu des lettres ou déclarations d'employés confirmant les affirmations des chefs d'entreprises semblent prouver que la loi est bien appréciée par ceux qui en bénéficient.

D'ailleurs, les infractions à la loi diminuent d'année en année. A mesure que les dispositions légales sont mieux connues des intéressés, elles sont aussi mieux observées. Or, dès 1907, les inspecteurs du travail exprimaient la conviction qu'ils s'étaient faite au cours de leurs visites, que les chefs d'entreprises, les employés et même les ouvriers connaissent la nouvelle loi dans les dispositions essentielles qui sont applicables à l'industrie ou au commerce qui les intéressent.

A la fin de 1907, c'est-à-dire après dix-sept mois d'application de la loi, les résultats quoique incontestables n'étaient pas encore absolument satisfaisants dans tous les cas. Certains chefs d'entreprise, qui observaient la loi la plupart du temps, tâchaient de s'y soustraire par des subtilités dans des cas spéciaux. Ils y étaient d'autant plus portés que la loi prévoit un grand nombre d'exceptions de dispenses, d'autorisations.

Il est certain qu'une loi, aussi mûrement étudiée qu'elle ait été, qui règle une matière aussi complexe et aussi délicate que celle du repos dominical, ne peut prévoir tous les cas particuliers qui sont susceptibles de se présenter dans la pratique. Dès lors en face de ces cas imprévus, il est fatal que les employeurs cherchent à utiliser l'imprécision de la loi à leur profit.

Mais ces cas sont heureusement assez rares et

d'une façon générale, on peut dire que la loi de 1905 a été appliquée d'une façon satisfaisante (1).

Au point de vue économique, la loi a produit, d'après certains chefs d'entreprises, des résultats désastreux. On a même cité le cas d'une importante maison de commerce de Bruxelles qui aurait eu, paraît-il, une diminution de recettes de 2.350 francs pour certains dimanches du mois de décembre 1906, comparé au même dimanche 1905.

Il reste à savoir cependant, pour que le préjudice soit réellement établi, si la recette générale de l'année a diminué, car s'il y a eu diminution le dimanche, par contre, il peut s'être produit une augmentation en semaine ; certains clients, au lieu de faire leurs acquisitions le dimanche ont pris l'habitude de les faire désormais en semaine.

Il n'en demeure pas moins certain toutefois, que l'institution du repos dominical, si elle est un bien-fait incontestable, peut porter une atteinte sensible

1. C'est ce que nous écrivait récemment le 22 décembre 1910 M. Paul Plissart le très distingué secrétaire général de l'association pour le repos du dimanche en Belgique à qui nous adressons, en passant, nos plus sincères remerciements. Après nous avoir annoncé que les arrêtés ministériels énoncés ne concernaient que des points très accessoires, M. Plissart à la fin de sa lettre nous disait : « Pratiquement, des résultats considérables sont acquis ; le public prend parfaitement l'habitude de ne plus acheter le dimanche après-midi. Dans la grande industrie, la loi n'a guère fait que consacrer un état de choses existant, mais a cependant réduit le travail sensiblement dans les ateliers et entreprises de seconde importance. »

à l'industrie et au commerce. Ici encore pour écarter les objections nous devons faire appel à la préexcellence de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

On a dit sans doute qu'en ménageant les forces de l'ouvrier, on arrivait à augmenter la production. C'est vrai dans une certaine proportion.

Mais cette considération peut-elle être émise en ce qui touche le commerce, et particulièrement le commerce du détail. Ici la production, c'est-à-dire la recette dépendra d'une activité déployée sans relâche, car plus il sera fait de ventes plus il y aura de gain.

Comme conclusion, nous pouvons énoncer, que le repos dominical ne sera sans influence sur le mouvement des affaires que du jour où il sera complètement passé dans les mœurs et lorsque tous les magasins du pays seront fermés le dimanche et aux mêmes heures. Ce n'est pas en un jour qu'une pareille révolution peut s'accomplir (1).

SECTION IV

LES RÉFORMES DEMANDÉES

D'après les constatations qui précèdent, il semble bien qu'en somme la loi de 1905 qui établit le repos

1. Les statistiques sont muettes sur les résultats économiques de la loi et on ne trouve rien sur ce point dans les rapport des inspecteurs du travail.

dominical en Belgique, dans les conditions que nous avons indiquées, ait été bien accueillie, et ait produit une amélioration très sensible au régime antérieur.

Cette loi n'est pas considérée cependant comme définitive, et des réformes ont été demandées. Les deux principales concernent la suppression des « Extra » et la fermeture obligatoire des magasins le dimanche.

Certains industriels, mettant à profit la rédaction vague de l'article 2, ont cru pouvoir employer au travail le dimanche après-midi un personnel *autre* que celui qu'ils avaient sous leurs ordres en semaine. Ce personnel dominical était en réalité emprunté à d'autres magasins ; un roulement s'était simplement établi soit dans la ville même, soit de ville en ville, entre commerçants exploitant le même genre de commerce.

Cet usage était-il légal ? Informée du fait, l'inspection du travail en référa au ministre. Celui-ci, s'en tenant exclusivement à la lettre du texte législatif : « Il est interdit d'employer au travail plus de six jours par semaine des personnes autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui et ses domestiques ou gens de maison », trancha la question dans un sens favorable au maintien de l'usage établi et dans une circulaire du 21 septembre 1906, dit que le texte de la loi ne défend pas en termes exprès d'employer au travail le dimanche, des

ouvriers et employés autres que ceux ayant travaillé six jours pour leur patron. Interpellé à ce sujet à la Chambre à la séance du 3 mars 1907, le ministre fit la déclaration suivante :

Je ne crois pas trop m'avancer en affirmant que le jour où un procès-verbal amènera un patron industriel ou commercial devant un tribunal correctionnel ou devant un juge de paix, dans les conditions que je viens d'indiquer, ce patron sera acquitté.

Cette circulaire renforcée par la déclaration que nous venons de reproduire souleva dans le pays un grand émoi et fit naître de nombreuses protestations. Des réunions, des meetings et des manifestations s'organisèrent ; des centaines de pétitions couvertes de milliers de signatures furent envoyées aux chambres ; on interpella le gouvernement ; des conseils communaux émirent des vœux en faveur de la suppression des extra et du retrait de la circulaire ministérielle (1).

Devant une pareille agitation, le gouvernement se décida à déposer le 12 mars 1907, un projet de loi modifiant l'article 2 de la loi. L'article 2 proposé est ainsi conçu : « Il est interdit d'employer au travail le dimanche des personnes autres que les membres

1. V. sur ce point l'intéressant rapport de M. Livrauw VI^e Congrès de la petite bourgeoisie dans le *Bulletin de l'association pour le repos du dimanche en Belgique*, 1909, n^o 3, p. 8. et suiv.

de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui et ses domestiques ou gens de maison. Cette prescription vise le travail effectué sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise. Elle comporte les exceptions et dispenses prévues ci-après. »

Ce nouveau texte assure efficacement le repos du dimanche. Mais l'encombrement du travail législatif en a jusqu'ici empêché le vote.

Quoiqu'il en soit, à de nombreuses reprises dans des congrès, des meetings, des réunions diverses on a demandé la suppression des extra. Notamment, « au congrès de la petite bourgeoisie » qui s'est tenu à Verviers les 13 et 14 septembre 1908, après un remarquable rapport de M. Paul Plissart, secrétaire général de l'association pour le repos du dimanche, le vœu suivant a été émis :

Les employés de commerce et d'industrie, considérant que la loi de 1905 constitue le minimum de leurs revendications, émettent le vœu que l'interdiction d'occuper des « extras » soit consacrée à bref délai par un texte de loi (1) (vœu émis à l'unanimité).

Un autre réforme demandée par certains, consis-

1. V le rapport de M. P. Plissart et le *Bulletin de l'Association pour le repos du dimanche en Belgique*, 1908, n° 3, p. 4 et suiv. — V. aussi sur cette question le rapport de M. de Bavay, et le *Bulletin précité*, 1910, n° 3, p. 12 et suiv.

terait à imposer légalement aux magasiniers la fermeture de leurs magasins, le dimanche, au moins l'après-midi. Cette réforme est inspirée du système allemand qui impose la fermeture complète de neuf heures à onze heures pour ouvrir de nouveau jusqu'à deux heures après-midi.

Elle est surtout demandée par les petits commerçants qui ne veulent ni ne peuvent fermer leur magasin le dimanche, si le voisin ne le fait pas.

En faveur de cette réforme, on a fait valoir les arguments suivants : combien ne voit-on pas de commerçants trop peu fortunés pour s'accorder un employé ou une demoiselle de comptoir obligés de garder leur magasin ouvert du 1^{er} janvier à la Saint-Sylvestre, et libres seulement d'aller respirer à l'air extérieur lorsque tout le monde est couché.

Au congrès de la petite bourgeoisie qui s'est tenu à Verviers en 1908, un vœu a été émis, tendant à ce que (1) les bienfaits du repos dominical soient étendus aux petits commerçants par l'interdiction de la vente le dimanche après-midi.

Au même congrès, ont été émis les vœux suivants (2) :

1^o Que campagne active soit entamée auprès des

1. V. sur cette enquête le rapport de M. Hosay-Hans, et le *Bull. précité*, 1909, n^o 3, p. 11 et suiv.

2. *Bull. précité*, p. 1 et 2.

chefs d'industrie en faveur du chômage du samedi après-midi ;

2° Que le public par l'achat de tout article en semaine, étende le repos dominical aux employés pouvant être occupés soit le dimanche matin en vertu de l'article 7, soit le dimanche entier en vertu de l'article 4 ;

3° Que l'on crée un conseil supérieur des classes moyennnes.

Ces réformes nous apparaissent comme étant seules propres à donner aux travailleurs la garantie de la réalité du repos du dimanche.

CHAPITRE VIII

COMPARAISON DE LA LOI BELGE AVEC LA LOI FRANÇAISE

Moins d'un an après la promulgation de la loi belge, le Parlement français votait la loi du 13 juillet 1906 qui établissait en France le repos hebdomadaire.

Votée à un intervalle de temps aussi rapproché, il était naturel que la seconde loi s'inspirât largement de la première.

Effectivement, il est facile de constater qu'il y a entre les deux législations des ressemblances frappantes, mais aussi quelques différences importantes.

C'est ce que nous allons maintenant examiner au double point de vue de l'étude des dispositions légales dans les deux pays et de leur application pratique.

SECTION I

COMPARAISON DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'objet des deux lois est évidemment identique : c'est dans les deux cas l'interdiction d'employer au travail plus de six jours par semaine les employés et les ouvriers des entreprises commerciales et industrielles. Il ne pouvait guère en être autrement.

De même encore, dans les deux pays, le jour de repos a été fixé au dimanche : en France, sans difficulté ; en Belgique, à la suite d'une assez longue discussion dont nous avons déjà longuement parlé ; nous n'y reviendrons pas.

Mais les divergences entre les deux législations commencent à se manifester au sujet de la détermination des établissements assujettis.

Sans doute toutes deux posent en principe que tous les établissements industriels et commerciaux sont soumis à la loi, mais l'une d'elles — et c'est ici qu'apparaît la première infériorité de la loi belge — apporte à ce principe plus d'exceptions que l'autre. La loi française, en effet, n'excepte du bienfait de la loi que les entreprises de transport par eau (1),

1. Il convient cependant de faire remarquer que l'article 28 de la loi du 17 avril 1907 sur la réglementation du travail à bord des navires de commerce assure aujourd'hui, dans une certaine mesure, le repos du dimanche dans la navigation maritime.

tandis que la loi belge y ajoute les entreprises de pêche et les entreprises foraines.

Sans doute en fait la différence n'a que bien peu d'importance ; mais c'est déjà le signe de la tendance générale de la législation belge d'apporter à l'obligation du repos dominical beaucoup trop d'exceptions.

Cette tendance, fâcheuse selon nous, se manifeste surtout à propos des dérogations.

Les deux législations admettent au principe de la loi des exceptions permanentes et des exceptions temporaires et dans les deux cas des exceptions de plein droit et des exceptions conditionnelles. Or toutes sont plus largement accordées par la loi belge que par la loi française qui les règle strictement.

D'autre part, la loi belge de 1905, dans les cas très nombreux où elle admet des exceptions, n'accorde que rarement le repos compensateur, ce qui rend dès lors illusoire pour tous les travailleurs des industries où existe la possibilité des dérogations le bienfait de la loi (1).

Ce qui aggrave encore le système de la loi belge, c'est que les dérogations sont autorisées par arrêtés du roi, que celui-ci dispose en la matière de pleins

1. Il est inutile de rappeler ici les industries pour lesquelles sont organisés les régimes spéciaux, puisque ces régimes ont été étudiés antérieurement.

pouvoirs et que les arrêtés qu'il rend à ce sujet ne sont susceptibles d'aucun recours, tandis que les arrêtés préfectoraux, qui, en France accordent les dérogations sont toujours susceptibles d'être déférés au Conseil d'État.

Mais un point qui nous paraît plus criticable encore : c'est la procédure organisée par la loi belge en vue de l'obtention des dérogations.

A la suite de controverses parlementaires très vives, dont nous avons déjà parlé, il fut décidé que les arrêtés royaux autorisant les dérogations seraient pris après l'avis obligatoire des sections compétentes des Conseils de l'Industrie et du Travail, du Conseil supérieur de l'Hygiène publique, du Conseil supérieur du Travail, du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce. Ces Conseils, notamment le Conseil supérieur du Travail, se sont montrés, à bon droit, très sévères, dans l'accomplissement du rôle qui leur est ainsi confié et n'ont émis d'avis favorable à la dérogation que dans les cas où elle était strictement autorisée par la loi. Les demandeurs ont ainsi toute garantie de l'exacte application de la loi et nous avons déjà fait remarquer, à la suite de M. Paul Plissart, que c'était probablement dans ce fait qu'il fallait chercher l'explication de l'absence absolue de jurisprudence en la matière.

Mais aussi compétents et aussi sévères soient-ils, les Conseils dont la loi belge exige l'avis ont le

grave inconvénient d'être placés loin des intéressés, et par conséquent de n'être pas toujours exactement au courant des besoins souvent variables des industries d'une région et des commerces locaux. Or, le plus souvent, ce sont seulement ces considérations des besoins occasionnels ou passagers qui justifient les dérogations.

Aussi la loi française nous paraît-elle, à ce point de vue surtout, très supérieure à la loi belge.

L'article 8 de la loi de 1906 dispose, en effet, que le préfet, saisi d'une demande de dérogation « devra demander d'urgence les avis du conseil municipal, de la chambre de commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune ».

Cette disposition de l'article 8 nous paraît des plus heureuses. Nous ne voulons pas cependant méconnaître la portée des critiques que l'on a soulevées à cet égard ; arbitraire administratif dans la concession des dispenses ; profondes divergences entre les préfets dans l'octroi des dérogations ; certains les accordant toutes ; d'autres, à peu de distance, les refusant dans tous les cas ; enfin, on a aussi objecté que les avis du conseil municipal s'inspireraient le plus souvent des intérêts de la politique locale.

Malgré ces critiques, que nous admettons avec certaines réserves, cependant, nous estimons que les

conseils municipaux et aussi les Chambres de commerce, de par leur position et leurs attributions respectives, sont naturellement qualifiés pour intervenir en cette matière.

L'intervention des syndicats, au contraire, appelle quelques explications.

Dans le projet primitif soumis au Parlement belge, l'avis préalable des unions professionnelles était aussi exigé. Mais on fit remarquer que celui-ci venant après celui des quatre Conseils était au moins inutile et la proposition ne passa pas dans la loi.

C'est, à notre avis, une lacune fâcheuse. Les syndicats professionnels ont pour mission essentielle la défense des intérêts de leurs membres. Il semble donc tout naturel de leur demander leur avis sur une question qui intéresse si directement le sort des syndiqués. Le législateur français l'a compris et il nous apparaît s'être comporté sagement en permettant ici l'intervention syndicale (1).

Il est regrettable que le législateur belge n'ait pas agi de la même façon.

A ce point de vue encore, la loi française nous paraît supérieure à sa devancière. Ce n'est pas à dire qu'elle soit parfaite, et à l'une et à l'autre on peut adresser de nombreuses critiques.

1. Sur les difficultés d'ordre pratique soulevées par l'application de cette disposition. V. Pelleuc. *Le Repos hebdomadaire*, thèse de Lyon 1909, p. 121-122.

A la loi de 1905, on peut reprocher de manquer de simplicité, les régimes d'exceptions qu'elle établit étant trop divers. En outre, la part laissée à l'arbitraire est trop grande. Il eut été préférable, comme le disait au Sénat M. Haurez (1), de déclarer le dimanche jour de repos (2), puis on aurait classé les diverses industries par catégories, donnant droit à un nombre de dimanches plus ou moins grand.

Il est des industries pour lesquelles on pouvait spécifier que le dimanche serait d'une manière absolue, jour de repos ; d'autres, qui auraient pu travailler trente ou quarante dimanches par an, et, dans certains cas, on aurait accordé comme dans la loi suisse par exemple, 17 dimanches sur cinquante-deux jours de repos de l'année.

Il faut encore regretter que le principe du repos n'ait pas été absolument respecté, qu'une compensation justement équivalente n'ait pas été accordée aux travailleurs occupés le dimanche.

Cette législation forcément incomplète renferme des lacunes qui seraient heureusement comblées par une extension de la législation sociale, par une réglementation du nombre des heures de travail hebdomadaire, de telle sorte qu'une moyenne légale d'heures de travail étant établie, chaque ouvrier ou

1. *Ann. parl.* Sénat. Séance du 29 juin 1905, p. 679.

2. C'est ce que fit d'ailleurs le projet du gouvernement de 1907 précédemment analysé.

chaque employé soit assuré de trouver dans la loi une sûre garantie de sa santé et d'un bien-être relatif pour son existence.

La législation française est loin d'échapper à toutes ces critiques. Ainsi, tout d'abord, d'après l'article premier de la loi, le repos hebdomadaire peut être réduit à vingt-quatre heures. M. Jay fait justement remarquer que :

Même au point de vue de la réfection physique de l'homme, ce n'est évidemment pas assez. Il ne faudrait pas qu'on pût faire payer le repos du dimanche par le surmenage du samedi et du lundi. Avec le repos, limité à vingt-quatre heures, l'homme qui a travaillé le samedi jusqu'à minuit peut être obligé de reprendre son travail le dimanche à minuit. En principe, le repos hebdomadaire devrait être de trente-six heures au moins, c'est-à-dire que, par exemple, le travail cessant à 6 heures du soir le samedi ne devrait pouvoir recommencer que le lundi matin à 6 heures (1).

Mais c'est surtout dans le régime des exceptions que réside le plus grave défaut de la loi française. Certes, il n'est pas dans l'esprit de personne qu'une loi sur le repos du dimanche puisse être du premier

1. V. Raoul Jay. *La Protection légale des travailleurs*, 2^e édit., Paris, 1910, p. 170 et suiv. — et C. Piot. « Ou en est la question du repos dominical ». Le mouvement social dans la *Revue catholique internationale*, sept. 1909, p. 957.

coup générale et absolue. L'état de notre civilisation rend certaines exceptions indispensables. Le législateur doit donc admettre des dérogations ; mais, tout en les admettant après judicieux examen, sa tendance doit être d'en marquer nettement les limites, en laissant toute latitude au progrès, des mœurs qui finiront par s'accoutumer vite au repos dominical (1).

De ce point de vue encore, la loi de 1906 présente de graves défauts.

C'est, en effet, toute grande et presque sans réserves que la loi ouvre la porte aux exceptions. Qu'elle énumère dans son article 3 les cas très nombreux, trop nombreux peut-être où le repos sera supprimé pour les travailleurs, soit ; mais encore faudrait-il que cette suppression ne soit pas radicale, perpétuelle, et dépourvue de toute compensation.

Or, que voit-on quand on entre dans l'examen approfondi du texte de la loi et des décrets d'août 1906 et de juillet 1907 ?

D'abord que le repos dominical peut être réduit à l'après-midi du dimanche, avec des repos, soi-disant compensateurs, fixés tantôt au lundi matin (art. 2-b), tantôt à une demi-journée dans la semaine

1. Piot, *op. cit.*, p. 963.

(art. 5, § 2), tantôt à une journée dans la quinzaine (art. 5 § 2, art. 2-c).

Ensuite, que le repos dominical peut être supprimé d'une façon permanente et régulière et remplacé soit par un jour de repos en semaine (art. 2-d), soit même par deux demi-journées de repos aussi en semaine (art. 5 § 3).

De plus, que le repos hebdomadaire peut être réduit à une demi-journée (art. 5 § 1), ou complètement supprimé sans aucune compensation (art. 4, art. 5 *in fine*). Enfin, que le législateur aboutit encore sous une forme plus détournée à la suppression sans compensation, en imputant par avance, sur les jours de repos, les chômages causés par les intempéries et les mortes-saisons (art. 6).

Mais il y a plus encore. A ces dérogations légales, déjà si nombreuses et si mal limitées, la loi ajoute des dérogations *administratives* qui ont quelque peu ému le monde des travailleurs.

Aux termes de l'article 2, elles peuvent être accordées par le préfet « lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement, serait préjudiciable ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement.

Or, il suffit d'une *seule* demande pour que la dérogation soit accordée, ou en fait imposée, à tous les commerçants de la même catégorie. Au con-

traire, nous avons vu en Belgique que pour obtenir l'avis favorable du Conseil supérieur du travail et des autres conseils, il fallait notamment que la demande soit formulée collectivement par la majeure partie des intéressés ou contienne du moins leur adhésion formelle ; *condition sine qua non*. On a, à plusieurs reprises, au Conseil supérieur du travail belge, insisté tout spécialement sur ce caractère collectif à la demande.

En définitive, bien que le système de la loi française soit l'inverse de la pratique belge, les deux procédés aboutissent au même résultat : la généralisation de la mesure dérogatoire, soit dans l'étendue de la commune ou de la région, soit à toute la catégorie des intéressés.

Ainsi donc, d'après l'article 8 de la loi française, il suffit d'une seule demande pour obtenir l'octroi de l'une des dérogations prévues à l'article 2.

En réalité, par cet article 2, le législateur reprend d'une main ce qu'il a semblé accorder de l'autre, car les dispositions de cet article aboutissent à ce résultat choquant qu'il est permis aux préfets de suspendre l'exécution de la loi, toutes les fois que le patron invoquera une gêne pour son entreprise, ou que le public se sentira contrarié dans ses habitudes.

De ces brèves explications et de cet exposé rapide des deux législations, il ressort clairement que la

loi française, bien que supérieure à la loi belge, est encore loin d'être parfaite.

Cependant elle eut encore été très acceptable si elle n'avait pas été aussi considérablement viciée dans son application.

A ce point de vue de l'application les résultats obtenus en Belgique sont très satisfaisants et bien supérieurs à ceux acquis avec peine en France.

SECTION II

COMPARAISON DANS LES APPLICATIONS

A voir les chiffres des contraventions dressées en Belgique, il semble que, dès le début, l'application de la loi fut à peu près générale. La moyenne des infractions est de 7 à 8 o/o des établissements inspectés.

Encore faut-il remarquer que les procès-verbaux ne relèvent en général que des infractions commises par de petits commerçants et pour l'emploi de 1, 2, 3, 4, 5 ouvriers au plus.

D'une façon générale, on peut dire que ce sont les petits magasins de détail et principalement les salons de coiffure qui forment le gros contingent des réfractaires. Et encore ne peut-on leur reprocher que l'emploi d'un très petit nombre d'employés, soit

le dimanche après-midi, soit le dimanche avant 8 heures du matin.

Les peines infligées ne varient guère : ce sont des condamnations à une amende de 1, 5, 10, 15, 20 francs. Rarement on la voit dépasser 25 francs, et quelquefois même les procès-verbaux restent sans suite.

Les inspecteurs du travail, dans leurs rapports annuels ont souvent critiqué, et à juste titre, la modération excessive de ces pénalités. De ce fait on peut dire qu'elles sont à peu près illusoires, tout au moins sur les cas commerçants, suffisantes à peine pour gêner le petit boutiquier.

Mais, si l'indulgence des tribunaux n'était pas précédemment faite pour imposer le respect de la loi, par contre le pouvoir royal n'a pas hésité à faire un usage très large, trop large selon nous, des prérogatives à lui accordées pour l'octroi de dérogations. Cette attitude conciliante du pouvoir royal ne pouvait évidemment que contribuer pour une forte part, à faciliter l'application de la loi.

On peut citer, à ce sujet, l'arrêté royal du 28 juillet 1906, maintenant les dispenses octroyées en vertu de l'article 7 de la loi du 13 décembre 1889, dans les glaceries, cristalleries, gobeletteries, verreries à vitres ; les arrêtés du 22 novembre 1906, du 7 février et du 22 juin 1907 accordant des dérogations en vertu de l'article 7 de la loi de 1905, et à l'occasion de fêtes, les arrêtés royaux du 15 avril et 18 août

1907, rendus en application de l'article 5 § 2 ; l'arrêté royal du 27 mai 1907 en application de l'article 9 § 2, autorisant l'emploi au travail des personnes protégées dans certaines entreprises, et pendant un certain temps.

On ne peut dire, en résumé, que cette législation doive rester définitive ; il est évident qu'elle présente encore trop d'imperfections et pêche par trop de lacunes. Mais il faut et l'on doit reconnaître cependant que son application bien que parfois subie avec protestations, n'a entraîné ni troubles sérieux ni vexations alarmantes.

Autrement graves ont été les difficultés soulevées par l'application de la loi française (1).

Certes l'application de la loi du 13 juillet 1906 a assuré à un très grand nombre d'ouvriers et d'employés qui jusque-là n'avaient pu l'obtenir, le bienfait du repos hebdomadaire.

Il n'en est pas moins certain que son application s'est, dans le commerce surtout, heurtée aux plus vives résistances, et est restée sur certains points très incomplète.

La circulaire du ministre du Travail du 10 avril 1907, est venue donner à certains chefs d'établissements des facultés que la loi leur avait certainement refusées.

1. Voir sur ce point Watin-Augouard, *l'Application et la réforme de la loi du 13 juillet 1906*. Thèse de Paris, 1909.

Les difficultés qui se sont produites en France pouvaient être prévues. La loi du 13 juillet 1906, étant la première qui ait prétendu réglementer l'organisation du travail dans les établissements commerciaux il était fatal qu'elle serait accueillie avec hostilité.

En outre, dit M. Jay, « cette réglementation a été imposée aux commerçants sous la forme, où, pour beaucoup d'entre eux, elle était le plus difficilement acceptable. Les résultats eussent été fort différents sans doute, si, au lieu d'obliger seulement le patron à donner à ses employés la liberté du dimanche, la loi avait ordonné la fermeture des magasins eux-mêmes (1) ».

Aujourd'hui les raisons (2) que l'on invoque pour la fermeture obligatoire des magasins le dimanche sont décisives ; elles démontrent d'après l'exemple de l'étranger, de l'Allemagne notamment que la fermeture obligatoire est le seul moyen véritablement efficace, d'assurer dans le commerce l'exacte application du repos dominical.

Il semble d'ailleurs, qu'un courant, dans ce sens, se manifeste un peu partout ; en France, il est déjà assez fort pour que l'on puisse espérer un changement de législation dans ce sens. Les commerçants eux-mêmes paraissent acquis, en général, au prin-

1. V. Jay., *op. cit.*, p. 181.

2. V. *op. cit.* Jay, p. 182, 3, 4, 5 et suiv.

cipe de la fermeture obligatoire des magasins et ateliers le dimanche.

Mais ce n'est pas tout : la loi devrait en second lieu, examiner et limiter soigneusement les dérogations inévitables, et s'efforcer de limiter le nombre des dimanches supprimés par les dérogations de telle sorte qu'au moyen de roulements, chaque travailleur puisse, même dans les industries à travail continu, jouir d'un nombre minimum de dimanches libres dans l'année.

Enfin, la loi devrait, bien plus largement que la loi actuelle, admettre les intéressés représentés par les syndicats professionnels à participer à la détermination et à la concession des dérogations (1).

Mais, pour pouvoir réaliser pratiquement ces réformes, il faut au préalable faire l'éducation du public, l'habituer peu à peu aux gênes inévitables qui résultent de la fermeture des magasins, procéder au moyen du système comme sous le nom de système « des paliers », c'est-à-dire faire consacrer législativement, au fur et à mesure, toute nouvelle conquête réalisée par le progrès sur les habitudes anciennes, suggérer et faciliter la fermeture du dimanche dans les catégories de commerce ou d'industrie où l'on ne ferme pas encore, créer des

1. Sur le rôle des syndicats professionnels dans l'application de la loi de 1906. V. Pelleuc, *op. cit.*, p. 132 et suiv.

ligues sociales d'acheteurs, dont les membres s'engageraient à réserver toutes leurs commandes aux industriels et aux commerçants qui ferment le dimanche.

Voilà autant de réformes préalables qu'il faut réaliser, sinon l'application du repos dominical sera toujours forcément, incomplète et imparfaite (1).

1. V. c. Piot. *op. cit.*, p. 967 et 968.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, il convient de se demander : que penser de la loi du 17 juillet 1905 ?

L'obligation du repos hebdomadaire, imposée par le législateur est-elle justifiée ? Le législateur a-t-il pris la meilleure voie, la plus sûre et la plus pratique pour assurer le repos dominical ?

La loi de 1905 apparaît comme une transaction entre deux tendances nettement opposées. L'une prétend faire dépendre principalement du progrès de l'idée de liberté et du développement de l'esprit de solidarité sociale, la diffusion de plus en plus complète, de l'obligation imposée par le seul usage par la seule coutume, du repos dominical.

L'autre ne vise à rien moins qu'à la fermeture obligatoire, de par la loi, de tous les magasins le le dimanche.

Entre ces deux tendances, à distance presque égale de l'une et de l'autre, se place le système de la loi belge de 1905. Il part de cette idée que le législateur a le droit de s'immiscer dans le problème du repos

hebdomadaire, à la condition que, respectueux de la liberté individuelle et de la liberté du commerce et de l'industrie, la loi n'impose pas aux individus, l'obligation de se reposer le dimanche. La loi n'édicte pas la fermeture obligatoire des magasins et boutiques ; elle oblige seulement le patron à donner à ses employés un certain nombre d'heures consécutives de repos par semaine. Mais le patron reste libre de travailler lui-même le dimanche, et de son côté, l'employé reste libre de ne point se reposer et d'aller travailler ailleurs si cela lui plaît.

Que devons-nous penser de cette solution transactionnelle ?

Il était fatal qu'elle soulevât, en sens contraire, de nombreux mécontentements et qu'elle apparût, à la pratique, aux adversaires comme aux partisans de la liberté, défectueuse et insuffisante. C'est le sort forcé des transactions de ne satisfaire personne complètement.

L'application de ce système a donné lieu à des difficultés. Elles étaient aisées à prévoir. On ne saurait se flatter d'y échapper, quand on légifère sur une matière aussi délicate que celle du repos hebdomadaire, quand on fait une loi qui englobe dans son application le commerce et l'industrie de tout un pays (même d'un petit pays comme la Belgique). Le jeu d'une telle réglementation, en effet, met en présence et en conflit des intérêts aussi complexes que

considérables ; il est alors inévitable que beaucoup de cas particuliers, d'espèces spéciales ne puissent pas rentrer naturellement dans les cadres généraux organisés par la loi et souffrent du régime juridique qui leur est imposé.

Des remèdes, nous l'avons vu, ont été proposés en vue d'éviter ces résultats. Les uns consistent à étendre et à rendre plus rigoureuses les dispositions de la loi. D'après les auteurs de ces propositions, la loi n'aurait pas été assez sévère ; en outre, elle ne serait pas assez strictement appliquée. Aussi estiment-ils que le premier devoir qui s'impose au gouvernement, est d'exécuter strictement, à la lettre, les articles de la loi relatifs aux dérogations, de n'accorder celles-ci quand elles sont prévues par la loi que le plus parcimonieusement possible.

Dans la pensée des partisans de cette opinion, la loi actuelle ne serait d'ailleurs qu'un palliatif précaire, un acheminement vers la seule réforme reconnue nécessaire : la fermeture obligatoire de tous les magasins ou de presque tous le dimanche.

Dans une voie diamétralement opposée on réclame, au contraire, de multiplier les exceptions et les dérogations, d'augmenter les cas dans lesquels la solution du repos hebdomadaire est laissée à la libre initiative des intéressés, à leur esprit de libre discussion et d'entente. Pratiquement pour arriver à ce résultat, on a proposé divers systèmes, dont les deux

plus connus sont l'institution des repos groupés et le choix des dérogations laissé aux intéressés.

Le premier système, des repos groupés, peut s'admettre dans une certaine mesure ; on ne saurait en méconnaître l'utilité dans certains cas ; par exemple, dans les boulangeries, dans les hôtels des stations balnéaires, des localités fréquentées à certaines époques de l'année par les touristes, dans certains services de chemins de fer, etc.

Le second système aurait évidemment l'heureux avantage de contribuer au développement de l'idée contractuelle, en laissant aux patrons et ouvriers la faculté d'adopter, quand ils sont d'accord, les dérogations prévues, mais il aboutirait, en pratique, à une telle diversité de régimes, suivant les besoins et suivant les lieux, au sein des mêmes professions industrielles ou commerciales, qu'il ne resterait plus rien ou très peu de chose du principe avant tout nécessaire du repos collectif dominical.

L'institution des repos groupés diminuerait considérablement pour les travailleurs les joies de la famille, l'un des buts essentiels du repos dominical et rendrait le contrôle de la loi très difficile sinon impossible.

Le second système, le choix des dérogations, minerait, à sa base, le principe même du repos collectif. Il est infiniment peu probable, en effet, que toutes les professions d'une même région se met-

traient d'accord pour adopter le même régime. Il en résulterait la désorganisation de cette vie de famille que la loi sur le repos hebdomadaire veut précisément restaurer, puisque chaque membre de la famille pourrait avoir un jour de repos particulier; il en résulterait aussi une grande complication pour le service de l'inspection du travail.

Qu'est-ce à dire? sinon que la conciliation tentée par la loi de 1905 entre les deux systèmes extrêmes possibles, à savoir la fermeture obligatoire des magasins, et la liberté presque complète est une œuvre chimérique.

Il faut carrément opter pour l'un ou pour l'autre. C'est là, en effet, la seule conclusion à laquelle il soit possible d'aboutir, si l'on veut arriver à un résultat nettement défini. Édicter le principe du repos collectif obligatoire le dimanche, tout en voulant respecter le principe de la liberté du travail, et tenter de poursuivre un but irréalisable; ces deux principes sont théoriquement et pratiquement irréconciliables.

Conformément à la doctrine lapidairement exprimée dans le mot célèbre de Lacordaire :

Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, c'est la liberté qui opprime, c'est la loi qui affranchit.

nous savons aujourd'hui ce que nous devons penser du sacro-saint principe de la liberté du travail.

Nous ne nous laisserons donc pas arrêter par cet

argument et nous concluons, en bonne compagnie d'ailleurs, pour la stricte application du repos collectif dominical, pour la fermeture obligatoire des magasins le dimanche. Nous n'ignorons pas cependant qu'il sera, en fait, nécessaire d'édicter, à côté de cette interdiction, d'ouvrir les magasins, le dimanche, un certain nombre d'exceptions partielles (c'est-à-dire pendant quelques heures seulement), exceptions commandées, par les nécessités de la vie courante. Quand il s'agira de dresser la liste de ces exceptions l'on prendra garde de se heurter aux mêmes difficultés, que l'on rencontre aujourd'hui pour la réglementation des dérogations.

Certes, nous savons déjà que l'idée du repos dominical ne peut que être unanimement approuvée et personne ne conteste l'utilité et la nécessité même d'un tel repos. Mais on doit reconnaître qu'il ne suffit pas que le législateur impose une réforme par voie de contrainte. « L'État ne peut pas tout ; ce sont les mœurs qu'il faut reformer. »

Ce résultat, on l'obtiendra certainement si l'on fait pénétrer dans les esprits que le repos du dimanche est un devoir et un bienfait pour tous.

Un autre condition de succès, c'est l'augmentation du nombre des inspecteurs. Si l'on songe à la complexité des tâches qui incombent à ces 25 fonctionnaires, au nombre des établissements — neuf à dix mille — soumis à leur surveillance, il est de toute

évidence qu'avec la meilleure volonté du monde il leur serait impossible d'exercer un contrôle vraiment sérieux sur l'exécution des lois sociales.

A plusieurs reprises, dans ces dernières années, des députés catholiques se sont joints aux députés socialistes, pour proclamer l'insuffisance de l'inspection du travail, et au congrès de Cologne sur la législation du travail (22-23 septembre 1902) Louis Varlez, dans un rapport publié au nom de l'association internationale pour la protection des travailleurs, se montra extrêmement dure pour l'inspection du travail en Belgique.

« Il n'est pas publié, écrivait-il, des tableaux d'ensemble des procès-verbaux de poursuites et condamnations, obtenues dans le pays, en ce qui concerne les lois ouvrières. Des fragments de tableaux sont publiés à ce sujet en annexe à la *Revue du travail* et dans le corps des rapports de divers inspecteurs, circonscriptionnaires du travail. Mais il manque un travail d'ensemble.

» Nous n'osons pas le dresser, vu que dans les rapports de l'inspection du travail, aucune mesure n'est prise pour faciliter ce travail aux chercheurs. Bien au contraire, les rares chiffres publiés le sont d'une manière défectueuse, on ne conteste aucun progrès, dans ces derniers temps.

» Dans ces conditions on est obligé de recourir à

l'enquête orale (1) pour se rendre compte efficacement du degré d'application des lois ouvrières. »

Depuis que ces lignes ont été publiées, une amélioration quelconque s'est-elle produite (2) ?

Rien ne permet de le croire, car l'insuffisance du nombre des inspecteurs est restée la même (3).

Nous avons précédemment fait connaître les moyens propres à améliorer et à compléter définitivement la législation actuelle, savoir, application aussi stricte que possible du principe du repos dominical : dans l'industrie, en limitant soigneusement le nombre des dérogations ; dans le commerce, par la fermeture obligatoire des magasins, le dimanche ; enfin, corrélativement aux exigences de cette nouvelle réglementation, augmentation sensible du personnel de l'inspection.

1. Dans une lettre à nous adressée par M. Brantz, dont la compétence en cette matière est universellement reconnue, nous relevons une phrase qui semble venir confirmer les reproches adressés à l'information officielle. Après nous avoir indiqué diverses sources de renseignements, M. Brantz ajoutait : « Pour le reste, je crois que vous ne pourrez guère traiter le sujet convenablement sans faire une enquête sur place, dans certains milieux ». Voilà ce qui explique, en grande partie, les difficultés que nous avons rencontrées dans l'accomplissement de notre tâche.

Nous tenons à remercier ici, d'une façon toute particulière, M. Brantz pour les précieux renseignements qu'il a bien voulu nous transmettre.

2. V. Vanderwelde, *la Belgique ouvrière*. — Bibliothèque socialiste, p. 119-120.

3. Un nouveau délégué a été attaché au dixième district (Liège) au cours de l'année 1907.

On a dit que « le peuple belge est doté d'un assez riche organisme pour supporter sans crainte tous les essais..., qu'en passant dans le creuset du cerveau belge, l'idée la plus hardie « prendra des formes raisonnables et s'appropriera à des besoins réels » (1).

Cela nous permet d'avoir confiance et nous pouvons espérer que le peuple belge « avec son activité lente en apparence, mais féconde parce que continue, son courage entêté, son gros bon sens enfin » n'hésitera pas à donner au problème du repos hebdomadaire, la solution la plus radicale, mais aussi la plus compatible avec les idées de progrès et de liberté.

1. V. Henri Charriaut, *la Belgique moderne, terre d'expérience*, p. 1 et 2.

ANNEXE

LOI BELGE DU 17 JUILLET 1905 SUR LE REPOS DU DIMANCHE DANS LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Article premier. — Sont soumises au régime de la présente loi, les entreprises industrielles et commerciales.

A l'exclusion :

1° Des entreprises de transport par eau ;

2° Des entreprises de pêche ;

3° Des entreprises foraines.

Art. 2. — Il est interdit d'employer au travail plus de six jours par semaine des personnes autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui et ses domestiques ou gens de la maison.

Cette disposition vise le travail effectué sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise.

Le jour du repos hebdomadaire est le dimanche.

Les prescriptions qui précèdent comportent les exceptions et dispenses prévues ci-après.

Art. 3. — L'interdiction édictée dans le premier alinéa de l'article précédent ne s'applique pas.

1° Aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise ;

2° A la surveillance des locaux affectés à l'entreprise ;

3° Aux travaux de nettoyage, de réparation et de conservation nécessaires à la continuation régulière de l'exploitation, ni aux travaux autres que ceux de la production, dont dépend la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant ;

4° Aux travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits.

Les travaux prévus au présent article peuvent être effectués soit par les ouvriers de l'entreprise où ils sont exécutés, soit par ceux d'une entreprise étrangère.

Ils ne sont autorisés que pour autant que l'exploitation normale de l'entreprise ne permette pas de les exécuter un autre jour de la semaine.

Art. 4. — Les ouvriers et employés peuvent être occupés au travail treize jours sur quatorze ou six jours et demi sur sept dans les catégories d'entreprises désignées ci-après :

1° Les industries alimentaires dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation ;

2° Les entreprises ayant pour objet la vente au détail des comestibles ou denrées alimentaires ;

3° Les hôtels, restaurants et débits de boissons ;

4° Les débits de tabacs et les magasins de fleurs naturelles ;

5° Les pharmacies, drogueries et magasins d'appareils médicaux ou chirurgicaux ;

- 6° Les établissements de bains publics ;
- 7° Les entreprises de journaux et de spectacles publics ;
- 8° Les entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion ;
- 9° Les entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice ;
- 10° Les entreprises de transport par terre, les travaux de chargement et de déchargement dans les ports débarcadères et stations.
- 11° Les bureaux de placement et les agences d'information,
- 12° Les industries dans lesquelles le travail, en raison de sa nature, ne souffre ni interruption ni retard,

Le jour ou les deux demi-jours consacrés au repos par quinzaine ne doivent pas être nécessairement fixés au dimanche, ni être les mêmes pour tous les ouvriers et employés d'une entreprise.

Le demi-jour de repos doit être pris soit avant soit après 1 heure de l'après-midi ; la durée du travail ne pourra excéder cinq heures.

Art. 5. — Le roi peut étendre le régime établi à l'article précédent à toutes autres catégories d'entreprises industrielles ou commerciales qui, soit pour des motifs d'utilité publique, soit à raison de nécessités locales ou autres, comportent habituellement le travail pendant tout ou partie de la journée du dimanche.

Il peut aussi autoriser les chefs des entreprises où les ouvriers travaillent par équipes successives, à prolonger le travail de l'équipe de nuit jusqu'au dimanche matin à

6 heures. Dans ce cas le travail des ouvriers composant cette équipe ne peut être repris avant le lundi matin, à la même heure.

Art. 6. — Les ouvriers et employés peuvent être occupés au travail le septième jour, 12 fois par année, dans les entreprises où il est fait usage du vent ou de l'eau comme moteur exclusif ou principal.

Le roi peut étendre la même faculté, pour le même nombre de semaines au plus.

1° Aux industries qui s'exercent seulement pendant une partie de l'année ou qui sont exploitées d'une manière plus intense en certaines saisons.

2° Aux industries qui s'exercent en plein air et dans lesquelles le travail peut être entravé par les intempéries.

Le chef d'entreprise qui use de la faculté prévue au présent article est tenu d'en informer, dans les vingt-quatre heures, l'inspecteur du travail ou le commissaire d'arrondissement.

En aucun cas, il ne peut être fait usage de cette faculté plus de quatre semaines consécutivement.

Art. 7. — Les ouvriers et employés des magasins de détail, autres que ceux visés à l'article 4, ainsi que les garçons coiffeurs peuvent être occupés au travail le dimanche de 8 heures du matin à midi.

Cette faculté peut être supprimée, ou le nombre d'heures ainsi fixé peut être réduit, par des arrêtés royaux s'appliquant aux magasins de détail et aux coiffeurs d'une commune

déterminée, ou d'un groupe de communes ou à ces magasins seulement.

Un arrêté royal peut, à raison de nécessités particulières, autoriser les magasins de détail et les coiffeurs d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes, à employer leur personnel au travail le dimanche, soit à d'autres heures, soit pendant un plus grand nombre d'heures.

Cette dernière autorisation ne peut être accordée que pour six semaines au plus par année.

Art. 8. — Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux et de tenir les registres qui seront reconnus nécessaires au contrôle.

Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal.

Les chefs d'entreprises soumises à la loi du 15 juin 1896 sont tenus d'indiquer dans leurs règlements d'atelier les conditions du repos prévu par la présente loi.

Art. 9. — Les exceptions et dispenses prévues ci-dessus, ne s'appliquent pas aux enfants et aux adolescents de moins de seize ans, ni aux filles et aux femmes âgées de plus de seize ans et de moins de vingt et un ans, qui sont employés dans les industries soumises à la loi du 13 décembre 1889.

Néanmoins, en ce qui concerne celles de ces industries où le travail, à raison de sa nature, ne souffre ni interruption, ni retard, le roi peut autoriser l'emploi des enfants de plus de quatorze ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de moins de vingt et un ans, pendant les sept jours de la



semaine, soit habituellement, soit pour un certain temps, soit conditionnellement.

Les arrêtés pris en vertu de l'alinéa précédent, leur assureront, dans tous les cas, le temps nécessaire pour vaquer, une fois par semaine, aux actes de leur culte, ainsi qu'un demi-jour de repos sur 7 jours, ou un jour complet de repos sur quatorze.

Art. 10. — Les enfants et les adolescents de moins de seize ans, ainsi que les filles et les femmes âgées de plus de seize ans et de moins de vingt et un ans, employés au travail dans les entreprises non visées par la loi du 13 décembre 1889, jouiront en tout cas, du bénéfice des dispositions prévues au troisième alinéa précédent.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux entreprises exploitées par l'État, les provinces et les communes, dans les conditions où elles s'appliquent aux entreprises privées.

Toutefois, dans les entreprises exploitées par l'État, l'organisation des repos prescrits sera fixée par les règlements.

Cette dernière disposition est également applicable aux entreprises de chemins de fer concédés ou de chemins de fer vicinaux, pour autant que le règlement organisant les repos soit approuvé par le ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

Art. 12. — Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 5, 6 et 7, le roi prend l'avis :

1° Des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail ;

2° Du Conseil supérieur de l'hygiène publique ;

3° Du Conseil supérieur du travail ;

4° Du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce ;

Ces divers collèges transmettent leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite, à défaut de quoi il est passé outre.

Le gouvernement peut, en tout temps, soit d'office, soit à la demande d'un des collèges dont l'avis est réclamé, procéder à une nouvelle consultation et modifier ou retirer l'autorisation accordée.

Art. 13. — Les délégués du gouvernement pour l'inspection du travail ont la libre entrée des locaux affectés aux entreprises assujetties à la présente loi. Ils surveillent l'exécution de celle-ci et constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal sera dans les 48 heures remise au contrevenant sous peine de nullité.

Art. 14. — Les chefs d'entreprise qui auront contrevenu aux prescriptions de l'article 8, alinéa 1 et 3, ou des arrêtés pris en exécution de l'article 8, alinéa 2, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux autres prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punis :

D'une amende de 26 à 100 francs, si le nombre des personnes employées, en contravention à la loi ou aux arrêtés, ne dépasse pas 10.

D'une amende de 101 à 1.000 francs, si le nombre de ces personnes est supérieur à 10, sans dépasser 100.

D'une amende de 1.001 à 5.000 francs, s'il y en a davantage.

Art. 15. — Les chefs d'entreprises ou leurs préposés qui auront mis obstacle à la surveillance organisée, en vertu de la présente loi, seront punis d'une amende de 26 francs à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

Art. 16. — En cas de récidive dans les 5 ans qui suivent une condamnation encourue en vertu de la présente loi, les peines établies par les deux articles précédents pourront être portées au double.

Art. 17. — Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur, contrairement aux prescriptions de la présente loi.

En cas de récidive, dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

Art. 18. — Le chapitre VII et l'article 85 du livre premier du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 19. — L'action publique résultant d'une infraction à la présente loi se prescrit par un an à partir du jour où l'infraction a été commise.

Art. 20. — Les tribunaux de police connaissent, même en cas de récidive, des infractions à l'article 17 de la présente loi.

Art. 21. — La présente loi entrera en vigueur un an après sa publication.

Disposition additionnelle

Art. 22. — L'article 7 de la loi du 13 décembre est abrogé (1).

1. Loi sur le travail des enfants et des adolescents et des femmes. L'article 7 supprimé est remplacé par la disposition de la présente loi.

Vu : Le Président de la thèse,

R. JAY

Vu : Le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- CHARIAUX. — La Belgique moderne. Paris, 1910.
- IZART (J.). — La Belgique au travail. Paris, 1910.
- VANDERVELDE (E.). — La Belgique ouvrière. Paris, 1906.
- DESTRÉE (Jules) et HALLET (Max). — Code du travail. Bruxelles. Lamertin, 1904.
- DESCOS (du Colombier). — Le Repos hebdomadaire dans la législation belge. Thèse de Grenoble, 1903.
- HENRIOT. — Étude sommaire de la Législation belge du Repos hebdomadaire. Thèse de Paris, 1907.
- JAY (Raoul). — La Protection légale des travailleurs. 2^e édit. Paris, 1910.
- Le Repos du dimanche et la nouvelle loi française. Reims, 1906,
- MAVANT et WARNOTTE. — La Loi sur le repos du dimanche. Gand, 1906.
- TURMAM (Max). — Le Repos hebdomadaire. Paris, 1905.
- Pandectes, Belges. V. Repos dominical.
- PIC. — Traité de législation industrielle. 3^e édit. Paris, 1903.
- Annuaire belge de la législation du travail, année 1905.
- Annales parlementaires et Documents parlementaires de Belgique.
- Bulletin de l'association pour le repos du dimanche en Belgique.

Congrès international pour le repos du dimanche. Bruxelles,
1897. Paris, 1900.

Comptes rendus des travaux du conseil supérieur du travail.
Rapports annuels de l'Inspection du travail. Bruxelles,
1906, 1907, 1908.

Enquête publiée par l'office du travail sur le travail du
dimanche, 5 vol. 1897, 1900.

Réforme sociale, n^{os} du 1^{er} mars et 16 mars 1898.

